

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



KL Pâtisserie, Paris 17

LE FIGARO SCOPE

• **PARIS** : LES MEILLEURES TARTES AUX FRAISES
• **ARCHIPEL DE THAU** : BALADE ARTISTIQUE
AUTOUR DE L'ÉTANG ET DÉGUSTATION IODÉE
DANS LES MAS OSTREÏCOLES **PAGES 36 À 39**

DISPARITION

MARIE-FRANCE GARAUD,
ÉMINENCE GRISE
DE LA V^E RÉPUBLIQUE **PAGE 18**



MARSEILLE

Le dernier adieu
à Jean-Claude
Gaudin **PAGE 5**

ROYAUME-UNI

En convoquant
des législatives
anticipées en juillet,
Sunak espère éviter
une déroute **PAGE 6**

TAÏWAN

La Chine met
la pression sur
Lai Ching-te **PAGE 8**

RELIGION

M^{gr} Gallagher :
« La véritable issue
de la guerre
en Ukraine, c'est la
négociation » **PAGE 10**

FOOTBALL

Mbappé, avant
le grand saut,
l'heure du bilan
PAGE 12

DÉFICITS

Le FMI presse Paris
d'identifier les
réformes **PAGE 22**

CHAMPS LIBRES

• Elisabeth Badinter,
ou les tourments
tristes
d'une féministe
universaliste
• La chronique
de Chantal Delsol
• Les tribunes
de Pierre Valentin,
d'Éric Ciotti
et François-Xavier
Bellamy
• Le bloc-notes
de Laurence
de Charette
PAGES 15 À 17

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question de jeudi :

Nouvelle-Calédonie :
Emmanuel Macron doit-il
repousser le vote de la
réforme de l'extension
du corps électoral par
le Congrès à Versailles ?

OUI 42% NON 58%

VOTANTS : 123 320

Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr

Pensez-vous
qu'Emmanuel Macron
va trouver une sortie
de crise en Nouvelle-
Calédonie ?

FRANÇOIS BOUCHON / LE FIGARO -
LOUISE MARIN - MICHEL CLEMENTIAFF



LUDOVIC MARINVA REUTERS

En Nouvelle-Calédonie, Macron gagne du temps

En visite éclair sur l'archipel, le président a promis de ne pas passer « en force » sur le front institutionnel pour tenter d'obtenir un retour au calme. Ouvrant la voie à un nouveau vote, il s'est donné un mois avant un prochain point d'étape. **PAGES 2, 4 ET L'ÉDITORIAL**

Israël Katz : « La reconnaissance de la Palestine est une prime au terrorisme »

Dans un entretien au *Figaro*, le chef de la diplomatie israélienne dénonce la reconnaissance unilatérale d'un État palestinien, une erreur « grave » qui « adresse un message très dangereux ». Il critique également la menace de mandats d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) et recommande la fermeté envers l'Iran. **PAGE 7**



Patrick Pouyanné : « TotalEnergies ne quittera pas la France »

Le groupe énergétique, qui tient ce vendredi son assemblée générale, est au centre d'une controverse depuis que son PDG a évoqué l'hypothèse d'une cotation à Wall Street.

Dans un entretien au *Figaro*, Patrick Pouyanné affirme que TotalEnergies « est une entreprise française et fière de l'être », en dépit de toutes les polémiques qu'elle suscite. **PAGES 20 ET 21**

ÉDITORIAL par Yves Thérard

Le piège calédonien de l'histoire

Le passé ne meurt pas, pensait William Faulkner, il n'est même jamais passé. C'est malheureusement l'impression que donne l'actualité calédonienne. 1984-2024, deux dates, mais un même climat de guerre civile, une même haine raciale et une même réponse présidentielle pour tenter d'y mettre fin. Il y a quarante ans, François Mitterrand avait surpris tout le monde en se rendant à Nouméa où s'affrontaient indépendantistes et loyalistes. Un séjour de douze heures, pour, annonçait-il, renouer les fils du dialogue. Vaine initiative. Il a fallu attendre quatre ans pour que les armes se taisent. Pour une paix finalement fragile, comme aujourd'hui en apporte la preuve ! En rejoignant l'archipel ces dernières heures, Emmanuel Macron avait la même ambition : déminer le terrain afin que le « calme » revienne.

Y parviendra-t-il mieux que son lointain prédécesseur ? Comme lui, il a décidé de laisser du temps au temps. Une chose est sûre : la réforme du corps électoral ne passera pas cet été. Mais, pour le reste, le flou domine et les questions demeurent. Si un accord global est trouvé entre toutes les forces insulaires, Emmanuel Macron semble évoquer la possibilité

de le soumettre à un quatrième référendum. Mais son adoption sera alors soumise à quel corps électoral ? Est-ce à dire que le texte qui vient d'être voté par le Sénat et l'Assemblée nationale sera abandonné ? Le président de la République entend faire un point d'étape dans un mois. Certes, mais comment régler en quelques semaines ce qui aurait dû l'être en plusieurs années ?

« Ce mouvement d'insurrection absolument inédit, personne ne l'avait vu venir avec ce niveau d'organisation et de violence », a déclaré le chef de l'État à son arrivée sur « le Caillou ».

Depuis des mois, des voix autorisées - celles de trois anciens premiers ministres - s'élèvent pourtant pour dire que la réforme du corps électoral calédonien mettra le feu aux poudres. Emmanuel Macron avait lui-même affirmé, en juillet 2023 à Nouméa, vouloir ne pas « répéter les erreurs de l'histoire » pour « sortir du face-à-face qui reconduirait aux mêmes violences ». Il savait, mais il s'est fait piéger par l'histoire. Et la sortie par le haut n'est certainement pas pour demain. ■



MIDO MULTIFORT TV BIG DATE - À PARTIR DE 1170€ PRIX PUBLIC CONSEILLÉ



Quand Emmanuel Macron atterrit à l'aéroport de La Tontouta, ce jeudi 23 mai, il termine un long trajet de vingt-quatre heures, escales comprises. Il a prévu d'en passer moitié moins à Nouméa, où sa visite express doit lui permettre de désamorcer la grave crise qui a saisi la Nouvelle-Calédonie. Il lui faut garantir le retour de l'ordre, message attendu par une population sidérée par dix nuits d'émeutes et la mort de six personnes. Mais il faut aussi relancer le dialogue politique entre indépendantistes et loyalistes. « Est-ce que douze heures sur place vous suffiront ? », l'interroge un journaliste sur le tarmac. « Nous verrons », répond-il.

Lors de cette visite improvisée deux jours plus tôt, le chef de l'État s'est presque complètement enfermé à huis clos, derrière les grilles du Haut-commissariat de la République. Pendant une quinzaine d'heures, de jour comme de nuit, il a pris le temps d'écouter élus, chefs d'entreprise et jeunes lui confier leurs traumatismes. Ces scènes d'incendies et de saccages de centaines d'écoles, de commerces et d'entrepôts aux milliers d'emplois détruits, dégradations qu'il a aperçues depuis l'hélicoptère le matin. La ville quadrillée de barrages montés par des indépendantistes kanaks, auxquels ont répondu des barrières érigées par des habitants, pour protéger leurs quartiers des émeutiers. Les détonations des armes. Le spectre d'un racisme et d'une méfiance qui se répand entre Kanaks et Européens.

S'il a appelé à bâtir un « chemin d'avenir » dans cet archipel divisé, et annoncé une « aide d'urgence » à la reconstruction, il a repris l'avion sans garantie ferme de sortir de l'instabilité. Sans la certitude que les indépendantistes les plus radicaux vont appeler leurs soutiens au calme. Sans l'assurance non plus d'obtenir un accord politique « global » d'ici à un mois. C'est le délai qu'il a fixé aux forces politiques pour relancer le dialogue, aidées par trois hauts fonctionnaires représentant « le rôle impartial de l'État ». Ensuite, il décidera du sort de sa réforme de la Constitution contestée par les indépendantistes. « Je n'ai reçu aucun engagement ferme en retour, a-t-il admis devant la presse, avant de repartir. J'attends. »

Entretien bilatéral

En refusant tout « passage en force » de son texte, Emmanuel Macron ne fait qu'appliquer un vieux principe océanien : le temps perdu peut être du temps gagné. Il sait trop bien les risques qu'il y a, dans l'archipel du Pacifique, à brusquer ses interlocuteurs. En essayant de faire adopter une révision de la Constitution sans accord local, il s'est heurté à une vive contestation d'indépendantistes kanaks. Sa réforme, qui prévoit d'accorder le droit de vote à des électeurs récemment installés, devait corriger partiellement une spécificité locale, après trois victoires du « non » aux référendums sur l'indépendance. Mais elle a fait craindre aux Kanaks de se voir « dilués » dans la société calédonienne, détonateur des violences les plus graves depuis quarante ans en Nouvelle-Calédonie.

Désireux de sortir du blocage, Emmanuel Macron est parvenu, jeudi après-midi, à réunir autour de lui toutes les composantes du camp indépendantiste. Cet entretien bilatéral est une petite victoire pour lui, qui s'était dit « personnellement blessé », lors de sa précédente



Emmanuel Macron entouré par le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, et le haut-commissaire de la République Louis Le Franc, en Nouvelle-Calédonie, à Nouméa.

À Nouméa, Macron temporise et relance le dialogue pour sortir de la violence

Loris Boichot Envoyé spécial à Nouméa

En visite éclair dans la ville calédonienne, touchée par dix nuits d'émeutes, le chef de l'État a demandé la levée des barrages pour clore l'état d'urgence et a tenté de gagner du temps avec les forces politiques, en leur donnant « quelques semaines » de plus pour négocier.

venue en juillet dernier, de voir les représentants de l'Union calédonienne (UC) laisser leurs chaises vides. Le seul boycott qu'il a eu à affronter vient cette fois-ci du Sénat coutumier, haut lieu du pouvoir kanak. Mais il n'a pas réussi à rassembler les indépendantistes, autour d'une même table, avec leurs opposants loyalistes. Pas de réunion « trilatérale » avec l'État, ce genre de discussion qui sert à mesurer l'état du dialogue politique en Nouvelle-Calédonie. Emmanuel Macron, lui, « considère avoir fait le maximum d'efforts possibles pour permettre un retour au calme ».

Il a même accepté d'échanger avec un leader indépendantiste, Christian Tein, radical au point d'avoir été assigné à résidence. Il est le chef de file de la cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), cette organisation à l'origine de la contestation, « mafieuse » aux yeux de ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin. Le président de la République a fixé une condition pour avancer : l'appel à la levée des barrages, « dans les heures qui viennent » par les leaders du

Front de libération national kanak et socialiste (FLNKS). Sans quoi l'état d'urgence risque de devoir être reconduit, alors qu'une accalmie commence à s'installer à Nouméa.

Forces fragmentées

À l'hôtel de police de la ville, brève visite entre une série d'entretiens, Emmanuel Macron a encouragé les forces de l'ordre à « tenir ». « On en a besoin », lui a répondu une gendarme. Avec quelque 3000 policiers, gendarmes, pompiers et militaires déployés, appelés à rester « aussi longtemps que nécessaire », le locataire de l'Élysée promet de « reprendre » les points « difficiles ». Ce « mouvement d'insurrection absolument inédit », a relevé le chef de l'État, « personnel ne l'avait vu venir avec un tel niveau de violence ». Il a entendu le maire de la commune de Mont-Dore, Eddie Lecourieux, le midi, raconter qu'il a dû occuper sa mairie nuit et jour pour la protéger des émeutiers.

Poussés à s'entendre, plusieurs dirigeants ont joué la carte de la responsa-

bilité, au sortir de cette journée. Dans le camp indépendantiste, le chef du gouvernement local, Louis Mapou, estime qu'« il revient à chacun d'assurer la part qui lui revient ». « Il n'y a pas d'autre choix », dit-il. Dans la famille loyaliste, l'ancienne secrétaire d'État Sonia Backès, présidente de la province sud, se félicite de la ligne « pas de suspension, pas de report ». Elle se veut optimiste : « On est en capacité, sans avoir cédé face à nos assaillants, de trouver une solution ». Devant les caméras, chacun fait valoir sa bonne volonté. C'est désormais en coulisses que la suite se prépare.

Difficile toutefois de mettre d'accord des forces fragmentées en interne. À la mi-journée, dans le huis clos de ses échanges, le président de la République a pointé les divisions des militants indépendantistes sur les barricades : « Lorsque j'entends Kanaky, je ne crois pas que tous les « barragistes » aient les mêmes rêves ». Mais la droite loyaliste n'est pas en reste. Les plus fermes, comme Sonia Backès, défendent un maintien du calendrier, quand d'autres, comme la

maire de Nouméa, Sonia Lagarde, plaident pour prendre du temps. « La réforme, qui va la voter ? », demande l'ex-chef du gouvernement local Philippe Gomes, tenant de cette ligne.

Projet « commun »

Ces derniers jours, le doute a gagné le pouvoir exécutif. Pas certain, compte tenu des multiples appels à l'apaisement, y compris d'une défenseuse historique de la Calédonie française comme Marine Le Pen, de réunir une majorité des trois-cinquièmes pour réviser la Constitution. Conscient de ces fractures, ainsi que de l'impopularité des responsables politiques calédoniens, Emmanuel Macron compte davantage associer les maires et les « forces vives » aux discussions avec l'État. Après d'une vingtaine de jeunes, inquiets que le « destin commun », promis après la quasi-guerre civile de 1984-1988, se fracasse sur les tensions, il a reconnu que l'accord de Nouméa restait imparfait. Depuis 1998, « la question des inégalités n'a pas été résolue », a-t-il dit. Un message adressé aux Kanaks, qui n'ont pas tous bénéficié de la politique de rééquilibrage économique promise.

Ce sujet devra figurer dans l'accord global attendu, aux côtés des équilibres entre les provinces, de la meilleure définition d'une « citoyenneté calédonienne », ou encore d'un nouveau « contrat social » - l'avenir de la filière nickel, exsangue, devra faire l'objet d'une réflexion à part. Ce projet « commun », souhaite Emmanuel Macron, pourra être « soumis au vote des Calédoniens ». Mais « ce ne sera pas un retour en arrière », a-t-il dit, sous la forme d'un nouveau référendum sur l'indépendance. Cette option, a prévenu Emmanuel Macron, a récemment été tranchée par trois consultations. Elle reviendrait à maintenir une logique de « face-à-face ». Exactement ce que le président de la République veut éviter. ■

Trois hauts fonctionnaires mandatés pour jouer les médiateurs sur place

Louis Hausalter

Il étaient assis côte à côte, tous trois en costume-cravate sombre, dans la résidence du haut-commissaire à Nouméa, où Emmanuel Macron s'est entretenu jeudi avec des élus et des acteurs économiques de la Nouvelle-Calédonie. Silencieux, comme le veut généralement leur statut quand le pouvoir politique parle. Mais ce sont bien ces trois hauts fonctionnaires qui auront la lourde tâche de dénouer les fils de ce dossier ultramarin explosif, une fois dissipée l'effervescence de la visite présidentielle.

Alors qu'Emmanuel Macron a repris jeudi la direction de Paris, après une visite éclair d'une journée sur l'archipel, Rémi Bastille, Frédéric Potier et Éric Thiers sont restés sur place pour y

conduire une mission qui doit mener à « l'apaisement » et à « la reprise du dialogue en vue d'un accord global » entre indépendantistes et non-indépendantistes, selon les termes du chef de l'État à l'issue de ses entretiens. Alors que certains poussaient les noms de personnalités publiques de premier plan pour jouer les médiateurs - à commencer par Édouard Philippe, dernier premier ministre à avoir traité de près le sujet calédonien - Emmanuel Macron a préféré emmener ces trois commis de l'État, inconnus du grand public.

Le seul à avoir vécu en Nouvelle-Calédonie est Rémi Bastille, préfet du Doubs depuis janvier, après quelques mois au cabinet de Gérard Darmanin (Intérieur et Outre-mer), où il assurait les fonctions de directeur adjoint de cabinet par intérim. Cet énarque, pur produit de la « préfectorale », a été en-

tre 2020 et 2022 secrétaire général du haut-commissariat à Nouméa, où il a participé aux discussions politiques en amont de la réforme électorale qui met aujourd'hui le feu aux poudres. Rémi Bastille a auparavant passé trois ans au ministère des Outre-mer, notamment au cabinet de la ministre Annick Girardin. Il a aussi été chef adjoint de cabinet des premiers ministres Manuel Valls, puis Bernard Cazeneuve, sous le quinquennat de François Hollande.

Frédéric Potier, lui aussi quadragénaire, énarque et préfet, a également servi ces deux anciens locataires de Matignon en tant que conseiller technique aux outre-mer. Mais ses derniers postes l'ont éloigné de cette thématique. Au crépuscule du mandat Hollande, il a été propulsé délégué interministériel à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (Dilcrah). Depuis

2021, il travaille à la RATP comme « directeur général à l'éthique et à la conformité », chargé notamment des questions de laïcité et de discriminations. Cet admirateur de Pierre Mendès France est l'auteur de plusieurs ouvrages et contribue régulièrement aux travaux de la Fondation Jean-Jaurès, think-tank social-démocrate.

Appelés à la rescousse

« L'équipe Valls a très bien géré la Nouvelle-Calédonie. Ce sont des gens qui connaissent parfaitement les lieux et le sujet », salue l'ex-ministre UMP Dominique Bussereau, ancien président de la mission parlementaire sur la Nouvelle-Calédonie à l'Assemblée. Lequel juge aussi « remarquable » le profil du troisième « mousquetaire » envoyé sur place, Éric Thiers. Ce conseiller d'État, qui a longtemps été administrateur de l'As-

semblée nationale, a curieusement embarqué pour le bout du monde alors qu'il dirige actuellement le cabinet de la ministre de l'Éducation nationale, Nicole Belloubet, nommée en février. Mais c'est en fait au titre d'anciennes fonctions qu'il fait partie de la mission, lui qui était jusqu'en début d'année conseiller institutions à l'Élysée. Il a donc planché les qualités sur le projet de réforme constitutionnelle visant à dégrader le corps électoral calédonien, soit le texte qu'Emmanuel Macron voulait faire adopter par le Parlement réuni en Congrès au début de l'été. Éric Thiers a beau avoir quitté l'Élysée après un an et demi au cabinet du président, il est toujours dans la boucle de messagerie du pôle régalién du Palais. Le voilà aujourd'hui appelé à la rescousse, comme ses comparses du moment, pour déminer un terrain explosif. ■

Une paix durable avec l'espéranto

Le texte de la publicité peut surprendre, mais ce sont des faits. L'espéranto a une littérature et une culture, on peut exprimer avec précision ses sentiments en espéranto. Le journal "The Guardian" a rapporté que l'espéranto est cinq fois plus facile à apprendre que l'anglais et le français. Selon l'Eurobaromètre 386 (2012), seuls 20 à 35 % de la population de nombreux pays de l'UE parlent anglais. Selon l'étude BRIO, la connaissance de l'anglais à Bruxelles stagne à 30 - 35 % depuis 2001. Dans le monde, l'anglais stagne par rapport à la population. Si l'UE introduit l'espéranto, tout le monde le parlera avec plaisir et un monde merveilleux deviendra possible, sans traducteurs ni interprètes.

En espéranto: kurso (cours), delikata, egala, minuto, naturo. Il y a 36 suffixes, kafo+ejo (lieu): kafejo (café, bar), trinki+ejo: trinkejo (buvette); 23 préfixes (mal pour le contraire) «mallonga: pas long, court», «malpura: pas propre, sale». On peut ainsi créer plusieurs milliers de mots. Paco: «paix»; pacis: passé, nous étions en paix; pacas: présent; pacos: futur; pacu: impératif; pacus: conditionnel; paciĝi: faire la paix; paciĝi: évoluer vers la paix. L'espéranto est adaptable d'une manière très expressive tout en étant très efficace.



Si l'UE adopte l'espéranto, celui-ci et l'anglais seront des langues communes. L'humanité sera surprise par la facilité révolutionnaire de l'espéranto et refusera donc d'apprendre l'anglais.

La 4ème génération n'héritera pas pour survivre : nous avons vendu Swany, et en même temps collecté des fonds pour une campagne publicitaire.

Mes gendres Itano (à droite) et Kawakita y contribuent en tant que "combattants pacifiques" comme le dit l'hymne de l'espéranto, inspiré d'un poème écrit par Louis-Lazare Zamenhof.

À cause des conséquences de ma maladie, j'ai créé la valise de soutien « Swany Bag » et le plus petit siège roulant pliable du monde « Swany Mini ».

Lisez : Ma poliomyélite m'a ouvert le monde à une paix durable : invention, santé, équité linguistique.

12,99 € ISBN: 978-2-3224-7425-7. Asa Publishing Co. Ltd. (9 € Kindle) ASIN: B0BS3VXRFM Etsuo Miyoshi



www.esperanto.net

La mobilisation de l'État en Nouvelle-Calédonie est sans précédent. Depuis le début des troubles, le 12 mai dernier, un pont aérien a été mis en place par les autorités pour acheminer sur zone hommes et matériels. L'armée a été mise à contribution pour réaliser cette projection et le soutien logistique qu'elle implique, alors que l'aéroport international de Nouméa demeure fermé pour les vols commerciaux, au moins jusqu'au 25 mai.

Le dispositif sécuritaire déployé est d'une ampleur inédite : 3 000 hommes, dont 2 000 gendarmes, incluant 20 escadrons de gendarmerie mobile et une formation d'intervention du GIGN. S'y ajoutent des policiers spécialisés dans la lutte contre les violences urbaines, comme ceux de la CRS 8, mais aussi des superflucs du Raid.

Ces forces de l'ordre ont vocation à travailler en profondeur. Elles resteront « aussi longtemps que nécessaire, même durant les Jeux olympiques et paralympiques », a prévenu le président de la République, Emmanuel Macron, lors de son déplacement dans l'archipel.

Le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, qui l'accompagnait, a voulu saluer, comme le chef de l'État, le « professionnalisme » des policiers et gendarmes impliqués dans les opérations de sécurisation. L'action des forces de l'ordre n'a causé aucun mort parmi les émeutiers, malgré plus de dix jours de heurts. Alors que des brigades de gendarmerie ont été prises à dix jours de heurts. Alors que des brigades de gendarmerie ont été prises à dix jours de heurts.

Emmanuel Macron a fait observer jeudi une minute de silence à la mémoire des six personnes qui ont trouvé la mort lors des émeutes des derniers jours, à savoir deux gendarmes et quatre civils, dont une jeune femme et un étudiant. L'enquête sur la mort du gendarme de 22 ans décédé après avoir reçu un tir en pleine tête, à Plum, le 15 mai, suit son cours. Celle sur le gendarme tué accidentellement par un collègue a été confiée au parquet de Paris, compétent en matière d'infraction militaire.

Le ministre assure que les forces de sécurité regagnent du terrain. Mais il



Des policiers en tenue anti-émeute sont postés près d'un commissariat, le 18 mai, à Nouméa.

DELPHINE MAYER/WAP

Un dispositif sans précédent pour ramener la paix civile dans l'archipel

Jean-Marc Leclerc et Boris Boichot (envoyé spécial en Nouvelle-Calédonie)

Les 3 000 membres des forces de l'ordre déployés en Nouvelle-Calédonie resteront au-delà des JO.

reconnait volontiers que les progrès sont lents, parce qu'il ne s'agit pas de faire prendre des risques inconsidérés à ses troupes. L'impatience de la population est grande cependant.

Les unités de terrain se concentrent, pour l'heure, sur la levée des « blocages structurants » mis en place par les insurgés kanaks. Une tâche d'autant plus délicate que ces imposants barrages exigent, pour être démantelés, l'emploi de moyens lourds. « Il faut bien comprendre que, tout autour, des personnes sont embusquées dans des fourrés ou dans des bâtiments et qu'ils nous tirent dessus ! », rappelle un officiel. « Parfois, on enlève des barrages et ils sont remis en place », confie cet interlocuteur.

Les quartiers nord de Nouméa sont les plus dangereux, notamment Kaméré et Rivière Salée. Ils font partie des « points durs » qui inquiètent les autorités. Là, certains assaillants sont équipés d'armes à feu de longue portée.

Bataillons d'émeutiers

Un chiffre, un seul, éclaire sur l'ampleur des difficultés : au plus fort de la crise, pas moins de 10 000 personnes ont été impliquées dans les troubles, selon les estimations des gendarmes. Ces hordes en furie, majoritairement composées de jeunes, ont mené des actions coup de poing, détruisant jusqu'à leurs propres lieux de vie, de travail, de consommation.

De l'avis d'un haut gradé, « beaucoup sont soumis à des addictions, au cannabis, à l'alcool, et sont désocialisés, sans famille, perdus ». Ils se sont constitués en bataillons d'émeutiers, sans doute manipulés, comme s'ils se sentaient soudain investis du devoir de poursuivre un combat commencé par leurs aînés indépendantistes.

Les chiffres égrenés par la justice donnent la mesure du sous-dimensionnement de ses moyens dans un tel contexte : 281 gardes à vue liées aux émeutes depuis le 12 mai. Avec, à ce jour, seulement 18 mandats de dépôt ou d'incarcération et 55 convocations. L'arrivée de plusieurs magistrats en renfort ne suffira pas à tout traiter. Les deux établisse-

ments pénitentiaires, à Nouméa et Koné, sont déjà totalement saturés.

Les opérationnels de la Place Beauvau à Nouméa ont acquis la conviction que derrière la masse des pilliers opportunistes se cachait, depuis le début de cette crise, une organisation sans doute entraînée, avec des armes très dangereuses, pas forcément en vente sur le territoire calédonien. L'objectif de ces groupes était, selon les autorités, de viser les lieux de pouvoir et de communication, de façon « planifiée ». La détermination criminelle de certains délinquants a aussi marqué les esprits. De l'avis d'un haut magistrat, « il y aurait pu y avoir beaucoup plus de morts ». ■

La stratégie indo-pacifique de Macron fragilisée

Isabelle Lasserre

La stratégie française en Indo-Pacifique résistera-t-elle à la crise en Nouvelle-Calédonie ? Depuis 2018, c'est un leitmotiv de la diplomatie d'Emmanuel Macron, qui veut contrer l'attraction de Pékin dans la région et présenter la France comme une alternative au face-à-face de plus en plus tendu entre la Chine et les États-Unis.

Au cœur du grand jeu des puissances et de la recomposition des rapports de force mondiaux, la Nouvelle-Calédonie est considérée comme la pierre angulaire de cette politique. Lors de son premier déplacement dans l'archipel en 2018, Emmanuel Macron avait affirmé

qu'il voulait en faire « une puissance océanique », ainsi qu'un « levier de rayonnement international et indo-pacifique de la France ». Depuis, le président n'a pas ménagé ses efforts, ni ses déplacements pour réengager Paris dans la région, y compris en se rendant au Vanuatu, où il a dénoncé le « nouvel impérialisme » chinois en juillet 2023, et en Papouasie-Nouvelle-Guinée. C'est dans cette région que la politique « d'équilibres » d'Emmanuel Macron, qui propose une troisième voie entre la Chine et les États-Unis, est censée porter certains de ses meilleurs fruits.

Mais les émeutes et les violences qui secouent la Nouvelle-Calédonie fragilisent cette stratégie. Elles ont montré les faiblesses de l'État français, qui prétend participer à la stabilité régionale mais a

toutes les peines du monde à faire revenir le calme sur le Caillou. Elles ont mis un coup de projecteur sur l'inadéquation entre les ambitions françaises et les moyens militaires : environ 7 000 soldats, une paillasse par rapport aux puissances marines chinoises et américaines.

La plupart des voisins de la Nouvelle-Calédonie ont rejeté la responsabilité des émeutes sur la France, considérée comme un État néocolonial qui n'écoute pas les populations kanaks. Le Vanuatu, où le sentiment antifrancais s'est enflammé, a demandé le retrait de la réforme électorale et la résolution « de tous les sujets coloniaux en suspens ». Le Forum des îles pacifiques a critiqué cette semaine l'organisation du dernier référendum, en 2021, malgré le boycott kanak. Quant aux pays alliés

voisins, qui surveillent de près la situation, ils ont, comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande, commencé à rapatrier leurs ressortissants.

Influence chinoise

En même temps qu'ils jettent un doute sur la capacité de la France à projeter son influence dans le Pacifique, les troubles en Nouvelle-Calédonie ont un effet loupe sur sa situation particulière dans une région où la plupart des nations insulaires sont aujourd'hui indépendantes. Le Groupe fer de lance mélanésien (GFLM), créé en 1988 pour soutenir la volonté de décolonisation des peuples mélanésiens, auxquels appartient les Kanaks, défend la cause indépendantiste du FLNKS. Paris subit déjà une pression indirecte du Comité

spécial de la décolonisation de l'ONU, qui considère la Nouvelle-Calédonie comme l'un des 17 « territoires non autonomes dans le monde ». Le désordre pourrait profiter à l'influence chinoise, déjà très forte dans les petits États du Pacifique, notamment aux îles Salomon et à Vanuatu. La Chine utilise la question coloniale comme une arme contre les Occidentaux et notamment contre la France, et finance des mouvements indépendantistes.

La France, qui avait réussi ces dernières années à redorer son blason pacifique, a un chemin étroit, au terrain friable, à emprunter si elle veut continuer à développer son influence dans la région. Faute de quoi c'est la Chine, à l'affût et prête à saisir toutes les opportunités, qui prendra sa place. ■

Le macroniste Nicolas Metzdorf, irréductible militant pro-Calédonie française

Célestine Gentilhomme

Mercredi soir, Nicolas Metzdorf n'a pas trouvé le sommeil. Comme la nuit d'avant. Et encore la nuit d'avant. À l'autre bout du fil, le député macroniste de Nouvelle-Calédonie décrit, fatigué et presque sans en revenir, son quotidien depuis trois jours. « Par terre, il n'y a que des fusils d'assaut dans mon salon. Ça fait une drôle de décoration », lâche-t-il. Ces armes sont celles des

gendarmes. Ces derniers suivent le parlementaire Renaissance partout où il va, en permanence, jusqu'à rester à son domicile pour le protéger. Cette nuit-là, ils sont encore autour de lui. « Mes enfants sont menacés, mes parents aussi », confie-t-il.

En quelques semaines, ce trentenaire, figure de la droite loyaliste pro-Calédonie française, s'est retrouvé au cœur de la tempête. C'est lui qui, à l'Assemblée nationale, en tant que rapporteur du texte sur l'avenir institutionnel de l'archipel, a mené jusqu'à son adoption la délicate réforme visant à « dégeler » - et donc à

élargir - le corps électoral pour les élections provinciales. « Les débats ont été très durs pour lui. Il a dû perdre 3 à 4 kg en deux jours. Il devait faire profil bas pour ne pas enflammer les discussions », raconte un élu ultramarin. Sans savoir que ce n'était alors qu'un début.

« Il faut avoir des principes »

De violentes émeutes, jamais vues depuis près d'un demi-siècle, ont paralysé Nouméa et ses alentours dans la foulée du vote au Palais Bourbon. Le bilan y est lourd : 6 morts, 20 gendarmes. Malgré un semblant d'accalmie, de jeunes indépendantistes, opposés à la réforme électorale, continuent à bloquer plusieurs routes de l'archipel. Devant les décombres hérités de ces nuits de chaos, les émotions se bousculent dans la tête de Nicolas Metzdorf. « Je suis triste, blessé, en colère qu'on puisse détruire tout ce qu'on a construit par folie et par haine », lâche ce fils d'éleveur bovin, dont la famille exploite depuis six générations une ferme dans la brousse calédonienne.

Les prochaines heures seront encore cruciales. Nicolas Metzdorf s'en est entretenu à plusieurs reprises avec Emmanuel Macron, qui a effectué jeudi une visite éclair sur place. À Nouméa, le chef de l'État a gagné du temps en promettant un nouveau point d'étape d'ici un mois. Ouvrant ainsi la voie à un décalage du calendrier constitutionnel initialement fixé, qui prévoyait une réunion du Congrès au début de l'été. « Reporter l'adoption de la réforme serait un renoncement. Ça signifierait que ceux qui ont détruit la Nouvelle-Calédonie ont eu raison de le faire », prévient le député, fermement anti-indépendantiste. Quitte à faire entendre une voix dissidente des élus de tous bords, qui exhortent unanimement l'exécutif à convoquer un nouveau vote d'autodétermination des Calédoniens - ce à quoi le président n'a pas fermé la porte.

Le député macroniste Philippe Dunoyer (Renaissance), élu calédonien, fait partie de ceux qui plaident pour un report. Histoire de pouvoir ramener l'ordre avant de remettre tout le monde autour de la table.

« Je comprends, c'est de la peur viscérale. Celle de voir la Nouvelle-Calédonie s'embraser encore plus. Mais il faut avoir des principes et s'y tenir », réplique son collègue Nicolas Metzdorf, ancien maire de Foa, une petite commune située à une centaine de kilomètres de Nouméa. Et tant pis si cela lui vaut les foudres des oppositions de gauche, qui exigent un retrait pur et simple de la réforme. « Il a une position colonialiste, et non loyaliste. Il souhaite s'assurer que les privilèges colonialistes perdurent sur l'île », écrie l'insoumis Hadrien Clouet, qui suit de près le dossier.

Ce n'est pas la première fois que les partis de feu la Nupes s'en prennent à Nicolas Metzdorf. Cela avait déjà été le cas lorsqu'il avait dénoncé le « racisme anti-blanc » et la « xénophobie » des émeutiers. « À l'entendre, c'est comme si la colonisation n'avait jamais marqué ce territoire... », souffle un député écologiste. Un élu ultramarin préfère tempérer : « Cela met beaucoup de gens mal à l'aise, mais la radicalité qu'il exprime reflète une radicalité qui existe là-bas, et c'est malhonnête de ne pas vouloir l'accepter. » ■

Europe 1

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers du Figaro

À Marseille, le dernier adieu à Jean-Claude Gaudin

Mathilde Cellies et Nicolas Farmine (Le Figaro Marseille)

Un parterre de personnalités et une foule d'anonymes sont venus rendre hommage à l'ancien maire de la ville.

Assis sur un bloc de béton, le buste tourné en direction du Vieux-Port, sous l'œil de la « Bonne Mère » qui surplombe la basilique Notre-Dame-de-la-Garde, Stéphane observe les premiers véhicules du cortège funéraire entrer dans le centre de Marseille. Le visage masqué par des lunettes qui le protègent du soleil méditerranéen, celui qui habite la deuxième ville de France depuis plusieurs dizaines d'années est venu rendre ce jeudi un dernier hommage à Jean-Claude Gaudin, qui a été son professeur d'histoire-géographie au collège avant de devenir son maire un quart de siècle durant.

« Il était très gentil, il faisait une demi-heure de cours puis il se mettait à parler politique et éducation », se remémore-t-il en mentionnant ses années à la tête de la Cité phocéenne. « C'était presque un maire de village, il saluait tout le monde sur son passage », ajoute-t-il. « J'ai bien connu ses trois mandats. C'est un homme d'une grande valeur, il est normal de lui rendre un dernier hommage », abonde Josyne, qui a momentanément quitté son travail pour apercevoir le cercueil de l'édile.

Enfant de Mazargues

Ce dernier, escorté par une dizaine de véhicules et des motards de la police municipale, quitte le quartier de Mazargues en début d'après-midi, comme pour une dernière balade dans les rues de « sa » ville. Peu après 14 heures, la procession funéraire marque d'ailleurs l'arrêt devant la mairie, le temps d'une minute symbolique, et sous le retentissement de la sirène d'un bateau du bataillon des marins-pompiers de Marseille. La foule de curieux le long de la route observe ensuite le cortège reparti en direction de la cathédrale de la Major.



Le prince Albert de Monaco, Brigitte Macron, Nicolas Sarkozy... Plus de 1 500 personnes ont assisté, hier, aux funérailles de l'ancien maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin, à la cathédrale Sainte-Marie-Majeure.

L'enfant de Mazargues aurait pourtant préféré pour son dernier voyage une messe dans la petite église de son enfance, mais elle n'avait pas la capacité d'accueillir la foule. Composée d'anonymes comme de personnalités, allant du prince Albert de Monaco au président de l'OM, Pablo Longoria, de la première dame, Brigitte Macron, à l'animateur Jean-Pierre Foucault, en passant par l'ancien président Nicolas Sarkozy.

Quand l'orgue retentit, les yeux des 1 500 personnes présentes se rivent sur le cercueil porté par les marins-pompiers, avec, devant lui, le cardinal Jean-Marc Aveline, chargé d'honorer cette messe.

« Quelles que soient nos différences avec lui, Jean-Claude Gaudin nous a marqués », estime l'archevêque de Marseille, qui rend hommage à cette figure provençale à la voix tonitruante. Près de l'ambon orné de fleurs

blanches et bleues, aux couleurs de la Cité phocéenne, le président du Sénat, Gérard Larcher, se remémore avec humour « le solide estomac qu'il faut éprouver pour remporter les élections sénatoriales » comme Jean-Claude Gaudin a su le démontrer. « Il mêlait Pagnol et Defferre, Raimu et Charles Pasqua », abonde Patrice Faure, le directeur de cabinet d'Emmanuel Macron, venu représenter le président, retenu à Nouméa.

Lieutenant de Jean-Claude Gaudin, le LR Yves Moraine a bien entendu ces derniers jours les critiques du bilan d'un maire dont la fin de règne a été ternie notamment par l'effondrement meurtrier d'un immeuble rue d'Aubagne, en plein centre-ville. « Toute œuvre humaine est imparfaite, lance-t-il. Mais il serait injuste de rappeler les faiblesses en oubliant ses réussites. Et Jean-Claude Gaudin a laissé sa ville plus belle qu'en arrivant. »

Une forme d'admiration

Une vague d'applaudissements résonne alors dans la Major. « Aujourd'hui, ce n'est pas l'heure du bilan, dont seul le temps sera le casuiste », lance l'actuel maire (ex-PS) de Marseille, Benoît Payan, qui s'est construit comme un farouche opposant politique de Jean-Claude Gaudin. En dépit de son prédécesseur, dans cette ville si particulière où il n'est pas rare de nouer de meilleures relations avec les partis ennemis que dans sa propre famille politique.

D'ailleurs, alors que les municipales de 2026 se profilent déjà, Jean-Marc Aveline, paraphrasant Marcel Pagnol, se pose dans son homélie en arbitre d'un match politique qui n'a pas encore commencé. « Si l'épouse de Gaudin était la ville de Marseille, il lui ferait cette demande d'indulgence. Maintenant, devant le bon Dieu, le bilan de sa vie est bien plus que son bilan politique. »

Le cardinal s'adresse ensuite au parterre devant lui, composé en majorité d'hommes et de femmes politiques. « À ce moment-là, vous ne pourrez pas tricher ni vous contenter de quelques pirouettes oratoires. » Avant d'adresser un conseil à Jean-Claude Gaudin : « Si là-haut, ça tourne mal, n'oubliez pas d'implorer la « Bonne Mère ». » Celle qui veillera désormais sur celui qui s'en est allé. ■



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD

Un duel d'entre-deux-tours pour un scrutin à un tour

Qu'avaient-ils en tête ? Les européennes de 2024 ou la présidentielle de 2027 ? Se projetaient-ils à deux ou trois semaines, ou à deux ou trois ans ? Il est certain que le débat qui a opposé Gabriel Attal à Jordan Bardella, sur France 2, avait une portée dépassant largement la campagne pour le scrutin du 9 juin. Nul n'est maître de l'avenir et il peut arriver que des astres pâlissent avant d'atteindre le zénith, mais les cadets d'aujourd'hui compteront a priori parmi les prétendants de demain à la première place. Téléspectateurs et observateurs les ont d'ailleurs regardés et jugés à l'aune du paysage politique de demain.

Ce qui a permis ce duel à audience garantie, c'est évidemment le scrutin immédiat. La liste macroniste de Valérie Hayer accuse un retard croissant et inquiétant pour la majorité sur celle du président du Rassemblement national. Et face au plus jeune et au plus populaire des opposants, il n'y avait plus guère d'autre carte que le plus jeune et le plus populaire des gouvernants.

Mais le paradoxe est que ce duel Attal-Bardella est intervenu alors que le match Renaissance-RN n'est plus l'enjeu premier de cette fin de campagne. L'espoir pour la majorité n'est plus de réduire l'écart avec les lénistes. La nécessité pour elle est de reprendre l'avantage sur la liste sociale-démocrate du PS et, plus encore, d'éviter d'être doublée par elle. Autrement, si pour les amis d'Emmanuel Macron, l'ennemi idéologique a toujours pour nom Jordan Bardella, l'adversaire politique a pour nom Raphaël Glucksmann.

Ce duel télévisé s'inscrivait dans une logique d'entre-deux-tours, comme les débats Macron-Le Pen de 2017 et 2022. Or, qu'on le veuille ou non, l'intérêt médiatique de ce prime time tardait déjà l'esprit des européennes qui sont un scrutin à un tour. Le 9 juin, il ne s'agira pas de départager deux finalistes, mais de

classer 37 listes et, principalement 7 d'entre elles qui semblent à ce jour en mesure d'obtenir des élus au Parlement de Strasbourg. Les autres têtes de liste auraient beau jeu de se plaindre d'une concurrence faussée. Cette affiche réduite à deux participants aurait pourtant pu se justifier dès lors qu'ils dominaient la compétition de manière éclatante. Mais, si cela est vrai, plus que jamais, du RN, ça ne l'est plus de Renaissance.

Tout ceci confirme que le vote du 9 juin n'était plus l'enjeu central du débat arbitré par Caroline Roux. La preuve : ce n'était pas deux têtes de liste qui débattaient ; mais deux hommes qui se mesuraient, se jugeaient et s'échauffaient. L'un qui est devenu premier ministre et l'autre qui aspire à le devenir. D'ailleurs, il ne fut pas uniquement question d'Europe, mais aussi de grands sujets concernant la situation de la France et des Français.

Que les deux hommes aient de l'allant et du talent, on le savait. Qu'ils aient le goût des formules aussi. Un KO était difficilement imaginable, pas plus que des transferts de téléspectateurs-électeurs d'un camp vers l'autre. Chacun devait d'abord mobiliser les siens car l'élan final ou la remontée décisive dépendra d'un réveil des abstentionnistes. Attal et Bardella devaient aussi convaincre leurs camps respectifs qu'ils ne concourraient plus dans la catégorie des « espoirs » mais dans celle des « poids lourds ». Comme une répétition générale d'autres débats futurs. ■

ÉCOUTEZ À 8H10

GUILLAUME
TABARD

DANS LA MATINALE
DE DAVID ABIKER

avec LE FIGARO



EN DÉFISCALISANT SON IFI, JEAN NE SERA PAS TAXÉ D'ÉGOÏSME.

Transformez votre IFI en don à la Fondation de France et soutenez des causes qui vous tiennent à cœur. Pour en savoir plus sur tous les avantages fiscaux, rendez-vous sur ifi.fondationdefrance.org ou appelez le 01 44 21 87 87

Fondation de France

La Fondation de toutes les causes

En convoquant des législatives anticipées en juillet, Rishi Sunak espère éviter une déroute

Amandine Alexandre Londres

Alors que l'opposition est donnée favorite, le premier ministre britannique fait le pari d'une campagne courte.

Quel début de campagne ! Trempe par la pluie qui tombait à verse sur Londres, Rishi Sunak a prononcé mercredi soir un discours insipide, maladroit et largement inaudible devant le 10 Downing Street, donnant le ton d'une bataille législative qui s'annonce peu prometteuse pour le premier ministre et le parti conservateur.

Alors que le militant anti-Brexit Steve Bray faisait résonner l'hymne électoral du New Labour de Tony Blair en 1997 (qui s'intitule « Things can only get better », « Les choses ne peuvent que s'améliorer ») devant les grilles de Downing Street, Rishi Sunak tentait de capter l'attention des Britanniques, par caméras interposées, en évoquant la pandémie. « Pour beaucoup d'entre nous, il est difficile de se rappeler l'impact de ce que nous avons subi », a déclaré l'ex-ministre de l'Économie, reléguant ainsi aux oubliettes les 227 000 morts du Covid-19 au Royaume-Uni, son impact économique désastreux pour beaucoup et le scandale des fêtes organisées à Downing Street qui a conduit à la démission de Boris Johnson en 2022.

Dans la presse, jeudi, les commentateurs politiques rivalisaient de sarcasmes pour décrire la contre-performance du leader du parti majoritaire à la Chambre des communes. « Il est très peu probable que cette campagne finisse mieux qu'elle n'a commencé, à moins d'une reprise en main très rapide de la situation », a jugé Stephen Bush dans le *Financial Times*, résumant parfaitement le sentiment général au lendemain de l'annonce du scrutin du 4 juillet prochain.

Quant à savoir si Rishi Sunak a fait le bon choix en convoquant des élections dès cet été plutôt que d'attendre l'automne, les avis étaient partagés, tout en étant unanimes sur l'issue probable du scrutin.



Rishi Sunak, lors d'une rencontre avec des employés de West William, à Ilkeston, jeudi. Le premier ministre britannique espère tirer bénéfice du retour de la croissance au premier trimestre et d'une inflation presque sous contrôle après trois années de hausse des prix. HENRY NICHOLLS/POOL VIA REUTERS

« Sunak a eu raison de convoquer des élections maintenant. Les choses ne peuvent qu'empirer. Il est évident que le gouvernement n'a aucune marge de manœuvre pour baisser les impôts cet automne », a estimé Rachel Sylvester dans les colonnes du *Times*. L'ex-ministre des Finances George Osborne a jugé, pour sa part, que « laisser passer l'été n'aurait fait qu'empirer la situation, car la lassitude des électeurs serait allée crescendo ».

Recul de la qualité de vie

Le premier ministre espère tirer bénéfice au maximum du retour de la croissance au premier trimestre (+0,6 %) et d'une inflation presque sous contrôle (+2,3 %), après trois années de hausse des prix qui ont épuisé les Britanniques. La baisse du solde migratoire de 10 % l'an dernier, selon des chiffres provisoires rendus pu-

blics hier, est une autre statistique qui tombe à point nommé pour Rishi Sunak, même si cette inflexion s'explique par une baisse du nombre d'immigrés en provenance de l'Ukraine en guerre et de l'ex-colonie britannique de Hongkong.

Côté face, la déportation très controversée des réfugiés clandestins vers le Rwanda, sur laquelle le leader des Tories a beaucoup mis, n'est pas près de se concrétiser. Jeudi, au micro de la BBC, Rishi Sunak a été obligé de l'admettre, fournissant par la même occasion un argument supplémentaire au Labour de Keir Starmer pour attaquer sa crédibilité.

« Je pense que cela en dit long sur le premier ministre », a réagi le numéro un du Labour, donné favori du scrutin. « Je crois qu'il n'a jamais cru que ce projet de déportations vers le Rwanda allait aboutir et a donc convoqué des élections plus tôt de

manière à ne pas avoir à rendre des comptes », a ajouté Keir Starmer, qui a promis d'abandonner le projet de déportations vers le Rwanda, s'il est élu, et de focaliser son action sur le démantèlement des réseaux de passeurs.

À la tête des travaillistes depuis 2020, cet ex-directeur du parquet anglais et ancien avocat spécialisé dans la défense des droits de l'homme a repositionné le Labour au centre de l'échiquier politique. Contrairement à son prédécesseur Jeremy Corbyn, Keir Starmer ne promet pas de changement radical aux électeurs. Ses priorités, présentées la semaine dernière, consistent à remettre le Royaume-Uni sur les rails de la stabilité économique, à créer une agence publique de l'énergie verte, à augmenter le nombre de consultations hospitalières, à recruter 6 500 professeurs supplémentaires en

faisant payer la TVA aux écoles privées et à renforcer la police de proximité.

Ni la personnalité lisse de Starmer ni même son programme centriste ne semblent soulever un enthousiasme hors du commun de la part des Britanniques. Cependant, le rejet des conservateurs, responsables d'un recul très tangible de la qualité de vie au terme de quatorze années au pouvoir, est un puissant levier pour les travaillistes, comme en attestent les études d'opinion.

Un sondage publié jeudi dans le *Times*, réalisé en début de semaine, crédite le Labour de Starmer de 46 % des intentions de vote, contre 21 % pour les conservateurs de Sunak et 12 % pour le parti anti-immigration Reform UK. Rishi Sunak a six semaines pour limiter l'ampleur du désastre électoral annoncé, et sauver son propre siège de député. ■

Robert Fico toujours hospitalisé à l'approche des européennes

Albert Kornel Budapest

La Slovaquie reste divisée malgré les appels à la concorde. Le Smer, le parti du premier ministre, aborde les élections en position de force.

Neuf jours après la tentative de meurtre contre son dirigeant, la Slovaquie reste sur le fil du rasoir et les déclarations de bonne volonté pour tenter de réconcilier une société clivée entre pro et anti-Fico peinent à masquer la discordie et les ressentiments. Après avoir été grièvement blessé par quatre balles le 15 mai à Handlova, l'homme fort de la Slovaquie est toujours dans un état jugé sérieux, mais serait désormais hors de danger.

Du côté de l'enquête, le ministre de l'Intérieur Matus Sutaj Estok a fait savoir que l'homme de 71 ans inculpé, d'abord décrit comme un « loup solitaire », aurait pu avoir bénéficié de complicités. Cette hypothèse s'appuie essentiellement sur la disparition de ses communications et de son profil sur Facebook. Pourtant, la société Meta a affirmé à plusieurs reprises avoir supprimé elle-même les com-

munications et le profil de l'assailant « peu après l'attaque ». Ce dernier a indiqué à la police avoir agi seul et sans en informer personne, pour se venger de la politique du gouvernement.

Depuis son lit d'hôpital à Banská Bystrica, Robert Fico a confié les rênes du pays à son homme de confiance de toujours, le ministre de la Défense et vice-premier ministre Robert Kalinak. Mardi, 130 des 150 députés du Conseil national, issus de tous les partis, ont fait preuve d'un semblant de concorde. Ils ont voté une résolution qui appelle à mettre fin aux discours de haine, dirigés contre toute la classe politique et pas seulement contre le gouvernement, comme le voulait initialement la majorité de Fico.

Sous la houlette de Robert Kalinak, la vie politique a rapidement repris ses droits. Le même jour, le Parlement a approuvé un amendement qui place le Fonds de soutien à l'art dans la

main de la ministre de la Culture, Martina Simkovicova. Cette figure de la scène médiatique nationaliste, « antivax », homophobe et prorusse bénéficiera l'an prochain d'une enveloppe de 30 millions d'euros de subventions publiques destinées aux institutions culturelles. « C'est une étape importante qui marque le début de la restriction de la liberté de création culturelle en Slovaquie », a réagi la plateforme d'organisations culturelles Otvorena Kultura.

Récit victimaire

Pas question non plus pour la majorité nationale-populiste de ralentir le train de sa réforme de la radiotélévision publique RTVS, qui, de l'avis de l'opposition, va accroître l'influence du ministère de la Culture sur ses contenus éditoriaux. Elle a été approuvée mercredi en première lecture, après avoir été interrompue le 15 mai par l'agita-

tion et les injures des députés qui venaient d'apprendre l'attentat contre le premier ministre.

« Nous allons poursuivre notre lutte politique pour sauver la RTVS » a prévenu Slovaquie progressiste, principal parti opposé au Smer, qui avait annulé une manifestation prévue le soir même de la tentative d'assassinat. « Après ce qui s'est passé la semaine dernière, il faut reconstruire la cohésion et l'unité de la société slovaque. Le rôle des médias de service public sera irremplaçable dans ce processus », considère le parti dans un communiqué.

Or, dans l'attente d'une prise de position publique de Robert Fico, des voix continuent d'appeler à la vengeance. À l'instar du trublion du Smer, le député Ľubos Blaha, numéro deux sur la liste des candidats au Parlement européen. « Le seul qui a le droit moral d'appeler la société à une véritable réconciliation est Robert Fico, la victime. (...) Il a le droit de pardonner, mais il a aussi le droit d'être en colère », a-t-il mis en garde.

Mis en accusation pour s'être montré critique de la coalition gouvernementale, le journal *Deník N* constate, impuissant, que le pouvoir est en train d'imposer son récit victimaire, selon lequel Robert Fico aurait été victime de la haine diffusée par les médias indépendants. « La coalition gouvernementale a lancé une opération de communication pour exploiter politiquement la tentative d'assassinat et

consolider son pouvoir », écrit son journaliste Filip Obradovic.

Cela vaut également pour les élections européennes, passées complètement au second plan. Le candidat à l'eurodéputation Ľubos Blaha affirme que c'est parce qu'il prône la paix entre la Russie et l'Ukraine, qu'on a voulu tuer le premier ministre slovaque. Une explication très opportune dans le cadre de la campagne électorale du Smer, laquelle tient en un slogan affiché partout dans le pays : « Pour la paix en Europe ». « Nous ne laisserons jamais nos fils mourir dans une guerre contre les Russes. Oubliez cela M. Macron ! », tonne celui qui décrit le conflit comme « un djihad des progressistes occidentaux contre la Russie ».

En temps normal, le scrutin européen ne déplace pas les foules. En 2019, seuls 1 million d'électeurs, soit moins du quart du corps électoral, s'étaient rendus aux urnes. « Sans la tentative d'assassinat contre Fico, Slovaquie progressiste remporterait sans doute les élections, car ses électeurs sont plus mobilisés que ceux de la coalition, plus âgés, issus du milieu rural et moins favorables à l'intégration européenne », explique Pavol Babos, politologue à l'Université Comenius de Bratislava.

Mais le Smer a désormais le vent en poupe et le dernier sondage en date, réalisé par Ipsos, indique qu'il pourrait remporter le scrutin avec 24 % des voix, juste devant Slovaquie progressiste (23 %). ■

LE

GRAND JURY

JEAN-PHILIPPE TANGUY
Député de la Somme, Président délégué du groupe
Rassemblement National à l'Assemblée nationale

Anais BOUTON
Pauline BUISSON
Jim JARRASSÉ

RTL
LE FIGARO

RTL

DIMANCHE 12H-13H
EN DIRECT DU GRAND STUDIO DE RTL
ET EN DIFFUSION SIMULTANÉE SUR PREMIÈRE

#LeGrandJury

Israël Katz : la décision de reconnaître l'État palestinien « est une prime au terrorisme »

Propos recueillis par **Isabelle Lasserre**

Le ministre des Affaires étrangères israélien a déploré auprès du « Figaro » la temporalité de la décision de l'Espagne, de l'Irlande et de la Norvège.

Le chef de la diplomatie israélienne, Israël Katz, a accordé un entretien au Figaro lors de sa visite à Paris mardi 21 et mercredi 22 mai.

LE FIGARO. - Trois pays européens, l'Espagne, l'Irlande et la Norvège, ont pris la décision de reconnaître un État palestinien. Comment l'accueillez-vous ?

ISRAËL KATZ. - C'est très grave. Nous avons d'ailleurs rappelé nos ambassadeurs pour leur signaler notre préoccupation. Cette décision nuit à la sécurité, à l'autorité, à l'indépendance et à la souveraineté d'Israël. Elle réduit les chances de libérer les otages. C'est aussi une prime adressée au terrorisme et à la violence exercés par le Hamas et par l'Iran. Face aux assassinats, aux viols, aux corps meurtris et brûlés du 7 octobre, la reconnaissance d'un État palestinien adresse un message très dangereux : la terreur et la violence payent. Cette décision politique repousse la possibilité d'une paix entre Israël et les Palestiniens. Je me félicite de l'assurance qui m'a été donnée par Stéphane Séjourné sur ce sujet : la France considère que ce n'est pas le bon moment pour prendre une telle initiative.

Est-ce à dire que vous rejetez par principe la solution à deux États défendue par les Occidentaux ?

Même en Israël, vous savez, certains soutiennent cette solution. Mais une vraie paix ne peut être que le fruit d'une négociation directe entre Israël et les Palestiniens. Depuis l'horrible massacre du 7 octobre, le peuple israélien, pas seulement ses hommes politiques, refuse que la sécurité d'Israël dépende des Palestiniens. Il faut d'abord que la sécurité soit restaurée, que le Hamas disparaisse de Gaza. Après seulement, il pourra y avoir une ouverture avec l'Autorité palestinienne. Mais il faudra qu'elle se réforme avant, qu'elle renie son slogan « De la rivière à la mer », enseigné aux enfants à l'école, qu'elle cesse de financer ceux qui tuent des Juifs. Si l'Autorité palestinienne rejoint l'axe arabe modéré, celui des Émirats arabes unis et du nouveau dirigeant d'Arabie saoudite, alors là, oui, on pourra négocier.

Vous considérez que le procureur de la Cour pénale internationale mène une justice politique en demandant un mandat d'arrêt contre Netanyahu et son ministre de la Défense. Pourquoi ? D'abord parce que les pays démocratiques comme Israël, qui possèdent une justice indépendante, ont l'obligation d'enquêter sur les soupçons de crimes quand on le leur demande. C'est la procédure. Le procureur aurait dû adresser ses demandes à la justice israélienne, qui s'en serait saisie. Il n'y avait aucune raison, dans ce cas, de ne pas respecter le principe de justice complémentaire qui est à la base du fonctionnement de la CPI. Ce n'était pas justifié, étant donné qu'Israël possède une justice indépendante. Ensuite parce que mettre sur le même plan la démocratie israélienne et l'organisation terroriste qu'est le Hamas prouve que le jugement du procureur est biaisé. Son initiative ne fera que renforcer Netanyahu. La tentative d'imposer de manière unilatérale un État palestinien va unir les Israéliens derrière lui, comme ce fut le cas après le 7 octobre. La réaction initiale de l'État français révé-

lait une certaine opacité sur le sujet. On pouvait croire que la France soutenait la décision du procureur. Mais le ministre des Affaires étrangères, quand je l'ai rencontré, m'a apporté des clarifications importantes. La France reconnaît l'autorité de la CPI, mais elle est contre la comparaison entre Israël et le Hamas. Sa position est identique à celles de l'Allemagne et du Royaume-Uni.

Est-il trop tard pour empêcher la bombe nucléaire iranienne ? Non. Toutes les étapes du processus ne sont pas encore abouties. Il est encore temps d'agir avant qu'il ne soit trop tard.

« L'utilisation de la population palestinienne comme bouclier humain par le Hamas rend les choses difficiles. Mais nous allons finir le travail, même à Rafah »

Comment ?

Par deux actions. D'abord, en imposant de nouvelles sanctions économiques sévères contre Téhéran. La conjoncture est favorable : par le passé, les Européens s'y opposaient pour des raisons économiques. Mais aujourd'hui, la manière dont Téhéran utilise ses affidés contre Israël est apparue au grand jour. En tirant des centaines de missiles contre Israël, mais aussi en apportant son soutien à la Russie dans sa guerre en Ukraine, l'Iran a prouvé aux Européens qu'il était un pays dangereux. Nous travaillons aujourd'hui avec eux pour ouvrir un nouveau processus de sanctions. Si les États-Unis et l'Union européenne s'allient pour les durcir, l'Iran sera isolé. La Russie ne peut pas l'aider financièrement et la Chine, qui a besoin de conserver ses relations économiques avec l'Europe, y réfléchira à deux fois. Tous les mouvements terroristes de la région s'affaibliront si de nouvelles sanctions sont prises contre l'Iran. Ensuite, en instaurant une menace militaire sérieuse contre Téhéran. Pas pour faire la guerre, mais pour l'empêcher. Pour tracer une ligne rouge interdite à franchir. La seule fois où l'Iran a suspendu son programme nucléaire, c'est quand George Bush a attaqué l'Irak en 2003. Les Iraniens ont eu peur d'être les prochains. Nous le savons grâce aux archives que nous avons récupérées en Iran. Le régime iranien réagit à la menace et à la force. C'est un État extrême mais aussi très sophistiqué. Les fanatiques veulent faire avancer la révolution chiite, mais ils ont peur d'une confrontation directe. C'est la raison pour laquelle ils utilisent leurs « proxys », leurs affidés, pour mener le combat.

Où en est la guerre contre le Hamas ?

Le point principal qui déteint sur toute cette guerre, c'est les otages. Sans cela, la question serait déjà réglée depuis longtemps. L'utilisation de la population palestinienne comme bouclier humain par le Hamas rend les choses difficiles. Mais nous allons finir le travail, même à Rafah. À ce propos, il y a une différence entre les craintes des Occidentaux et la réalité. Nous avons déjà évacué 900 000 civils. Nous avançons avec prudence. Nous avons déjà découvert plusieurs dizaines de tunnels, qui relient Gaza au Sinaï et qui ont servi au transfert des armes. Nous sommes d'accord pour ouvrir des négocia-



Le ministre des Affaires étrangères israélien, Israël Katz, se félicite de la position de la France, qui considère que ce n'est pas le bon moment pour prendre une telle initiative.

KAY NIETELD/DPA VIA REUTERS CONNECT

tions pour le retour des otages, nous sommes même prêts pour cela à payer un prix élevé. Mais Sinouar, le chef du Hamas, ne veut pas. Il attend que le système global ou les tribunaux internationaux arrêtent Israël de façon unilatérale, sans que le processus soit conditionné au retour des otages. Il veut les garder. C'est pour cela qu'il n'accepte pas les termes de la négociation.

La prochaine guerre israélienne sera-t-elle contre le Hezbollah ?

Il faut toujours être prêt à prendre l'initiative face à des menaces existentielles. Nous devons le faire si nous n'avons pas d'autre choix. Mais la doctrine israélienne ne prévoit pas d'attaquer tous ceux qui nous menacent ! Tant que nous ne subissons pas d'attaque directe, nous

n'attaquons pas nos ennemis. C'est aussi valable pour le Hezbollah. Nous avons réagi quand il nous a attaqués, mais de façon limitée. Il est vrai qu'après le 7 octobre, il y a eu un dilemme en Israël. La question d'une intervention contre le Hezbollah a été posée. Mais nous avons répondu par la négative et choisi d'agir à Gaza et d'essayer d'obtenir la libération des otages. Cependant, Israël, craignant une attaque terrestre du Hezbollah, a dû déplacer 700 000 personnes dans le nord du pays depuis le début de la guerre. Elles ne reviendront pas tant que le Hezbollah ne sera pas revenu sur ses positions, en accordance avec la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU. Le Hezbollah n'a pas le droit d'être dans le sud du Liban, où seuls l'ONU et l'armée libanaise sont censés agir. Nous préfé-

rons régler le problème grâce à une solution diplomatique.

L'Arabie saoudite rejoindra-t-elle les accords d'Abraham ?

Elle est très volontaire pour le faire. Comme elle est très volontaire pour signer un accord stratégique avec les États-Unis. Malgré le rapprochement entre Riyad et Téhéran, les Saoudiens savent qu'ils sont, autant qu'Israël, une cible de l'Iran. Nos deux pays ont des intérêts en commun. Mais il est vrai que nos relations sont plus difficiles depuis la guerre, à cause des opinions publiques arabes et des conditions en faveur des Palestiniens imposées par Riyad en échange d'une normalisation. À la fin, c'est le chef de l'État saoudien qui devra prendre une décision. ■

Vos dons aident les bénévoles près de chez vous bien plus que vous ne l'imaginez.

ORDINATEUR POUR SE FORMER
229,90€

FEUILLES POUR CV
20,94€

Du 25 mai au 2 juin

pendant les Journées nationales, on compte sur votre soutien.



La Chine met la pression sur Lai Ching-te

Sébastien Falletti Envoyé spécial à Pékin

Pékin a expliqué que ses manœuvres militaires autour de Taïwan sont une « punition » contre son nouveau président.

La Chine gronde au large de Taïwan, au lendemain de l'investiture de Lai Ching-te à la présidence de l'île démocratique revendiquée par Pékin. La deuxième puissance mondiale a déclenché jeudi à 7 h 45 ses plus grandes manœuvres militaires depuis un an dans le détroit, pour infliger une « punition sévère » aux « forces indépendantistes », a déclaré un porte-parole du théâtre Est de l'Armée populaire de libération (APL).

L'opération Joint Sword 2024 A déploie des avions et navires de combat autour de l'île jusqu'à vendredi, en de vastes manœuvres simulant un blocus du territoire de 23 millions d'habitants. Elle vise à « tester les capacités de combat réel conjuguées » à la marine, l'armée de l'air ou l'unité des fusées qui commande la puissante force de missile de l'APL. Taipei a dénoncé ce « comportement militaire provocateur » et fait décoller ses chasseurs en urgence, notamment de la base de Hsinchu, où sont postés des Mirage 2000, tout près de la capitale.

Cette démonstration de force attendue survient trois jours à peine après l'arrivée aux affaires de Lai, élu en janvier dernier et sonne comme une mise en garde pour le nouveau dirigeant, mais aussi pour ses soutiens occidentaux, en particulier les États-Unis. C'est un « avertissement sévère » face à « l'ingérence des forces extérieures », a souligné l'APL alors que l'Administration Biden a approuvé 300 millions de dollars de ventes militaires à Taïpei, à la veille du scrutin du 13 janvier dernier.

Pékin accuse Lai, qualifié par le passé de « dangereux séparatiste » d'avoir eu un « aveu d'indépendance » lors de son discours d'investiture prononcé lundi 20 mai. Le chef de file du Democratic Progressive Party (DPP) s'est pourtant gardé de franchir cette « ligne rouge »



Un membre des forces armées taïwanaises surveille les manœuvres chinoises, jeudi, au large de Taïwan.

lors de son allocution, se plaçant dans le droit fil de sa prédécesseure, Tsai Ing-wen, championne de l'identité démocratique de l'île. Ce fils de mineur qui s'était présenté comme un « artisan de l'indépendance » par le passé a mis de l'eau dans son vin durant sa campagne électorale, promettant de défendre le statu quo dans le détroit, tout en résistant aux « menaces extérieures » en promouvant « la démocratie ». Il avait même esquissé un geste d'ouverture en plaçant pour une relance des « échanges humains », alors que Pékin interdit à

ses ressortissants de visiter l'île volcanique qu'elle considère pourtant comme une « province ».

La Chine multiplie les incursions aériennes dans la zone de défense aérienne taïwanaise (Adiz) depuis plusieurs années, ses chasseurs et bombardiers franchissant régulièrement la ligne médiane du détroit depuis la venue à Taipei de Nancy Pelosi, alors Speaker de la Chambre des représentants américains en août 2022. Mais Pékin avait réduit ses activités ces derniers mois à l'approche du scrutin pour ne pas effrayer les élec-

teurs, et durant la période de passation de pouvoirs, guettant avec anxiété la première allocution publique du nouveau président.

Ces manœuvres devraient être suivies par d'autres prochainement, selon les experts, pour confirmer que Pékin n'a pas remis en question sa stratégie d'intimidation, malgré le rejet ostensible de l'électorat taïwanais, qui a offert une troisième victoire d'affilée au parti DPP. Un « mauvais choix », avait averti le régime communiste à la veille du vote, et une première pour la jeune démocratie

taïwanaise. « La victoire de Lai ne remet pas en question la vision de Pékin. Au contraire, elle confirme au leadership que seule la menace militaire empêchera Taïwan de franchir le pas de l'indépendance. La pression va aller croissant », juge Shi Yinlong, professeur à l'Université Renmin, à Pékin. Taipei scrute les incursions dans ses eaux, notamment au large de l'île de Kinmen, toute proche des côtes du Fujian, où un incident entre ses gardes-côtes et des pêcheurs chinois avait tué au moins deux d'entre eux en février.

Prouver sa détermination

Pour autant, le risque d'escalade militaire est jugé limité à court terme, alors que le géant asiatique, soumis à des difficultés économiques, tente de cadrer sa rivalité avec Washington. « La Chine fait beaucoup de bruit, mais si l'on regarde ses actions on constate que la stabilisation avec les États-Unis reste la priorité », souligne Shi Yinlong.

Ces manœuvres visent également à prouver la détermination chinoise auprès d'une opinion chauffée à blanc par une éducation patriotique résolument nationaliste. Les médias d'État mettent en scène les déploiements de dizaines d'avions et navires à grand renfort d'images télévisées et de cartes décrivant un blocus de l'île « rebelle » sous les applaudissements. « Je propose de voler au-dessus du palais présidentiel à Taïpei », s'est enflammé un internaute sur la messagerie Weibo, à propos du sujet le plus « chaud » du moment sur cette toile. D'autres jugent que la campagne d'intimidation peine à porter ses fruits et plaident pour la méthode forte sur la plateforme étroitement surveillée par les censeurs. « Les grenouilles (taïwanaises, NDLR) se sont habituées. Si on ne les attaque pas réellement, cela n'aura guère d'effet ». ■

En Inde, Gandhi et Modi se disputent le vote des intouchables

Emmanuel Derville Envoyé spécial à Bombay

La question des castes et la discrimination positive inscrite dans la Constitution s'imposent au cœur de la campagne des législatives.

Soixante-sept ans après sa mort, le leader des intouchables est un demi-dieu. Parmi les 283 millions d'Indiens appartenant à cette communauté, on lui voue un culte qui s'étale chaque jour à Bombay près du temple bouddhiste où Bhimrao Ramji Ambedkar a été incinéré en 1956. « Les gens s'arrachent les exemplaires de la Constitution », témoigne Govardhan, un commerçant tenant un stand aux abords du mémorial. Ministre de la Justice à l'indépendance en 1947, cet avocat a fait inscrire la discrimination positive pour les intouchables dans la Constitution. Grâce à lui, ceux que l'on appelle aussi les dalits bénéficient d'un quota de 15 % des postes dans l'administration, les universités et entreprises publiques. Des millions d'Indiens issus d'une catégorie méprisée par les hautes castes ont pu gravir l'échelle sociale. Cette mesure leur a aussi donné une part de la gouvernance en les intégrant dans l'administration fédérale.

Mais depuis le début de la campagne législative au printemps, les dalits sont inquiets. Ashok Nikam, 41 ans, qui est venu se recueillir devant le mémorial avec sa femme et ses enfants, le confie : « Le BJP du premier ministre Narendra Modi a l'air de vouloir changer la Constitution pour abroger les quotas. On ne les laissera pas faire. Les conditions de vie des intouchables se sont améliorées. On vit mieux et on fait des études supérieures. Mais, assure ce petit homme rondouillard, je ne voterai pas pour le BJP. »

Le débat sur la Constitution et la discrimination positive est devenu l'élément central ces dernières semaines. Rahul Gandhi, l'une des principales figures du Parti du Congrès, répète que Narendra Modi va « détruire » le texte entré en vigueur en 1950. Le chef de file de la droite hindoue a beau démentir, le doute s'est installé. Modi a offert cet angle d'attaque à ses rivaux en ordonnant à son parti de remporter une majorité des deux tiers au

Parlement, seuil indispensable pour faire passer un amendement constitutionnel. « Le BJP veut déchirer ce livre », a clamé Rahul Gandhi, le 15 mai, en brandissant une copie de la Constitution avant de marteler : « Si le BJP gagne, la discrimination positive sera éradiquée, et le secteur public sera privatisé. »

Les dalits prennent ces affirmations au sérieux, car la droite fondamentaliste hindoue n'a jamais été favorable aux quotas. Pour elle, la mesure divise une communauté qu'il faut unifier face au prosélytisme musulman et chrétien qui menacerait la survie des hindous, même s'ils représentent 79 % de la population. Vinayak Savarkar, un idéologue révérent pour Modi, voulait fonder les castes dans une ethnie hindoue imaginaire. La discrimination positive, au contraire, renforce l'identité des dalits. « Si nous perpétuons les quotas, la conscience de caste va continuer », avait déclaré en 2018 Mohan Bhagwat, le guide suprême du RSS, l'organisation qui est le cœur idéologique de la mouvance fondamentaliste.

En accusant Modi de vouloir saborder la discrimination positive, Rahul Gandhi espère reprendre le vote des basses castes. Le chef du gouvernement indien, qui brigue un troisième mandat de cinq ans, a besoin de cet électorat pour trouver sa supermajorité. Les intouchables représentent 17 % de la population. Le BJP avait gagné les législatives de 2014 et 2019 en élargissant sa base populaire autrefois cantonnée aux castes supérieures. La part des intouchables ayant voté pour la droite hindoue était passée de 12 à 34 % entre 2009 et 2019, d'après le CSDS, un institut de recherche de Delhi. Il est trop tôt pour savoir si Rahul Gandhi va remporter son pari. Les résultats des législatives seront dévoilés le 4 juin.

En attendant, certains intouchables se posent des questions. Leur malaise est d'autant plus vif que depuis environ cinq ans, une partie d'entre eux se sentent plus vulnérables. Jaywant Hire est



Si le BJP gagne, la discrimination positive sera éradiquée, et le secteur public sera privatisé

Rahul Gandhi
Député du Parti du Congrès

de ceux-là. Ce journaliste qui milite pour diverses organisations habite une minuscule demeure nichée dans une ruelle étroite du bidonville de Ramabai Ambedkar Nagar, à Bombay. « J'ai étudié jusqu'au lycée dans une école du quartier. Mais mes deux filles sont allées à l'université, dit-il avec fierté. L'aînée a décroché un master de commerce et travaille comme cadre dans la grande banque publique SBI. La cadette fait des études de design industriel. Elles ont toutes les deux obtenu des bourses. » La réussite de ses enfants est le fruit des quotas. À l'entendre, la discrimination positive, qui les a tant aidés, est en train de fondre comme peau de chagrin. « Modi ne cesse de démentir les accusations de Rahul Gandhi, répète qu'il ne touchera pas aux quotas. Mais il y a de moins en moins de bourses pour les dalits. Il est comme le démon Ravana aux dix visages. Il dit dix choses différentes », grogne-t-il.

Le premier ministre ne rate pas une occasion de courtiser les dalits à coups d'hommage à Ambedkar depuis qu'il est au pouvoir. Il s'est encore prosterné devant son buste le 18 mai lors d'une vi-

sité au mémorial à Bombay. Dans le même temps, le nombre de bourses accordées aux lycéens dalits a été divisé par trois entre 2021 et 2023, pour tomber à 1 million. Les bourses universitaires ont aussi reculé de 12 % entre 2020 et 2023. Inacceptable pour Jaywant Hire : « La discrimination positive n'est pas une faveur que nous fait l'État. C'est un droit constitutionnel. »

Alors qu'il parle, un voisin passe une tête. Hiranman, 53 ans, est retraité. Ce moustachu bedonnant distribue les tracts d'un parti dalit. Le document appelle à voter pour l'alliance INDIA, formée par l'opposition qui tente de s'unir face à Modi. Hiranman peste contre la privatisation des entreprises publiques qui réduit les postes réservés : « Mon fils a présenté quatre fois le concours d'entrée aux chemins de fer après l'université. Il n'a jamais réussi. » Les 402 entreprises publiques employaient l'an dernier 842 000 salariés sous contrat, une baisse de 40 % en dix ans. L'économie ne crée pas assez d'emplois stables et bien payés pour les 10 à 12 millions de jeunes qui atteignent chaque année l'âge de travailler. De ce fait, le secteur public apparaît souvent comme la seule voie vers une carrière digne.

Dans le bidonville, on plaide pour davantage d'interventions de l'État, à rebours du BJP, qui souhaite voir le secteur privé prendre le relais dans l'éducation et la santé. « Le niveau des écoles publiques a baissé. J'ai été obligé de placer mes deux enfants dans le privé et de payer 200 000 roupies d'inscription (2 200 euros) », témoigne Anil More, 43 ans, qui observe : « On voit des parents qui désolent leurs enfants parce qu'ils n'ont pas les moyens de payer les frais. »

Un tiers de la communauté intouchable vit sous le seuil de pauvreté, d'après un rapport de l'ONU et de l'université d'Oxford paru en 2021. La puissance publique tente de la rendre invisible. Ramabai Ambedkar Nagar est entouré

d'une palissade en bambous qui dissimule cette zone à majorité dalit. « Vous voyez ce pont là-bas ? Au départ, il devait couvrir depuis l'entrée du quartier. Il a été prolongé pour que les automobilistes ne puissent pas nous voir », s'indigne Anand Kapate, un habitant. La marginalisation est ressentie jusqu'au sommet de l'État. L'administration fédérale emploie 17 % de fonctionnaires dalits, qu'elle fait travailler aux postes les moins qualifiés. Le procureur du gouvernement avait reconnu que les dalits étaient « très peu nombreux » aux échelons supérieurs.

Il est toutefois difficile de prédire pour qui votera une communauté éparpillée aux quatre coins de l'Inde et aux intérêts divergents. Les dalits sont divisés en une myriade de sous-castes. Pour les convaincre, le premier ministre Modi vante les aides sociales de son gouvernement : gaz domestique, construction de logements, assurance santé, accès à l'eau, aide alimentaire... Govardhan, dont le stand de livres trône près du mémorial d'Ambedkar, y est sensible. « Je voterai Modi. Il a beaucoup fait pour les pauvres. Tous les commerçants près du mémorial ont touché 10 000 roupies d'aide (113 euros). Une deuxième subvention de 20 000 roupies est en train d'arriver. Modi a inauguré des statues d'Ambedkar et des bâtiments en son nom. »

Un autre élément pourrait jouer en faveur de la droite fondamentaliste. Six décennies après la mort d'Ambedkar, ses descendants n'ont pas réussi à former une dynastie politique capable de rallier le vote dalit. Son petit-fils, Prakash, dirige un parti qui se présente dans une trentaine de circonscriptions sur 543. Il reçoit dans la maison où son aïeul a vécu et où il avait son bureau. Épuisé par quatre mois de campagne, Prakash Ambedkar admet son impuissance : « Nous n'avons pas eu de 2 millions de votes (22 000 euros, NDLR) pour chacun de nos candidats. » Ses adversaires dépensent dix, voire cent fois plus. ■

LE FIGARO

VOUS RÉVÈLE LES DESSOUS DE LA CULTURE

■ **hors-série**



6 JUIN 1944 - LE JOUR LE PLUS LONG

Promesse d'une libération tant attendue, le débarquement allié de Normandie est resté dans les mémoires comme la plus formidable opération militaire du XX^e siècle. A quatre-vingts ans de distance, *Le Figaro Hors-Série* revient sur cette épopée de courage et de sang dans un numéro spécial. Au fil de ses 164 pages, il fait défiler les images du jour le plus long, le récit heure par heure du Débarquement, les secrets d'une opération qui fut le fruit d'un compromis politique entre les Alliés, les multiples entreprises d'intoxication orchestrées avec succès auprès de l'ennemi. Une cartographie détaillée des combats, une évocation poignante du martyre enduré par la Normandie, un dictionnaire des hommes du jour J, de Montgomery à Eisenhower et de Rommel à Robert Capa, ainsi que l'agenda des principaux événements organisés pour cet anniversaire complètent ce numéro exceptionnel.



14€₉₀ 164 pages, en vente à partir du 22 mai
chez votre marchand de journaux et sur www.figarostore.fr/hors-serie



Retrouvez *Le Figaro Hors-Série* sur X et Facebook



Jean-Marie Guénois

Le ministre des Affaires étrangères du Vatican confie au « Figaro » les clés de la vision géopolitique de l'Église catholique. Il préside ce week-end le 64^e pèlerinage militaire international.

Le sanctuaire de Lourdes accueille de vendredi à dimanche l'un des pèlerinages les plus spectaculaires qui soit. Des délégations militaires d'une quarantaine de pays vont se retrouver devant la grotte des apparitions de la Vierge afin de prier pour la paix dans le monde. Cette 64^e édition du pèlerinage militaire international (PMI) s'inscrit dans un contexte géopolitique très tendu puisque la guerre en Ukraine s'est ajoutée à l'embrasement de la Terre sainte, depuis le 7 octobre dernier, conflit que l'Église suit de très près. Sans oublier les multiples affrontements qui déstabilisent le monde, conduisant le pape François à parler de « troisième guerre mondiale par morceaux ». Le plus haut responsable des « relations avec les États » au Vatican, un Anglais, M^{re} Paul Richard Gallagher, 70 ans, ministre des Affaires étrangères du Saint-Siège depuis dix ans, a accepté de présider les multiples célébrations et rencontres à Lourdes. La diplomatie du Vatican entretient des relations officielles avec 184 pays et frappe actuellement à la porte de la Chine. L'archevêque Gallagher a été invité par M^{re} Antoine de Romanet, dynamique prélat de 61 ans en charge du diocèse aux armées françaises qui organise l'événement avec les sanctuaires de Lourdes.

LE FIGARO. - Vous allez présider ce pèlerinage qui rassemble 16 000 militaires venus de 41 pays.

Un symbole de paix, mais, dans un monde en guerre, quelle est la force de la prière ? M^{re} PAUL RICHARD GALLAGHER. - À l'heure où le monde est plus que jamais meurtri par des guerres et de terribles violations de la dignité de la personne, la foi nous appelle à cultiver l'espérance par la prière. Ce sanctuaire marial est un lieu privilégié pour nous en remettre à la « Reine de la paix ».

« 7 octobre : aucun motif, encore moins politique ou religieux, ne peut justifier un tel acte de mépris total de la vie humaine »

La position exacte du Saint-Siège sur la guerre menée par les Russes en Ukraine est parfois difficile à saisir de l'extérieur : comment pourriez-vous la définir ?

La difficulté de compréhension n'est pas liée seulement aux paroles et aux gestes du Saint-Siège. Elle est aussi due à l'interprétation qui en est faite et qui est parfois déterminée par les attentes de certains. Il y a souvent une tendance à rechercher l'appui du Saint-Siège, au point de désirer qu'il assume certaines positions de manière totale et exclusive. Cela peut se comprendre ; pour autant, cela n'est pas propre au Saint-Siège. Les paroles qui pourraient résumer le mieux notre position sont : réprobation de l'agression militaire, soutien au peuple ukrainien et dialogue pour arriver à la paix.

Cette vision a-t-elle évolué au fil du conflit ?

Elle a été constante sur ces trois aspects : le Saint-Siège a blâmé l'invasion russe depuis le début, il a exprimé son soutien au peuple ukrainien de manière incessante et a continuellement exhorté au dialogue. Sa reconnaissance de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine a été tout aussi invariante. Sur d'autres aspects, il y a eu une certaine évolution. Par exemple, le Saint-Siège s'est montré au fil du temps plus attentif aux gestes qui pouvaient aussi créer de la souffrance chez les Ukrainiens, grâce notamment à un dialogue plus intense avec l'Église catholique en Ukraine.



M^{re} Gallagher : « La véritable issue de la guerre en Ukraine, c'est la négociation »

Mais quelles propositions concrètes la diplomatie du Saint-Siège pourrait-elle avancer pour sortir de cette crise ?

La véritable issue de la guerre en Ukraine, c'est la négociation. Il faut donc encourager, d'une part, les gestes concrets qui peuvent la rendre possible - cela passe avant tout par la fin de l'agression et la disponibilité au dialogue - et, d'autre part, on devrait renoncer à tout ce qui attise la poursuite de l'invasion ou entretient la logique de guerre.

Ces deux pays sont à majorité religieuse orthodoxe : la voix du pape catholique est-elle recevable pour eux ?

Je dirais que la voix du pape est significative pour les deux parties. En effet, le message transmis n'est pas un message confessionnel, à savoir spécifiquement catholique, mais simplement chrétien, inspiré du même enseignement évangélique. Il faut ensuite tenir compte du fait que les sociétés de ces deux pays sont composées de représentants ayant des sensibilités aussi bien religieuses que politiques.

Quelles sont les ambitions, mais aussi les limites, de la diplomatie pontificale dans un univers international de plus en plus complexe et de moins en moins chrétien ?

La diplomatie pontificale part du Christ et de l'Évangile. Elle contribue à la mission de l'Église dans le monde en faveur

du bien commun et de la coexistence pacifique. Dans un contexte où le dialogue peut sembler impossible face aux armes, la diplomatie du Saint-Siège ne se lassera jamais de promouvoir une autre voie, celle de l'humilité qui peut ouvrir des accès inespérés au dialogue et à la négociation.

La diplomatie du Vatican est également très impliquée dans le conflit israélo-palestinien. Là aussi, quelle est la position exacte du Saint-Siège ?

Le Saint-Siège a condamné l'horrible attaque terroriste du 7 octobre perpétrée par le Hamas et d'autres milices palestiniennes, où plusieurs centaines de personnes ont été atrocement tuées, violentes et prises en otage de façon barbare. Aucun motif, encore moins politique ou religieux, ne peut justifier un tel acte de mépris total de la vie humaine. Cette attaque a déclenché une réaction militaire israélienne ayant deux objectifs déclarés : la libération des otages et la destruction du Hamas. Le Saint-Siège a fait savoir qu'une telle intervention ne pouvait se faire au mépris du droit international humanitaire.

Le pape a fait des appels réitérés en faveur d'un cessez-le-feu, de la libération des otages israéliens et de l'augmentation de l'aide humanitaire à Gaza. Mais les parties ne parviennent pas à s'accorder et posent sans cesse des conditions. Même la demande d'un seul « geste de

bonne volonté » pour dépasser la logique de destruction est vue avec méfiance et reste sans effet.

Ce conflit perpétuel est-il insoluble ?

Après le 7 octobre, croyez-vous à la possibilité de la paix ?

Le 7 octobre a rendu la situation plus complexe et la confiance envers les autorités s'est quelque peu amoindrie. D'un côté, les Israéliens ont vu l'échec de ce qui était jusque-là un point fort de l'État d'Israël : la garantie de sécurité. De l'autre, les Palestiniens ont vu l'émergence de milices aux dépens de l'Autorité palestinienne, celle-ci peinant à s'imposer dans la construction d'un État indépendant et souverain où la crédibilité populaire s'est par ailleurs effritée en l'absence d'élections depuis 2006.

La paix en Terre sainte ne sera possible qu'avec la solution à deux États. Celle-ci a fait l'objet d'un regain d'intérêt de la part de nombreux pays et le Saint-Siège, qui l'a toujours promue, propose d'y ajouter un autre facteur d'équilibre, par l'établissement d'un statut spécial internationalement garanti pour Jérusalem, afin de sauvegarder son caractère multiculturel et multireligieux. L'espérance de la paix est aussi portée par les catholiques en Israël et en Palestine qui souffrent beaucoup et que j'espère pouvoir aller visiter dès que possible. Le Saint-Père leur a adressé une

« La paix se fonde sur une juste conception de la personne humaine et nécessite l'édification d'un ordre selon la justice et la charité », soutient M^{re} Paul Richard Gallagher.

VATICAN MEDIA/ICPP

lettre, à Pâques, soulignant que dans ces terres défigurées par la folie inutile de la guerre, ils sont « des flambeaux allumés dans la nuit » et « des semences de bien dans une terre déchirée par les conflits ».

Mais quelles sont vos règles de discernement éthique dans un conflit aussi exacerbé et asymétrique ? La paix se fonde sur une juste conception de la personne humaine et nécessite l'édification d'un ordre selon la justice et la charité.

Le pape François prône le désarmement quand le monde se réarme. Est-ce la position réaliste ?

Dans un monde fragmenté, marqué par la multiplication des conflits et l'augmentation des dépenses militaires, la question fondamentale du désarmement se trouve plutôt mal en point. Il convient d'adopter en ce XXI^e siècle un regard plus visionnaire sur les questions de sécurité en adoptant une approche plus intégrale. Il s'agit de ne pas la limiter au domaine militaire mais d'y intégrer la sécurité alimentaire, environnementale, sanitaire et économique. Et cela invite à une nouvelle éthique et une coopération responsable au plan multilatéral.

« Nous avons aujourd'hui des canaux de communication et diplomatiques sophistiqués, mais aussi des moyens en faveur de la sécurité intégrale comme les programmes de coopération au développement »

En repoussant l'usage des armes, le pape exprime de facto une vision pacifiste. Un pays garde-t-il pour autant le droit de se défendre par les armes dans le cadre de la légitime défense ?

La puissance militaire peut être considérée comme une garantie sécuritaire et un moyen d'exercer le droit à la légitime défense prévu par la charte des Nations unies et le catéchisme de l'Église catholique. La question demeure cependant quant aux moyens les plus efficaces. Nous avons aujourd'hui des canaux de communication et diplomatiques sophistiqués, mais aussi des moyens en faveur de la sécurité intégrale comme les programmes de coopération au développement. Il est aussi une valeur essentielle et non moins facile à consolider : la confiance. Elle est aussi le fondement de la coopération et le meilleur rempart aux menaces à la sécurité intégrale.

Pour le pape François, la possession et l'entretien de la force nucléaire ne sont pas légitimes. Pourquoi ? La dissuasion nucléaire n'a-t-elle pas montré sa pertinence pour maintenir la paix ? Il serait opportun de souligner ici les raisons en faveur d'un monde sans armes nucléaires : l'inadéquation des systèmes de défense aux menaces à la sécurité intégrale (pauvreté, digital), l'impact catastrophique d'une éventuelle explosion nucléaire, l'allocation de ressources humaines et économiques aux dépens d'efforts pour le développement humain intégral, le climat d'opposition que génère leur possession et les risques d'escalade d'un conflit conventionnel.

La Chine inquiète sur le plan géopolitique. Pourtant, le Saint-Siège poursuit une politique de rapprochement avec Pékin, le pape vient encore d'envoyer un signal fort cette semaine. Quel est l'enjeu de cette stratégie ecclésiale ?

Je dirais que l'enjeu est double : il s'agit d'abord de rendre effective - dans les formes adaptées -, la proximité et l'attention du Saint-Père à l'égard de tous les catholiques chinois. En second lieu, mais de façon non moins importante, il s'agit de favoriser la recherche d'une modalité d'insertion harmonieuse de l'Église dans la société chinoise d'aujourd'hui, qui préserve aussi bien la nature de l'Église que les caractéristiques de la culture chinoise. ■

Le télescope spatial européen Euclid dévoile de nouvelles images étincelantes

1

Tristan Vey

Ces clichés permettent de montrer les capacités exceptionnelles de cet engin chargé de réaliser un relevé systématique du ciel pour cartographier la position, la distance, la couleur et la forme de deux milliards de galaxies.

Si le prix est un bon indicateur de rareté, alors ces quelques images sont inestimables. Depuis le lancement du télescope spatial européen Euclid le 1^{er} juillet 2023, seule une poignée de clichés avaient été rendus publics, en novembre (cinq exactement, plus quelques zooms retravaillés). Il n'était alors pas nécessairement prévu d'en diffuser de nouvelles dans l'immédiat. Mais devant leur immense succès médiatique, la direction de l'Agence spatiale européenne (ESA) a finalement opté pour une stratégie de communication plus offensive et a commandé ainsi une nouvelle fournée de clichés, diffusés ce jeudi.

À cette occasion, dix premiers articles scientifiques s'appuyant en partie sur ces belles images ont aussi été rendus publics (soumis à la revue *Astronomy & Astrophysics*, ils sont diffusés directement sur la plateforme arXiv de publication en ligne). Le consortium Euclid profite de l'occasion pour dévoiler ses cinq « papiers références » : une présentation générale de la mission, du télescope, de son calendrier exact ; un bilan de la calibration des instruments ; deux articles sur le fonctionnement de chacun des instruments utilisés pour l'observation et enfin un catalogue « virtuel » contenant des milliards de galaxies, similaire à celui qui va être réalisé par Euclid, mais créé à partir d'une gigantesque simulation cosmologique.

Euclid n'est pas un télescope qui a été conçu pour observer des sources ponctuellement, comme Hubble ou le JWST. Son objectif scientifique est plus global : établir un gigantesque relevé du ciel, le plus profond possible, pour déterminer la position, la distance, la forme et la couleur de milliards de galaxies. Le télescope a ainsi un champ de vue extrêmement large, à peu près deux fois la taille de la pleine lune, soit des centaines de fois plus large que celui du JWST par exemple. Euclid va ainsi balayer en six ans l'intégralité du ciel « utile » en cosmologie, c'est-à-dire le tiers de la voûte céleste (la partie qui n'est pas « polluée » par notre propre Voie lactée) pour cartographier deux milliards de galaxies.

Toutefois, ce ne sont pas des images de ce relevé, démarré en février après plusieurs mois de calibration des ins-

truments, qui sont présentés aujourd'hui. C'est un programme parallèle, lancé assez tardivement par l'ESA et le consortium Euclid, qui en est à l'origine. Baptisé « Early Release Observations » ou ERO, il devait rassembler des projets à la fois particulièrement photographiques, variés, intéressants sur le plan scientifique et à même de faire la démonstration des capacités du télescope, le tout en rassemblant une large partie de la communauté du consortium Euclid.

Au total, six projets scientifiques ont été sélectionnés, prévoyant la réalisation de 17 images. L'ensemble n'a toutefois mobilisé que 24 heures de temps de télescope, étalées entre septembre et novembre. « *Le temps d'Euclid se découpe en séquences d'une heure chacune* », précise Jean-Charles Cuillandre, astronome au CEA Paris-Saclay, membre de la mission Euclid, chargé de la production des images de ces ERO et principal investigateur de l'un des six projets retenus. « *La plupart des champs de vue ne nécessitent qu'une séquence d'observation. Seules trois images plus "profondes" avaient besoin d'un temps de pose trois à quatre fois plus long.* »

Planètes « vagabondes »

Il s'agissait de trois images ciblant des amas de galaxies. À commencer par l'amas de Persée (dont l'image a été rendue publique en novembre dernier), le plus proche de nous (240 millions d'années-lumière). Non seulement Euclid est capable d'embrasser d'un seul regard l'intégralité de cette gigantesque structure, mais sa grande sensibilité permet aussi des miracles. « *Quand bien même il s'agit de l'amas le plus connu et le plus étudié par les astronomes, nous avons découvert des centaines de nouvelles galaxies naines qui en sont membres, leur nombre passant de 600 à 1200 !* », raconte Jean-Charles Cuillandre, qui dirige ce projet. Avec ses collègues, il a aussi réussi à détecter la lumière diffuse émise par les étoiles errantes arrachées aux galaxies et qui naviguent entre celles-ci. « *Nous avons découvert à cette occasion que la lumière inter-amas et les galaxies naines sont distribuées de la même manière, ce qui montre que le grand brassage de galaxies au sein de l'amas joue un rôle fondamental dans la formation et l'évolution des galaxies naines* », explique l'astronome.



2



3

1. Ce n'est pas cette étoile lumineuse qui intéresse les astronomes, mais les points moins brillants, chacun constituant une galaxie entière.
2. Ce grand nuage moléculaire, Messier 78, est une pouponnière d'étoiles située dans la Voie lactée, notre galaxie.
3. La galaxie NGC 6744, dans la constellation du Paon, est si proche et si grande que les télescopes comme Hubble ou JWST n'arrivent pas à l'embrasser dans sa totalité. Pour Euclid, c'est une formalité.

dans ce programme. Elles fournissent sans nul doute les images les plus spectaculaires (la nébuleuse de la Tête de cheval en novembre, la nébuleuse Messier 78 aujourd'hui). C'est d'ailleurs ce type de structures qui est à l'origine des clichés astronomiques les plus populaires et les plus emblématiques ces dernières années de télescopes comme Hubble ou Webb.

Planètes sans étoile

Mais leur intérêt n'est pas uniquement esthétique. Il est aussi possible d'y faire de la science. En l'occurrence, Eduardo Martin, professeur à l'Institut d'astrophysique des Canaries, cherche la signature de planètes sans étoile. Un des grands enjeux est de comprendre si ces dernières se sont formées autour d'étoiles avant d'être éjectées de leur système ou si elles peuvent se former directement par l'effondrement de tout petits fragments du nuage moléculaire où on les trouve. Se pose aussi, en filigrane, la question de leur nombre potentiel. « *Nous ne savons pas du tout combien il peut y en avoir et l'influence qu'elles peuvent avoir dans l'évolution des autres systèmes planétaires* », explique par exemple Eduardo Martin.

Ces sources sont très ténues et donc difficiles à débusquer. « *Nous cherchons des objets qui font quelques fois la masse de Jupiter et qui sont très jeunes, dans les trois premiers millions d'années de leur existence* », explique le chercheur. « *C'est quand les planètes sont très jeunes que leur température est la plus élevée et que l'on peut ainsi espérer détecter leur rayonnement infrarouge*. Nous avons identifié une poignée de candidates seulement pour l'instant, car nous avons volontairement choisi des critères très restrictifs et nous étions pressés par le temps. Mais nous devrions en trouver bien plus dans les mois ou les années à venir. » Des observations complémentaires avec des instruments au sol pourraient ensuite permettre de confirmer leur statut. Si Euclid concentre désormais tous ses efforts sur son relevé cosmologique, il n'est par ailleurs pas impossible qu'il pose de temps à autre son regard sur une nouvelle nébuleuse à la faveur d'un « trou » dans son planning et d'une cible d'observation facile d'accès à ce moment. Ce qui pourrait valoir de nouveaux clichés particulièrement spectaculaires à l'avenir. ■

Voilà, c'est fini... Après sept saisons au PSG, Kylian Mbappé va tourner le dos à Paris, à la Ligue 1 et à la France. Son prochain club ? Le secret... le moins bien gardé d'Europe. « Vous savez déjà, non ? », s'est amusé Fayza Lamari, la mère du futur Madrilène de 25 ans, lundi, lors de la soirée d'adieu au Gigi, un restaurant parisien (8^e). Plus de 250 invités. Nasser al-Khelaïfi n'en était pas. Et pour cause, les relations entre les deux hommes sont polaires depuis que l'attaquant français a annoncé son départ au président qatarien, en février. Les histoires d'amour finissent mal, en général. Pourtant, « NAK » le voyait comme « la pierre angulaire du projet et du club » en 2022, lors de sa prolongation. L'enfant chéri. À l'époque, Mbappé s'imaginait rester « encore un peu ». Un peu, c'était deux ans.

C'est la cause du courroux de Nasser al-Khelaïfi, un homme qui n'a pas l'habitude qu'on lui dise non. Pas plus que Florentino Perez, son homologue à la tête du Real Madrid d'ailleurs... Kylian Mbappé est définitivement un cas à part. Le Qatarien l'a appris à ses dépens. Le patron de la Casa Blanca va le découvrir. Encore qu'il y a déjà goûté puisque « KM » lui a dit non en 2017 et 2022, alors que le PSG a repoussé une offre espagnole à hauteur de 180 M€ ou 200 M€ en 2021. Rendez-vous manqués.

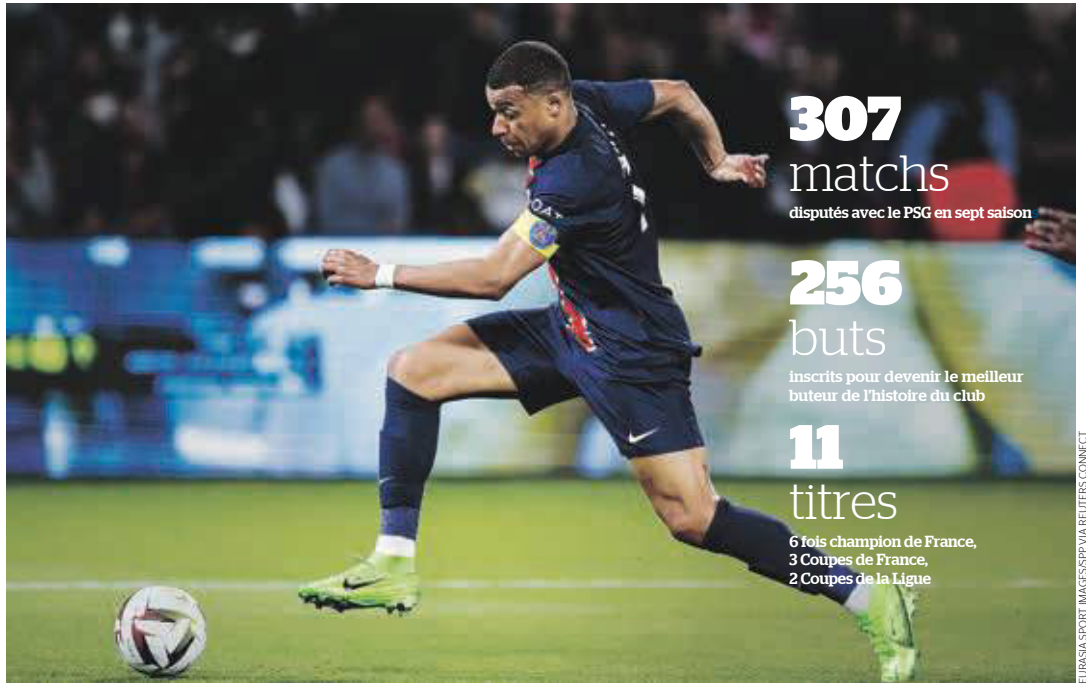
Avant d'enfiler la tunique du Real, le natif de Paris a toutefois encore un lièvre à courir, un trophée à soulever, la Coupe de France. Finale samedi (21 heures, beIN Sports et France 2), face à Lyon, au stade Pierre-Mauroy de Villeneuve-d'Ascq. Du moins, si Luis Enrique lui donne l'opportunité de jouer. Le laisser de côté ne serait finalement qu'un camouflage de plus au cours d'une saison si spéciale pour le futur partant, écarté pour la tournée d'été, puis réintégré mais rarement aligné dans son registre préférentiel. Après son annonce en interne, Mbappé n'a plus eu droit qu'à un temps de jeu aléatoire en LI, mais Luis Enrique a continué à s'appuyer sur lui en C1 et en Coupe de France. En attendant, « KM » a fait le boulot... sur le plan statistique, marquant 44 buts et délivrant 10 passes décisives en 47 matchs. Dans le jeu, c'est moins réluisant. Bilan entaché par deux non-matches en demi-finales de C1 face à Dortmund (0-1, 0-1).

« Pour mon père, c'était très important que je marque l'histoire du championnat avant de partir. En toute humilité, je pense que j'ai fait tout ce que tu voulais »

Kylian Mbappé
S'adressant à son père, Wilfried

« J'ai toujours eu deux analyses cette saison. D'un côté, on attendra toujours plus du joueur que je suis, c'est normal et j'ai toujours aimé cela. Mais si on m'avait dit en juillet que j'allais faire cette saison, j'aurais signé des deux mains et donné mon sang », souriait-il mi-mai. Cette dernière saison laisse toutefois un goût amer, sachant que le PSG n'a rien fait pour le mettre dans les meilleures conditions. Plutôt l'inverse. Un club qui s'est mis dedans tout seul en refusant l'offre du Real en 2021 et en proposant un pont d'or à Mbappé sans garantie sur la durée. Dos au mur et désireux de voir le Français disputer le Mondial 2022 au Qatar sous la tunique parisienne à tout prix, le « Qatar-SG » n'a reculé devant rien. Quoi qu'il en coûte. Deux ans plus une saison en option ? Farfelu. Mais c'était ça ou rien...

Et le Real ne s'est pas précipité pour faire une nouvelle offre l'été dernier, alors qu'il était à vendre. Ça aurait été stupide. Et le président Perez ne l'est pas. Il venait déjà de dépenser 103 M€ sur Jude Bellingham et n'avait qu'à attendre un an pour récupérer Mbappé sans indemnité. Jackpot. Les Parisiens ? Une main devant, une main derrière, même si le champion du monde a, dit-on, promis de rendre et/ou ne pas percevoir des primes pour 100 M€. Dans tous les cas, le PSG économisera plus de 200 M€ entre les salaires bruts et les primes la saison prochaine, sans parler des départs d'autres gros salaires (Navas, Kurzawa), après Neymar, Leo Messi ou Marco Verratti. Luis Campos aura des moyens pour recruter. Reste à savoir qui... Selon Luis Enrique, le PSG sera « bien plus fort ». Chiche ? « Le PSG devra appuyer sur les bons boutons, se tromper le moins possible afin de trouver les éléments qui peuvent éventuellement



307
matches

disputés avec le PSG en sept saison

256
buts

inscrits pour devenir le meilleur buteur de l'histoire du club

11
titres

6 fois champion de France,
3 Coupes de France,
2 Coupes de la Ligue

Lors de son dernier match au Parc des Princes, Kylian Mbappé a inscrit, le 12 mai face à Toulouse, son 256^e but sous les couleurs parisiennes.

« Il a marqué de son empreinte son passage au PSG » : Mbappé, avant le grand saut, l'heure du bilan

Christophe Remise

Le départ prochain du joueur signe la fin d'une époque, d'une ère, au Paris Saint-Germain.

remplacer Kylian », souffle Luis Fernandez, consultant beIN Sports, diffuseur de la finale OL-PSG.

Mais, avant de penser à la suite, l'heure est au bilan. Façonné à Bondy, poli à l'INF Clairefontaine et formé à Monaco, le capitaine des Bleus a d'abord rempli son armoire à trophées dans la capitale. Six titres de champion de France (en plus de celui glané avec l'ASM), trois Coupes de France et deux Coupes de la Ligue. Les distinctions individuelles ? Six trophées de meilleur buteur de Ligue 1, cinq de meilleur joueur. « Pour mon père, c'était très important que je marque l'histoire du championnat avant de partir. En toute humilité, je pense que j'ai fait tout ce que tu voulais », a-t-il dit lors de la cérémonie de remise des Trophées UNFP, en s'adressant à Wilfried Mbappé. Promesse tenue.

Le capitaine des Bleus a en effet marqué l'histoire du championnat. Et celle du PSG. Par son palmarès, bien sûr, et ses statistiques ébouriffantes, évidemment : meilleur buteur de l'histoire du club (256 buts), loin devant Edinson

Cavani (200) et Zlatan Ibrahimovic (156), et troisième meilleur passeur (96) ! N'étant « pas le joueur le plus démonstratif », « KM » a toutefois mis du temps à conquérir le cœur de « l'exigeant public » du Parc des Princes. Il l'a fait, même si les rumeurs perpétuelles au sujet de son avenir dès l'été 2019, deux ans après son arrivée pour 180 M€, ont agacé, lassé, irrité. « Il a contribué, il a apporté, il a réalisé de très belles choses, de grosses performances, et ça lui a permis de devenir champion du monde en 2018 et de disputer une autre finale de Coupe du monde en 2022. Il est arrivé jeune (18 ans), il a pris de la maturité au fil des années grâce à son entourage et aux joueurs qu'il a côtoyés. Il a marqué de son empreinte son passage au PSG. On ne peut pas le nier », jure Luis Fernandez.

L'ancien coach et joueur parisien se refuse toutefois à lui attribuer le titre honoraire de meilleur joueur de l'histoire du club : « Le plus grand ? Non. Il y a beaucoup de joueurs qui ont marqué l'histoire de ce club... J'ai eu l'occasion de jouer avec certains d'entre eux, Mustapha Dahleb ou Safet Susic, on peut penser à

Ronaldinho ; Rai, c'était encore différent... Kylian a quand même porté le maillot dignement pendant sept ans, avec beaucoup d'envie, un bon état d'esprit. Dans le passé, je me souviens que certains ont vu Paris comme un tremplin, pour y passer un an, se faire remarquer et partir. Lui, non. Il est resté sept ans en contribuant à faire de belles choses au PSG », glisse-t-il.

Sept ans lors desquels le natif de Paris a perdu un peu de sa fraîcheur en termes de communication, après sa réflexion sur la valeur du Classique face à l'OM en 2017 ou sa saillie pour réclamer des « responsabilités », en 2019. Sur le pré, il a toujours su ajouter de nouvelles cordes à son arc, de nouvelles armes. Toujours aussi rapide, mais plus complet. Il s'est également épaissi, mais n'a rien perdu de son explosivité. Luis Fernandez souligne « cette vitesse, cette rapidité dans ses déplacements mais aussi le dernier geste, les prises de balle. On peut lui reprocher qu'il ne revienne peut-être pas assez (pour défendre, NDLR) ou qu'il ne presse pas suffisamment, qu'il ne fait pas certains efforts, mais on ne peut pas lui enlever sa qualité première : être décisif et efficace », insiste le natif de Tarifa. Des qualités qu'on a par exemple vues lors du quadruple face à Lyon ou son entrée fracassante à Marseille en 2018, le triplé à Barcelone et le doublé à Munich en 2021, ses deux buts contre le Real en 2022, son doublé au Vélodrome en 2023... Liste non exhaustive. Un joueur unique, qui « brule la rétine » selon une expression qu'il aime.

Côté pile, côté face aussi. Remplacement houleux sous Thomas Tuchel, Neymar traité de « clochard », Mbappé « premier supporteur » du Real avant la finale de C1 en 2022, « penaltygate », « #PivotGang », critiques acerbes sur la communication du club... Pas toujours irréprochable. Kylian Mbappé avait aussi commis cette sortie étonnante en mars 2023 : « Si je lisais mon avenir à la Ligue des champions, je serais parti très loin. » Mais, comparé à d'autres, Neymar et Messi en tête, le Français a été exemplaire la plupart du temps. Le

tout sans parler de sa cote de popularité sans égal chez les petits, sa faculté à vendre des maillots à la pelle, globalement son impact hors terrain.

Et il y a la Ligue des champions, ce rêve inabouti. Une finale, deux demies. « Le football n'est pas un « one match show ». Il y a un collectif. Il a les qualités et le potentiel pour faire gagner son équipe, oui. Ça restera toujours dans un petit coin de la tête, l'idée de dire : « Tu es resté longtemps mais tu n'as pas réussi à décrocher cette CL... » Mais il n'était pas seul. Avec Lionel Messi et Neymar, ils ne l'ont pas fait non plus. Mais je ne lui en veux pas. Je dirais : « Bravo pour ce que tu as fait avec le PSG, félicitations et essaie de faire encore mieux là où tu iras », affirme Luis Fernandez.

« Parfois, tu ne prends pas forcément le temps de regarder ce que tu as fait et l'impact que tu peux laisser sur les gens parce qu'il y a toujours quelque chose de mieux à faire. C'est toujours cette quête qui était la mienne, être toujours plus haut, plus haut... »

Kylian Mbappé

Le consultant beIN a évidemment raison, il faut un collectif pour décrocher la timbale en C1. Et un club qui mène une politique cohérente. Ça n'a pas été le cas ces dernières années, surtout après 2017. L'intéressé a toutefois à côté de sa finale contre le Bayern, en 2020. Bis repetita face à Dortmund début mai, le PSG gâchant un tirage - pour une fois - très favorable. Il était déjà là mais encore jeune en 2018 et 2019. Forfait en demi-finale retour 2021 contre Manchester City et impuissant face au Bayern, en 2023, dans une saison fiasco.

« Parfois, tu ne prends pas forcément le temps de regarder ce que tu as fait et l'impact que tu peux laisser sur les gens parce qu'il y a toujours quelque chose de mieux à faire. C'est toujours cette quête qui était la mienne, être toujours plus haut, plus haut... Quand tu prends quelques secondes pour regarder, tu te dis que le chemin parcouru est magnifique. Se dire que j'ai pu être au contact de joueurs uniques, être dans la liste de mon pays, impacter autant, c'est formidable », résume Kylian Mbappé. À défaut de l'oublier, le Paris SG va désormais ouvrir le chapitre d'après. La vie sans Kylian Mbappé. L'avenir permettra de dire si elle est plus ou moins rose qu'avant lui... ■



Au côté de Nasser al-Khelaïfi, Kylian Mbappé avait tenu sa première conférence de presse avec le PSG, le 6 septembre 2017, au Parc des Princes.

Paralympiques : quand deux couples en 3D partagent le rêve des Jeux

Jean-Julien Ezvan

Triathlètes malvoyants, Héroïse Courvoisier et Thibaut Rigau, en couple à la ville, sont guidés sur la route des Jeux de Paris 2024 par Anne Henriot et Cyril Viennot, unis dans la vie.

Les Jeux paralympiques de Paris 2024 (28 août-8 septembre) viennent de passer sous la barre des cent jours. Dans le cadre d'une vaste campagne de communication, la joueuse de tennis fauteuil Pauline Déroulede, le sauteur en longueur Arnaud Assoumani (qui a porté la flamme des IO sur les marches du Palais des festivals de Cannes ce mardi) et le joueur de céfifoot Gaël Rivière ont brandi un message visant à la mobilisation pour l'achat des billets de l'événement : « Il ne me manque rien, sauf vous. » Un appel à des spectateurs attendus pour partager des émotions en cascade, des tranches de vie, des exploits. Notamment dans l'univers du paratriathlon, catégorie PTVI (déficiences visuelles) que partagent Héroïse Courvoisier, née avec un rétinoblastome (un cancer de la rétine d'origine génétique qui a affaibli son acuité visuelle), et Thibaut Rigau, souffrant d'une maladie génétique appelée rétinite pigmentaire. Un couple à la ville guidé à l'entraînement et en compétition par Anne Henriot et Cyril Viennot, unis dans la vie.

Nager (750 m), rouler (20 km), courir (5 km). Souffles et battements de cœur mêlés. Quatre à quatre. Pour une incroyable histoire de familles. Au terme d'une longue carrière de triathlète, Cyril Viennot, champion du monde longue distance en 2015, saisit, via une proposition de la fédération française, l'opportunité de prolonger l'aventure en 3 dimensions. En tant que guide. Il raconte : « Je fais du triathlon depuis que j'ai 12 ans, Anne depuis qu'elle en a 20. C'est plus qu'un sport, c'est un mode de vie depuis longtemps. C'est un sport particulier où il faut aimer se faire un petit peu mal, autant à l'entraînement qu'en compétition. Thibaut était en recherche de défis physiques. Cela a bien marché tout de suite et on a été relativement performant assez vite. » Quand le duo n'est pas en stage, il se prépare séparément. En région parisienne et à Dole. À l'occasion d'un week-end d'entraînement dans le Jura chez son guide, Thibaut emmène Héroïse, rencontrée lors de leurs études de kinésithérapeute. Elle partage une sortie vélo et un footing avec Anne, la compagne de son guide. La passion la gagne. Dans la foulée, les deux femmes projettent vite de participer aux championnats de France de paratriathlon. Elles ne s'arrêteront plus.

Nager, rouler, courir. Recommander. Se dépasser. Pour le goût de l'effort. Ce qu'il active, ce qu'il développe. Ce qu'il permet de partager. Thibaut confie : « J'ai toujours fait du sport. J'ai une maladie évolutive de la rétine, je perds la vue petit à petit et au fur et à mesure, le terrain s'est un peu réduit. J'ai fait du foot depuis tout petit jusqu'à 20 ans, après j'ai fait du futsal qu'il était en études Staps à Angers. Et, vers 21-22 ans, je suis passé en catégorie handisport et j'ai découvert le céfifoot. J'ai donc pratiqué le foot pour malvoyants. J'ai été en équipe de France mais, en 2014, j'ai subi une rupture des croisés en jouant. Je n'ai plus fait beaucoup de sport en compétition jusqu'en 2017, où j'ai fait une année d'athlétisme handisport. Et le triathlon est arrivé progressivement en 2019. Je suis fan de sport, je m'intéresse à tous les sports, à part le curling. Le sport est au quotidien à mes côtés. Mon père et mon frère ont tous les deux participé au Dakar à moto. Le sport fait partie de ma vie. »

De son côté, Héroïse raconte : « Je n'ai pas toujours eu une relation plaisir avec le sport. J'ai toujours fait une activité physique mais, quand j'étais plus jeune, le sport était une punition. Et puis, quand j'ai commencé l'aviron au début de l'adolescence, j'ai pris goût au sport et à la compétition. Même si la compétition existait déjà dans ma vie, mais différemment. Je passais entre 15 et 20 heures par semaine au club d'aviron quand j'étais ado. Cela a fini par prendre une place importante, avec toujours le goût du dépassement et de la compétition. J'ai arrêté quelques années



Guidé par Cyril Viennot (à gauche), Thibaut Rigau a remporté le bronze lors du Paratriathlon malvoyant de Swansea, en 2023. Sa compagne, Héroïse Courvoisier, en a fait de même avec l'aide d'Anne Henriot (à droite).

avec les études et, quand j'ai repris sérieusement avec du sport en salle, la compétition me manquait. Le sport n'a pas la même valeur si je n'ai pas d'objectif. Et le fait de pouvoir faire un sport à deux, avec Anne, rend la chose plus intéressante que de pratiquer un sport purement individuel. »

« Mieux on se connaît, plus on s'apprécie, moins on a besoin de donner d'informations et plus on se comprend »

Cyril Viennot Guide

Depuis quelques mois, l'objectif est tout tracé. Thibaut assure : « Les Jeux occupent 100 % de nos vies. C'est devenu notre job. Nous n'avons pas d'enfant, et avons un peu plus de place pour faire d'autres choses à côté, mais Anne et Cyril ont une vie encore plus "timée" que la nôtre. » Anne confirme : « Nous avons deux garçons, de 13 et bientôt 9 ans. À leur goût, il y a un peu trop d'implication dans le projet. Ils aimeraient bien avoir des parents qui aient un peu moins à compter les minutes qu'ils ont à passer avec eux parce qu'ils ont un entraînement avant ou après... Mais comme ils ont toujours connu Cyril athlète à temps plein, c'est une situation qu'ils connaissent. Le fait que je sois aussi dans le projet, cela change un peu la donne. Mais je pense qu'ils sont plutôt fiers de ce qu'on fait. Le petit en parle un peu à l'école, voudrait faire un exposé là-dessus. Ils sont contents, mais il leur tarde qu'on soit un peu plus dispos. »

Avec des semaines et un emploi du temps enfin apaisés, depuis décembre, au minimum dix jours de stage par mois... Parce que, dans la dernière ligne droite des Jeux, le rythme est soutenu. Thibaut détaille le menu d'une semaine d'entraînement : « Entre 20 et 25 heures d'entraînement par semaine réparties dans les trois sports, avec uniquement du home trainer quand je suis à Paris. Quand je suis en stage, ça peut monter jusqu'à 30 heures avec Cyril. Héroïse, c'est un tout petit peu moins. Cyril chapeaute l'entraînement des filles et moi, j'ai un coach à distance, Bertrand Billard. Cyril s'adapte aux entraînements qu'il propose. On essaie de lier tout ça et que ça se passe au mieux. »

Pour acquérir des repères, des réflexes. Une façon de ne faire qu'un. Cyril, le guide, résume : « Au début de notre collaboration, on se disait tout, quand on commençait à pédaler, quand on arrêtait, tous les virages, tous les trous. Il fallait absolument tout dire. On se dit de moins en moins de choses à vélo, ça se fait au feeling. On ne dit plus quand on commence à pédaler, quand on arrête, on ne dit plus les virages quand ils ne sont pas très importants parce qu'on tourne du côté du pied qui est levé, Thibaut le sait. Il y a beaucoup plus de feeling. En course, on se donne beaucoup moins d'informations aussi. Mieux on se connaît, plus on s'apprécie, moins on a besoin de donner d'informations et plus on se comprend. Et il faut de la confiance pour passer les virages vite, par exemple. Cela aide à la performance. »

Héroïse complète : « La relation se construit en dehors aussi, pas uniquement à l'entraînement. Cela va au-delà

d'un job de guide, parce qu'on en a besoin et qu'eux se portent volontaires. À côté, on construit, on a une relation au-delà du triathlon. On apprend à se connaître à l'entraînement, au quotidien. À l'écoute des besoins. En tant qu'athlètes malvoyants, en termes de préparation, de communication à l'annonce de la course, ce n'est pas forcément de l'ordre du guidage en tant que tel mais plus de la gestion du stress et de la façon d'aborder la course, de se mettre dans de bonnes conditions. Ce sont plein de choses qui se travaillent sans se travailler, en passant du temps ensemble et en se connaissant de mieux en mieux. »

Pour affronter et résister à une épreuve multiple. En tandem à vélo, liés dans l'eau et en course à pied. Soudés par les heures partagées. Héroïse détaille : « Le lien en natation doit faire au maximum 80 cm et être élastique et, quand on nage, les têtes ne doivent pas être éloignées de plus de 1,5 mètre. Nous, les filles, on a copié sur les garçons. On a un lien qui est composé d'un tendeur et de colliers de chien parce que ça s'enlève rapidement. Attachés au niveau du genou, une au-dessus, une en dessous. Ce qui nous permet d'être bien attachées, de bien ressentir, sans être gênées par le lien dans le passage du bras. En course à pied, le lien réglementaire, standardisé ne doit pas être élastique, il fait maximum 50 cm. On a une ceinture porte dossard reliée par une ficelle. Contrairement à ce qu'on voit en athlétisme avec des liens à la main, qui sont utilisés par des personnes non voyantes ayant besoin d'un guidage un peu plus direct avec une grosse contrainte, parce que

ça demande d'avoir une foulée qui est symétrique ou d'avoir un guide qui a un bras qui ne bouge pas du tout pour rester collé à la foulée de l'athlète, nous, avec le reste visuel qu'on a, on n'a pas besoin d'un lien aussi proche. Mais, sur les moments plus techniques, les passages de virages, certaines portions bien identifiées, on a le droit d'avoir un guidage plus proche et de se tenir. Quand c'est le cas, c'est bien identifié, il y a un panneau de début et un panneau de fin de zone. »

Le quatuor, qui se prépare sans relâche pour l'événement paralympique, est également prêt à plonger dans la Seine. Héroïse s'amuse : « On a tous déjà plongé. Je n'ai pas de troisième œil qui m'ait poussé, cela aurait peut-être été pratique (rires), mais ce n'est pas le cas. Aucun de nous n'a eu de problème. Nous sommes prêts à le refaire. » Cyril, le guide, ajoute : « On a déjà nagé dans des endroits bien piéres que la Seine. Les analyses sont de temps en temps un peu au-dessus des limites, de temps en temps un peu en dessous, mais, en réalité, on n'a pas une grosse inquiétude par rapport à ça. On sait que de gros travaux ont été entrepris. Et on a envie de nager, vraiment. On n'a pas envie que la natation soit annulée. On est prêts à nager dans n'importe quelles conditions. »

Pour aller au bout du projet. Servir d'exemple. Sans effleurer, ni creuser le sillon du misérabilisme. « Tout le monde peut se retrouver un jour face à une situation de handicap en étant en difficulté. Pour autant, les choses ne sont pas infaillibles. Le message ne s'adresse pas uniquement aux personnes en situation de handicap, dans le sens où même une personne valide va parfois se mettre des limites. On montre qu'il est possible de faire beaucoup de choses en dépit du handicap. Donner de la visibilité aux personnes en situation de handicap, montrer que des personnes valides ne feraient parfois pas autant de choses, cela prouve que le handicap n'est pas une limite. Cela participe au changement des mentalités », assure Héroïse.

Si le duo hommes (4^e lors des Jeux paralympiques de Tokyo en 2021) a quasiment validé son ticket pour les Jeux, le tandem féminin court toujours après le précieux sésame. La sélection définitive sera officialisée le 10 juillet.

« Le message ne s'adresse pas uniquement aux personnes en situation de handicap, dans le sens où même une personne valide va parfois se mettre des limites. On montre qu'il est possible de faire beaucoup de choses en dépit du handicap. (...) Cela participe au changement des mentalités »

Héroïse Courvoisier
Triathlète malvoyante

Ensuite, leurs chemins vont se séparer. Cyril confie : « Nous n'avons pas les mêmes destins. Anne et moi avons dépassé la quarantaine. Pour nous, cela va être un arrêt progressif après les Jeux. J'ai eu une carrière longue, relativement riche. Paris est mon dernier objectif. J'ai déjà hésité à arrêter après Tokyo. J'ai bien fait de continuer, je suis très content de le faire. Après Paris, Anne et moi on continuera le temps que Thibaut (33 ans) et Héroïse (26 ans) retrouvent des guides, mais ensuite, pour nous, ce sera fini, alors que pour eux, cela va continuer. On en parle déjà parce que cela se prépare et que cela ne se fait pas au dernier moment. On est tous au courant, la fédération aussi. Dans tous les cas, on n'arrêtera pas brutalement parce qu'Héroïse et Thibaut ne vont peut-être pas trouver rapidement des guides qui vont s'investir à 100 %. On assurera la transition. » Au nom des liens tissés, d'une histoire hors norme... ■

COLLECTION PARTICULIÈRE

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 18h (excepté les jours fériés) et tous les dimanches de 9h à 13h.

Elles doivent nous parvenir avant 16 h 30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13 h les dimanches.

Courriel
carnetdujour@media.figaro.fr
Téléphone
0156 52 27 27
sur notre site
carnetdujour.lefigaro.fr

communications

ANPERE Retraite
association à but non lucratif régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, enregistrée au Répertoire national des associations sous le numéro W751164180. GERP enregistré à l'ACPR sous le numéro 477654743/GPI.
Siège social : 6, boulevard de Pesaro, 92000 Nanterre.

Convocation à l'assemblée générale mixte 2024

L'assemblée générale de l'association ANPERE Retraite se tiendra le mercredi 26 juin 2024, à 16 h 30, au château d'Artigny, 92, rue de Monts, 37250 Montbazou, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Partie extraordinaire de l'assemblée générale : 1. Modification de l'article 4 des statuts.

Partie ordinaire de l'assemblée générale : 2. Approbation du rapport du conseil d'administration, 3. Approbation du rapport financier et des comptes de l'exercice 2023, 4. Affectation du résultat, 5. Nomination du commissaire aux comptes pour les exercices 2023 et suivants.

6. Approbation des comptes annuels 2023 des plans d'épargne retraite populaire (PERP) souscrits par l'association, 7. Approbation des budgets 2024 des PERP souscrits par l'association, 8. Evolution des contrats souscrits par ANPERE Retraite, 9. Délégation de pouvoir au conseil d'administration pour la négociation des avenants aux contrats d'assurance de groupe souscrits par l'association, 10. Montant global d'indemnités alloué aux administrateurs, 11. Election de Mme Sophie Bordenet et Mme Geneviève Beraud-Gravillon aux postes de membres du comité de surveillance du comité de PERP Confort, 12. Renouvellement du mandat de membre du comité de surveillance du PER Ma Retraite de M. Pierre Chasseguet, 12. Election de M. Édouard Duhamel au poste d'administrateur, 13. Ratification de la cooptation de Mme Marie Maedler au poste d'administratrice, 14. Renouvellement des mandats de Mme Stéphanie Binet, M. Pierre Chasseguet, M. Sophie Bordenet et M. Emmanuel Perard aux postes d'administrateurs.

Conformément aux statuts, l'association ANPERE Retraite a décidé de faire usage des convocations électroniques pour l'assemblée générale mixte 2024. Un pouvoir pourra être fourni à tout adhérent qui souhaiterait se faire représenter à l'assemblée sur simple demande auprès de l'association à anpere.contact@anpere.fr

Le président, Jean Sébastien Antonioti.

Le Collège des Bernardins

organise le colloque conclusif de sa chaire le lundi 27 mai 2024 de 14 h 30 à 21 h 30 et le mardi 28 mai de 9 h 30 à 19 heures,

Pour une espérance terrestre

Participation à prévoir. 20, rue de Poissy, Paris (5^e), téléphone : 01 53 10 74 44, www.collegedesbernardins.fr

ANPERE

(Association nationale pour la prévention, l'épargne et la retraite), association à but non lucratif régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, enregistrée au Répertoire national des associations sous le numéro W751090757, SIREN : 489 796 946. Siège social : 6, boulevard de Pesaro, 92000 Nanterre.

Convocation à l'assemblée générale mixte 2024

L'assemblée générale mixte de l'association ANPERE se tiendra le mercredi 26 juin 2024, à 16 h 30, au château d'Artigny, 92, rue de Monts, 37250 Montbazou, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Partie extraordinaire de l'assemblée générale : 1. Modification de l'article III des statuts.

Partie ordinaire de l'assemblée générale : 2. Approbation du rapport du conseil d'administration, 3. Approbation du rapport financier et des comptes de l'exercice 2023, 4. Affectation du résultat, 5. Evolution des contrats d'assurance souscrits par ANPERE, 6. Délégation de pouvoir au conseil d'administration pour la négociation des avenants aux contrats d'assurance de groupe souscrits par l'association, 7. Ratification de la cooptation et renouvellement du mandat de M. Emmanuel de La Jonquière au poste d'administrateur, 8. Renouvellement du mandat de Mme Sophie Bordenet au poste d'administratrice, 9. Nomination du commissaire aux comptes pour les exercices 2023 et suivants.

Conformément aux statuts, l'association ANPERE a décidé de faire usage des convocations électroniques pour l'assemblée générale mixte 2024. Un pouvoir pourra être fourni à tout adhérent qui souhaiterait se faire représenter à l'assemblée sur simple demande auprès de l'association à anpere.contact@anpere.fr

Le président, Jean Sébastien Antonioti.

Association AXIVA

association à but non lucratif régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, enregistrée au Répertoire national des associations sous le numéro W751077230, SIREN : 803 584 663. Siège social : 6, boulevard de Pesaro, 92000 Nanterre.

Convocation à l'assemblée générale mixte 2024

L'assemblée générale mixte de l'association AXIVA se tiendra le vendredi 28 juin 2024, à 10 h 30, siège social de l'association situé au 6, boulevard de Pesaro, 92000 Nanterre, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Partie extraordinaire de l'assemblée générale : 1. Modification de l'article III des statuts.

Partie ordinaire de l'assemblée générale : 2. Approbation du rapport du conseil d'administration, 3. Approbation du rapport financier et des comptes de l'exercice 2023, 4. Affectation du résultat, 5. Evolution des contrats souscrits par l'association AXIVA, 6. Délégation de pouvoir au conseil d'administration pour signer les avenants aux contrats d'assurance de groupe souscrits par l'association, 7. Election de Mme Sophie Bordenet au poste d'administratrice.

Un pouvoir pourra être fourni à tout adhérent qui souhaiterait se faire représenter à l'assemblée sur simple demande auprès de l'association à anpere.contact@anpere.fr

Le président, Jean Sébastien Antonioti.

conférences

Le Collège des Bernardins

organise une conférence le lundi 27 mai 2024, à 20 heures,

Ce que les chrétiens de l'Antiquité ont changé au travail

Participation à prévoir. 20, rue de Poissy, Paris (5^e), téléphone : 01 53 10 74 44, www.collegedesbernardins.fr

Le Collège des Bernardins

organise une table ronde du 1^{er} juillet 2024, à 19 heures,

Les Eglises, l'Ukraine et la paix

Participation à prévoir. 20, rue de Poissy, Paris (5^e), téléphone : 01 53 10 74 44, www.collegedesbernardins.fr

denis

On nous prie d'annoncer le décès de

Bertrand François ARTIGUE

veuf de **Nicole Artigue**

survenu à l'âge de 90 ans, à Chaudé (Vendée).

Une intention de prière sera dite lors de la messe du dimanche 26 mai 2024, à 9 h 30, en l'église Saint-Gabriel, à Paris (20^e).

Le président et les membres du bureau du **Stanford Business Club**

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Jacques BÉRARD

MBA 1974 de la Stanford GSB, ancien président et cofondateur resté très attaché au club,

survenu le 19 mai 2024, à l'âge de 78 ans.

Ils présentent leurs plus vives condoléances à Isolde, son épouse, et à sa famille et leur expriment toute leur affection.

Il était de ceux qui embellissent la vie des autres.

Dominique et Catherine, ses filles, Emmanuelle, Anne-Sophie et Charles, ses petits-enfants, ses arrière-petits-enfants, ses amis

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Nicole BOUCHARA

1928 - 2024

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Notre-Dame-de-Grâce-de-Passy, Paris (16^e), le mardi 28 mai 2024, à 14 h 30.

L'inhumation se fera dans l'intimité familiale.

L'abbé Xavier Brac de la Perrière, Catherine et Arnaud Varoquaux, Hubert (†) et Isabelle Brac de la Perrière, Sylvie et Philippe Dao, Pascal et Sabine Brac de la Perrière, Isabelle et Xavier Fumernott, Christèle et Stéphane Guerrier, ses enfants,

ses dix-neuf petits-enfants, ses quatorze arrière-petits-enfants, Jacques Dalmais (†), Michel Dalmais (†), ses frères, et leurs familles,

les familles Rodet et Chardinny

vous font part du décès de

Monique BRAC de la PERRIERE

née Dalmais,

épouse de **Yves Brac de la Perrière (†)**

le 20 mai 2024, munie des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 27 mai, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, à Yenne (Savoie).

Lussan (Gard).

Franck Boutet, son épouse, Emmanuelle et Fabienne, ses filles, Julian, Sohail et Soledad, ses petits-enfants, Alexandre Llombar, son gendre,

ont la tristesse de faire part du décès de

Élisabeth BOUTET

née Guajard,

survenu le 20 mai 2024, à l'âge de 77 ans, à Auril.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Étienne, place de l'Eglise, à Fons-sur-Lussan (Gard), le samedi 25 mai, à 10 heures.

boutet_franck@yahoo.fr

Ses quatre fils et leurs épouses, Olivier et Céline, Tanguy et Sandrine, Éric et Frédérique, Lionel, ses 13 petits-enfants, Juliette, Mathilde et Timothée, Elliot, Mirabelle et Anatole, Antoine, Pierre et Louis, Mathilde, Augustin, Titouan et Tamatoa,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Jean CONQUÉRÉ de MONBRISON

né le 27 août 1931,

survenu le 21 mai 2024, à Villeneuve-lès-Avignon.

Ils n'oublient pas son épouse, Christine Légaud, Conquère de Monbrison, décédée le 25 septembre 2008.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 27 mai, à 10 heures, en l'église du vieux village des Angles (Gard), suivie d'un dernier hommage au sein du crématorium municipal d'Avignon, à 13 h 30.

Sa famille, ses amis, ses collègues

ont la tristesse de vous faire part du décès, le 4 mai 2024, de

Guy DEUTSCHER

École des mines de Paris 56, professeur émérite de l'université de Tel-Aviv, chevalier de la Légion d'honneur.

Il a débuté sa carrière à l'université d'Orsay dans le domaine de la supraconductivité des métaux, et l'a poursuivie à l'université de Tel-Aviv où il a créé un groupe de recherche en physique du solide, de réputation internationale.

Jean-Yves et Christophe Garaud, ses fils, Charlotte Garaud, Marie-Astrid et Florent Garaud, Clara Garaud, ses petits-enfants, Faustine Garaud, son arrière-petite-fille,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Marie-France GARAUD

le 22 mai 2024.

La cérémonie religieuse aura lieu dans la plus stricte intimité, le samedi 25 mai, à 16 heures, en l'église de Saint-Pompain (Eugle-Sèvres).

Paris (15^e).

Son époux, Jean-Loup Guibert, fait part du décès à Dieu de

Claude GUIBERT

née Broyer,

membre fondatrice de l'association Avapap (Association pour la valorisation en relation avec les professionnels), co-initiatrice du partage salarial, co-initiatrice du micro-crédit à Madagascar, membre fondatrice de la fondation S'aidées (Soutien pour acquiescer individuellement sa dignité par son développement économique et social),

le 14 mai 2024, dans sa 79^e année, au Monétier-les-Bains (Hautes-Alpes).

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-La-Salle, 70, rue Fauguère, à Paris (15^e), le vendredi 31 mai, à 16 heures, par le frère Benoît Dubourg, franciscain.

Ni fleurs ni couronnes.

Chalon-sur-Saône.

Mme Anne Griffaton, son épouse, ses enfants, ses petits-enfants, ses frères et sœurs et toute sa famille

vous font part du décès de

Jacques GRIFFATON

survenu le 21 mai 2024, à l'âge de 84 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 27 mai, à 10 h 30, en l'église de Saint-Marcel (Saône-et-Loire).

Les fleurs et plaques ne sont pas souhaitées.

La famille remercie toutes les personnes qui prendront part à sa peine.

Mme Patrick d'Hauthuille, née Béatrice Marchal,

Cécile et Charlotte d'Hauthuille, Ludovic et Séverine d'Hauthuille, Axel et Claudine d'Hauthuille, Margot et François Grenier, ses enfants,

Hippolyte, Barnabé et Pétroline, Pénélope, Isaure et Théodore, Basile, Prune, Quiterrie (†) et Briac, Jeanne, Lucien et Marius, ses petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Patrick d'HAUTHUILLE

officier de la Légion d'honneur de la Côte d'Ivoire,

le lundi 20 mai 2024, à l'âge de 80 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 23 mai, en l'église Saint-Ferdinand-des-Ternes, à Paris (17^e).

Une célébration aura lieu ce vendredi 24 mai, à 15 heures, en l'église de Livron-sur-Drôme, suivie de l'inhumation au cimetière de Livron.

Mougins (Alpes-Maritimes).

Éric, Dominique et Caroline Leca, ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Gérard LECA

survenu le 15 mai 2024, à Mougins.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'abbatiale de Saint-Jean-aux-Bois (Oise), le lundi 27 mai, à 10 heures.

Béatrice Maisonneuve, son épouse,

Christelle et Younes Najfar, Antoine Maisonneuve, ses enfants, Swann, John-Henri, Charles, ses petits-enfants,

ont le chagrin de vous faire part du décès de

Henri MAISONNEUVE

le 18 mai 2024.

La messe de funérailles aura lieu le mardi 28 mai, à 14 h 30, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de Rueil-Malmaison.

Jean-Bernard Mas, son époux,

Stéphanie Mas-Jalenques, Capucine Foulon, Ludovic Mas, ses enfants, et leurs conjoints,

Louis, Arthur, Victor, Antoine, Elliott, Violette, Prune, Olivia, Hugo, ses petits-enfants,

ont la profonde tristesse de vous faire part du décès de

Denise VEYRES

née Decourdemanche, veuve de **Henri Veyres**

survenu le 18 mai 2024, dans sa 92^e année, à Annecy.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 28 mai, à 9 h 30, en l'église Saint-Flavien du Mourillon, à Toulon, suivie de l'inhumation au cimetière Central de Toulon.

Vauresson (Hauts-de-Seine).

Olivier, Dominique, Stéphanie et Sylvie, ses enfants, ses 12 petits-enfants, ses 13 arrière-petits-enfants

font part du décès de

Nicole PARENT

née Graziani,

le 20 mai 2024, dans sa 98^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul, 2, place de l'Eglise, à La Celle-Saint-Cloud (Yvelines), le mercredi 29 mai, à 10 h 30.

La vicomtesse Patrice du Puy-Monbrun, née Noëlle Bordet, son épouse,

la vicomtesse du Puy-Monbrun en union avec la vicomte du Puy-Monbrun (†), son père,

Almodis Deltour et Grégoire son époux, Melchior du Puy-Monbrun et Fanny son épouse, ses enfants de son premier mariage,

Célestine, Colombe et Ysé, ses petites-filles,

ses frères, beaux-frères et belles-sœurs, ses neveux et nièces et toute la famille

dans la tristesse et l'espérance, vous font part du décès de

vice-amiral Patrice du PUY-MONBRUN

École navale 65, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, officier du Mérite maritime,

endormi dans la Paix du Seigneur le 17 mai 2024, à l'âge de 78 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Philippe-du-Roule, Paris (8^e), ce vendredi 24 mai, à 10 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Leuglay (Côte-d'Or), précédée d'une célébration le samedi 25 mai, à 14 heures.

La vicomtesse Patrice du Puy-Monbrun remercie tout particulièrement les médecins et tout le personnel soignant qui l'ont accompagné durant tous ces derniers mois et leurs nombreux amis et entourage familial pour leurs prières, leur soutien si précieux et indéfectible.

Fleurs blanches ou rose pâle.

12, rue de Clichy, 75009 Paris.

Jean-Paul Siney, son époux,

Alexandre, Charles et Édouard, ses enfants, Léonie, Jeanne, Adèle, Léon et Augustin, ses petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Caroline SINEY

née Laporte,

survenu le 19 mai 2024.

La cérémonie sera célébrée le mercredi 29 mai, à 14 h 30, en la chapelle de l'Est, du cimetière du Père-Lachaise, Paris (20^e), suivie de l'inhumation.

Fleurs blanches uniquement.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Menthon-Saint-Bernard (Haute-Savoie).

Frédéric Veyres, Jean-Noël Veyres, François Veyres, ses fils, leurs conjoints et compagnes, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Christine Beaux, sa sœur,

ont la tristesse de faire part du décès de

Henri Veyres

survenu le 18 mai 2024, dans sa 92^e année, à Annecy.

La cérémonie sera célébrée dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Famille Veyres, 73, avenue du Point-du-Jour, 69005 Lyon.

Adélaïde Spielrein, née Colin-Olivier, son épouse,

Frédéric et Sabine Spielrein, Astrid et Jean-Maximilien Scalbert, ses enfants, Stanislas et Louis, Hermine, Julie et Bertille, ses petits-enfants, Remie Sagislin,

Éric et Laure Spielrein, Philippe et Laurence Colin-Olivier, ses frères, beau-frère et belles-sœurs,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Marc SPIELREIN

X 63,

ingénieur général honoraire des Ponts et Chaussées, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, commandeur du Mérite agricole,

survenu le mercredi 22 mai 2024, à l'âge de 79 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 29 mai, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre-du-Gros-Caillois, 92, rue Saint-Dominique, à Paris (7^e).

Françoise Vitaux, son épouse,

Étienne Vitaux, Anne et Yonca Rachedi, Marc Vitaux, Hélène Vitaux et Cyril Aberml, ses enfants, Emma, sa petite-fille, ainsi que toute la famille

ont la douleur de vous faire part du décès de

docteur Jean VITAUX

survenu le 19 mai 2024.

Priez pour lui !

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 28 mai, à 14 h 45, par le pasteur Louis Pernot, en l'église protestante unie de l'Étoile, 54-56, avenue de l'Étoile, 54^e arrondissement, Paris (17^e), où l'on se réunira.

Un registre à signatures sera à la disposition des personnes désirant exprimer leur amitié.

remerciements

Metz (Moselle).

Béatrice, son épouse, Philippe, son fils, Stéphane, son fils, et Diane, sa compagne, Jordan, son beau-fils, et Alexia, son épouse, Thibaud, Aube, Léonie, Étienne, Victoria et Agathe, ses petits-enfants, ainsi que toute la famille,

très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Jean-Paul BAILLY

vous prient de trouver ici leurs sincères remerciements.

messes et anniversaires

Il y a dix ans, le 24 mai 2014,

<

PAR
Anne Fulda

La philosophe vient de publier « Messieurs, encore un effort... », livre dans lequel elle s'interroge sur la chute de la natalité dans les pays occidentaux. L'occasion d'évoquer avec inquiétude et lucidité une drôle d'époque.

Dès qu'elle nous ouvre la porte de cet appartement qu'elle a partagé des années durant avec son mari, Robert, mort le 9 février dernier, à 95 ans, on est frappé, derrière le sourire et l'allure toujours élégante et sobre – on dirait une Quaker de la rive gauche –, par l'espèce de halo de tristesse qui semble envelopper Elisabeth Badinter. Évidemment, la philosophe et historienne, toujours soucieuse de ne pas parler de sa vie privée, n'évoquera pas la disparition de son époux ; mais comment ne pas penser à lui lorsque l'on pénètre dans ce lieu où ces deux intellectuels ont vécu et travaillé passionnément, d'arrache-pied, selon une répartition précise de leur champ de compétence et d'influence ? À lui, le droit et les libertés publiques ; à elle, l'histoire et le féminisme.

Intellectuelle en politique, l'agréée de philosophie qui nous reçoit dans son vaste et clair bureau mansardé auquel on accède par un petit escalier raide en colimaçon – « Regardez bien vos pieds en descendant » – l'est indéniablement. Mais, en ce jour de mai ensoleillé, alors que l'on entend, à travers les fenêtres ouvertes donnant sur le jardin du Luxembourg, le chant des oiseaux, cette combattante semble plus pessimiste que d'ordinaire. Certes, elle alerte toujours, dénonce les incohérences des uns, les lâchetés des autres, mais on sent chez elle, qui est pourtant d'une nature plus joyeuse et moins austère que l'on ne pourrait croire, une inquiétude diffuse. Comment pourrait-il en être autrement dans ce monde qu'elle peine à comprendre, assistant – incrédule – au retour de démons qu'elle n'aurait jamais cru connaître de son vivant et à l'effondrement de piliers qu'elle croyait intangibles ? Un monde sens dessus dessous où, rebondissement cocasse, « on assiste à un grand retournement. Ce n'est plus l'extrême

« Aujourd'hui, on a l'impression qu'une fois au pouvoir, les politiques ont peur. Pensez aux émeutes l'année dernière. Ce qui m'a laissée vraiment stupéfaite, c'est qu'il n'y a pas eu une parole forte du président de la République après. Rien »

droite qui est à la pointe de l'antisémitisme, c'est l'extrême gauche. C'est quand même un renversement complet de l'histoire. » Dans cette « drôle d'époque », qu'elle trouve « très violente, avec une minorité qui impose sa loi », un communautarisme qui s'accroît, elle se désole de voir que la peur s'installe et incite « au silence et au "pas de vagues" », car « un coup de couteau est vite arrivé ». Une paralysie qui atteint jusqu'au sommet de l'État. « Aujourd'hui, on a l'impression qu'une fois au pouvoir, les politiques ont peur. Pensez aux émeutes l'année dernière. Ce qui m'a laissée vraiment stupéfaite, c'est qu'il n'y a pas eu une parole forte du président de la République après, pour dire : "Jamais plus", "on prendra les mesures"... Rien », lâche-t-elle.

Dans cette France de 2024, elle, la féministe, l'intellectuelle de gauche, portée au pinacle dans les années 1980, est aujourd'hui pointée du doigt par certains de ses anciens amis comme étant devenue « réac ». Elle hausse les épaules. Elle a l'habitude maintenant. Cela fait des années que cela a commencé. Au moment de l'affaire du foulard au collège de Creil et du manifeste qu'elle avait signé, en 1989, dans *Le Nouvel Observateur*, avec notamment Alain Finkielkraut, Elisabeth de Fontenay ou Régis Debray, contre le port du foulard à l'école. Son titre : « Prof's, ne capitulons pas ! ». Depuis, elle a continué sans cesse à défendre la laïcité et est convaincue que ce « Munich de l'éducation » a été le point de bascule. « J'ai toujours été convaincue que si on avait dit non, ça se serait arrêté là », analyse-t-elle, sans pour autant se glorifier d'avoir eu raison avant les autres, mais regrettant les conséquences de cette prise de conscience à retardement. « Le non est devenu de plus en plus difficile à dire dans notre culture actuelle. »

On la rencontre en marge de la parution de son dernier livre, *Messieurs, encore un effort...* (Flammarion/Plon). Un livre dans lequel cette figure du fémi-



« Le non est devenu de plus en plus difficile à dire dans notre culture actuelle », observe Elisabeth Badinter.
FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

Élisabeth Badinter, ou les tourments tristes d'une féministe universaliste

nisme universaliste, spécialiste du XVIII^e siècle, influencée par les philosophes des Lumières, s'interroge sur les raisons de la dénatalité dans les pays industrialisés. Elle le sait, le thème choisi par elle qui dans *L'Amour en plus*, livre paru en 1980, s'interrogeait sur la notion d'instinct maternel risque d'en surprendre certains. Elle s'en étonne : « Pour certains, se préoccuper de natalité serait réservé à l'extrême droite. Ce n'est pas mon avis. La chute de la natalité dans les pays industriels aurait des conséquences sur l'économie et les systèmes sociaux. Il faut donc s'en occuper sans toucher, bien évidemment, aux droits des femmes et sans politique de contrainte dans la vie privée. » Et de continuer : « Ce qui suscitait chez moi une sorte de sentiment d'urgence, c'est la crainte qu'il y ait une opposition entre deux légitimités. Celle des femmes qui doivent être libres de faire le choix – ou non – de la maternité (choix remis en cause jusqu'aux États-Unis où l'IVG est interdite dans certains États) et celle des dirigeants de protéger leur pays des conséquences néfastes d'une baisse continue de la natalité. »

Messieurs encore un effort... n'est pas un plaidoyer enflammé afin d'inciter les femmes à faire plus d'enfants, mais plutôt un constat, doublé d'une interrogation. Si les femmes des pays occidentaux subissaient moins de contraintes et recevaient plus d'aide de la part de leurs maris et compagnons, et moins d'injonctions à être des mères parfaites (« Freud le disait pourtant : il n'y a pas de mère parfaite, il n'y a pas d'enfant parfait »), peut-être seraient-elles plus d'enfants. La philosophe, qui remarque que, paradoxalement, la libération de la femme n'a pas libéré la femme du XXI^e siècle, égratigne au passage les tenants de « l'éducation bienveillante » (ou éducation positive, concept venu des pays anglo-saxons qui repose avant tout sur l'empathie et la compréhension des émotions) ou de l'allaitement à volonté. N'hésitant pas à évoquer une fois n'est pas coutume son propre cas (« J'ai eu trois enfants qui n'ont pas été allaités et ils ont été en très bonne santé. Ils n'ont pas eu de problème particulier et ne m'en veulent pas d'avoir fumé une cigarette

de temps en temps pendant que j'étais enceinte »), elle s'insurge contre cette pression à être « une "bonne mère" qui devrait être à la disposition de son enfant 24 heures sur 24. Cela signifie que la femme n'a plus le droit d'avoir de désirs personnels, une vie à elle, une certaine liberté. Cela signifie que la mère dévore la femme. Elle doit être sans cesse à l'écoute des besoins et des désirs de son enfant en évitant toute frustration. C'est, selon moi, un très mauvais objectif. Et nous commençons à en voir les conséquences depuis une vingtaine d'années. Sans frustration, il n'y a pas non plus d'apprentissage de la loi. »

Elisabeth Badinter serait-elle de celles qui regrettent la « charge mentale » qui incombe aux femmes ? Oui, et elle assume. « Je pense qu'il faut prendre très au sérieux cette charge mentale qui fait ricaner pas mal d'hommes. "Encore un truc féministe", sourient-ils. C'est pourtant un facteur important de la chute progressive de la natalité. » Et de s'étonner que

« Les femmes ont montré qu'elles peuvent faire, professionnellement, tout ce que font les hommes. Mais la réciprocité n'est pas vraie dans la vie familiale »

les femmes qui, pour la plupart, ont « une double journée de travail, la responsabilité majeure des enfants et la répétition quotidienne de problèmes à résoudre », n'en fassent pas « un combat collectif ». Motiver les hommes à être plus « aidants » à la maison et dans l'éducation des enfants serait-il suffisant ? Probablement pas, mais Elisabeth Badinter pense « qu'ils peuvent effectivement progresser, être plus égalitaires dans le partage des tâches familiales ». Et lorsqu'on l'interroge sur les progrès de certains jeunes pères, elle lâche, sourire en coin : « Enfin, soyons honnêtes, ils ont fait des efforts, soit. Mais ce n'est pas suffisant. Il faut qu'ils s'y mettent un peu plus. Ah ! la fameuse phrase masculine : "Mais tu ne m'as pas demandé !" » Et d'ajouter : « Les femmes ont montré qu'elles peuvent faire, professionnellement, tout ce que font les hommes. Mais la réciprocité n'est pas vraie dans la vie familiale : les hommes ne font pas exactement la même chose. Au mieux, ils "aident". »

Comment redresser alors la courbe de la natalité alors que progresse aussi le nombre de femmes qui se disent « child free » (sans enfant par choix), sans revenir sur les droits acquis par les femmes ? Elisabeth Badinter est favorable à « une politique nataliste intelligente » qui « passe certainement par l'ouverture de plus de crèches (une création française qui date de la fin du XIX^e siècle, rappelle-t-elle) et de crèches qui fonctionnent mieux ». Mais elle met en garde contre, solution prônée par certains économistes, un recours à l'immigration, surtout venue du Sud, afin de faire remonter la courbe des naissances. Là encore, et quitte à terrasser ses anciens amis de gauche, elle énonce clairement pourquoi. « Il serait temps de reconnaître que certains immigrés, principalement de religion musulmane, n'entendent pas adopter les valeurs du pays qu'ils habitent. Or quand on habite dans un pays étranger, il faut vivre comme les gens nés dans ce pays, et respecter "les us et coutumes" de ce pays. C'est une réflexion de Descartes dans *Le Discours de la méthode*. Et, au fond, c'est toujours vrai. »

Des paroles qui feront sûrement bondir les néo-féministes qui établissent une hiérarchie des « bonnes causes » féministes. Elisabeth Badinter n'en a cure. « Les néo-féministes, explique-t-elle, sont en lien étroit avec l'islamisme et avec ce qu'elles appellent les racisés. Et cela a été un choc pour la vieille féministe que je suis, de voir la violence qui s'est exprimée à l'encontre des féministes juives dans les manifestations. En revanche, elles n'ont pas eu un mot pour les Iraniennes. Pas un mot pour les Afghanes. Pas un mot pour les Yazidis qui essaient d'acquiescer les bénéfices de la société occidentale. » Elle le regrette, mais constate qu'il y a entre elles un fossé infranchissable. « Le dialogue avec les néo-féministes est impossible. Au mieux, c'est le combat, au pire, c'est le mépris absolu et le rejet, alors très peu pour moi. Il n'y a que les actes qui comptent là. Quand j'ai vu les images de cette manifestation néo-féministe où des manifestantes ont rejeté d'autres, j'ai pensé que c'était vraiment la trahison du féminisme. »

Et que lui inspire cet antisémitisme qui semble se déchaîner en France depuis les attaques du 7 octobre ? Une ombre de tristesse repasse dans les yeux bleus d'Elisabeth Badinter. Elle qui ne croit pas que la France soit un pays antisémite lâche, comme un aveu d'impuissance : « Quand on appartient à la communauté juive, il y a une question qui devient existentielle : si cela continue comme ça, si on n'arrive pas à rétablir un peu de rationalité et d'autorité, si on ne défend pas nos valeurs, est-ce qu'il faudra partir ? Ça, c'est une question existentielle qui nous est tombée sur les épaules avec une grande violence. » Son sourire revient cependant quand on l'interroge alors sur un dessin d'enfant accroché au mur et représentant une école dans les Hauts-de-Seine qui porte son nom. « Robert et moi avons donné nos deux noms à quatre lycées et collèges en France. Pour nous, cela valait toutes les légions d'honneur. » ■



■ MESSIEURS, ENCORE UN EFFORT...
D'Elisabeth Badinter
Flammarion,
96 p., 14,90 €

Avec une loi maximaliste sur l'euthanasie, on cherche à sortir le plus vite possible de l'ancienne morale



CHANTAL DELSOL

Si la loi sur l'« aide à mourir » va d'emblée et sans précaution plus loin que toutes ses voisines, c'est parce que la violence à se débarrasser de l'ancien monde est encore plus grande en France, pays de 1793, qu'ailleurs, analyse la philosophe*.

Le plus étonnant dans la loi fin de vie est cette précipitation dans l'excès, que nous avons sous les yeux depuis le commencement des multiples débats. La commission citoyenne qui s'était tenue l'an dernier se révélait au départ plutôt modérée, et accordait sa confiance aux soins palliatifs. Mais elle a conclu à la nécessité de légitimer le suicide assisté, sous certaines conditions cependant. Le projet de loi relatif à l'accompagnement des malades et de la fin de la vie ouvre largement le champ des possibles sans cependant prononcer des mots qui pourraient faire peur. Quant aux débats récents en Assemblée parlementaire, ils rendent littéralement tout possible en effaçant les limites du délai et de proximité de la fin de vie. Dans les pays voisins, les conditions strictes posées au départ se sont évaporées au fil du temps. Mais en France tout se passe comme si le législateur avait décidé, puisque c'est lui qui décrète la morale en l'absence désormais de religion dominante, que nous n'avions pas besoin de passer par cette évolution d'élargissement progressif des conditions, mais que nous devions rendre tout possible, et aussitôt. Toutes les conditions sont abolies. N'importe qui peut se charger de l'injection létale. La clause de conscience disparaît. Et tout cela jusqu'à l'intolérance, puisqu'il serait instauré un « délit d'entrave à l'aide à mourir », criminalisant jusqu'à la possibilité d'une objection contraire – comme pour l'IVG.

Il y a là une sorte de précipitation qui n'est pas sans rappeler la constitutionnalisation de l'IVG. Il s'agit de sortir le plus vite possible, de façon radicale et définitive, de l'ancienne morale qui condamnait le suicide. Il s'agit de renier avec détermination et sans retour possible une situation dans laquelle les individus dépendaient de lois morales hétéronomes sous lesquelles s'organisaient leurs existences. Autrement dit, il y a dans cet empressement une décision forte, animée par des croyances, de nier les anciennes croyances, de les nier pour toujours et de les écraser

sans discussion ni pitié. Nous nous trouvons devant une situation qui rappelle, mais à l'inverse, le moment où la croyance chrétienne avait décidé d'écraser sans pitié et pour toujours les anciennes coutumes du paganisme ancien : « C'est contre tous ces préjugés que nous avons à lutter, contre les institutions, les ancêtres, l'autorité de la chose reçue, les lois des gouvernants, les raisonnements des sages; contre l'antiquité, la coutume, la nécessité; contre les exemples, les prodiges, les miracles, dont le secours a fortifié toutes ces divinités adultères » (Tertullien, II^e siècle).

Ainsi, nous vivons un moment où l'ancienne situation morale devenue obsolète ou en tout cas considérée comme telle par une grande partie de l'opinion publique, et considérée comme une domination insupportable et coupable par le passé de tous les excès, doit être écrasée *manu militari*, en raison, de surcroît, de sa capacité éventuelle à continuer de nuire ou même à renaître de ses cendres. La discussion sur la fin de vie n'est pas un simple débat démocratique, mais bien plutôt une expression de la revanche sur un ancien système détesté – voire une vengeance. Dans ses excès, dans ses exagérations mêmes, dans sa frénésie, c'est en tout cas ce qu'elle laisse penser. Et la violence à se débarrasser de l'ancien monde est encore plus grande en France, pays de 1793, qu'ailleurs : les observateurs font remarquer que cette loi irait d'emblée et sans précaution plus loin que toutes ses voisines : « écrasons l'infâme ».

Tout l'intérêt est de tenter de comprendre ce que cela signifie en termes de société et de civilisation. C'est une rupture, une rupture non seulement consciente mais voulue avec ardeur et avec animosité. Jean Leonetti parle à juste titre de « bascule anthropologique ». Mais il faut être prudent quant aux significations précises.

Je défends moi-même les soins palliatifs et leur extension à l'ensemble du territoire, d'abord et avant toute nouvelle réforme, tout en sachant bien que les cas exceptionnels d'euthanasie et de suicide assisté (comme par exemple dans le film *Le Patient*

anglais) existent et relèvent de la conscience du médecin, que nul ne peut juger. Mais je ne crois en aucun cas que la loi attendue, même plus radicale que celles déjà en place dans les pays voisins, relèverait d'une forme de nihilisme ou de déficit de la raison : car cela signifierait que tous les peuples qui permettent le suicide, c'est-à-dire tous sauf nous, seraient privés de raison, ce qui est un jugement assez... provincial. Ces lois nouvelles traduisent une transformation des croyances. Invoquer le « tu ne tueras pas » n'est pas ici un argument, de même qu'invoquer une opposition supposée entre une « civilisation de la vie » et une « civilisation de la mort ». Le « tu ne tueras pas » existe dans toutes les civilisations. Mais partout il y a des exceptions, qui ne sont jamais les mêmes parce qu'elles dépendent des croyances particulières. Tous les peuples de la terre, sauf les judéo-chrétiens, ont pratiqué l'infanticide et le suicide, parfois l'euthanasie. Les peuples chrétiens, eux, ont tué longtemps les hérétiques et les sorciers. Chacun voit à sa façon les exceptions au principe universel, dont nul ne peut se prétendre le champion exemplaire. Par ailleurs, il est très inexact de parler de relativisme généralisé, d'un subjectivisme qui permettrait à chacun de faire absolument ce qu'il veut, toute notion de bien et de mal étant effacée. Nous vivons de croyances différentes, mais nous vivons toujours de croyances, qui posent d'ailleurs limites au bien et au mal. Par exemple, il est immoral désormais pour un homme de considérer une femme comme une proie, et la pédophilie est devenue un crime majeur.

Cette rupture anthropologique ne nous propulse pas dans le nihilisme, ou le relativisme généralisé. Mais nous ramène aux cultures sans transcendance qui nous précèdent et nous entourent, dans lesquelles la dignité de l'individu n'est pas objective ni donnée d'ailleurs, mais subjective et décrite par son bon vouloir ou celui de ses proches. ■

*Dernier livre paru : « La Fin de la chrétienté » (Éditions du Cerf, 2021).

Effondrement du centre gauche, bipolarisation... Quel avenir nous annonce l'électorat des 18-24 ans ?

Les scènes de blocage à Sciences Po ces dernières semaines ont souligné de nouveau l'ampleur du clivage à gauche, particulièrement autour de la question palestinienne. Or, le risque avec le fait de se contenter de parler de « clivage », outre que c'est un euphémisme au vu de l'ampleur de la fracture idéologique entre les deux gauches « irréconciliables », c'est que cela néglige la notion de dynamique. Pour parler simplement, une gauche est en train de dévorer l'autre.

Si nous analysons par exemple le sondage Cevipof à l'échantillonnage particulièrement robuste (plus de 10 000 sondés) du 24 avril dernier, le score de La France insoumise ne fait qu'augmenter au fur et à mesure que l'âge de l'électorat diminue. S'ils sont crédités de seulement 3 % chez les plus de 70 ans (pour un score total avoisinant les 7 %), ils sont à l'inverse estimés à 14 % chez les 18-24 ans, soit une multiplication par plus de quatre. Ce dernier chiffre monte même jusqu'à 17 % chez l'Ifop, qui publiait le 16 mai un sondage sur 1 500 sondés de 18 à 25 ans. Au vu des évolutions démographiques du corps électoral, la cause palestinienne ainsi que le discours sur « l'islamophobie d'État » pourraient servir de ciment commun entre une sociologie issue des banlieues qui s'est tardivement mais massivement mobilisée en faveur de Jean-Luc Mélenchon lors des dernières élections présidentielles et la jeunesse woke surdiplômée, riches en désaccords internes par ailleurs.

C'est précisément sur ces sujets que le centre gauche, plus âgé, s'oppose frontalement à cette nouvelle gauche. Nettement moins propalestinienne, considérablement plus critique de l'antisémitisme et de l'islamisme, la gauche « traditionnelle » s'inquiète de l'évolution de ses enfants, car les dynamiques démographiques actuelles ne lui sont pas franchement favorables. Sur la question de l'antisémitisme, un sondage Fondapol-Ifop du 4 mai dernier démontre une nouvelle fois un sondage en forme d'escalier. Si 76 % des 75 ans considèrent que « les Juifs sont le groupe ethnique ou religieux qui est le plus largement victime d'actes violents en France », ils ne sont que 27 % des 18-24 ans à être d'accord, évolution saisissante qui ne peut s'expliquer uniquement en référence à la part croissante de jeunes issus de l'immigration présents dans ces dernières tranches d'âge. Les deux récits structurels et complémentaires qu'étaient le « plus jamais ça » et la construction européenne semblent progressivement perdre de leur centralité au sein de l'imaginaire collectif.

L'électorat actuel du Parti socialiste connaît d'ailleurs lui aussi une pyramide des âges « à

l'envers » si l'on observe les données du Cevipof, avec 16 % d'intentions de vote chez les 70 ans et plus, 15 % chez les 60-69 ans, 15 % chez les 50-59 ans, 14 % chez les 35-49 ans, 11 % chez les 25-34 ans, et 10 % chez les 18-24 ans. Il faudrait ainsi tempérer quelque peu l'enthousiasme autour de la candidature de Raphaël Glucksmann, dans la mesure où La France insoumise semble partie pour continuer à grignoter le reste de la gauche dans la durée.

De plus, un clivage générationnel dans le jeunisme ambiant, et plus particulièrement à gauche, sera toujours de nature normative. Dans l'imaginaire progressiste, nous avons là moins une distinction qu'une hiérarchisation. Les « ringards » s'opposent aux « déconstruits ». Pour le dire autrement, c'est à cause de la gauche « à l'ancienne » si la phrase « gauche à l'ancienne » (ou « vieille gauche ») paraît intrinsèquement péjorative. La sacralisation de la transgression (qui n'est autre chose qu'une désacralisation systématique des normes en place) mène au fait d'être transgressé à son tour. Le jeunisme et le

« La progression du Rassemblement national dans toutes les tranches de la population, même les plus rétives historiquement (cadres, retraités), demeure sans doute l'enseignement principal des six derniers mois »

fait de postuler que la jeunesse a toujours raison, surtout quand elle accable les générations d'avant, n'ont pas été inventés par le mouvement woke. Ce paradigme qui fait logiquement de la « ringardisation » un châtiment suprême s'est refermé sur ses créateurs. Ceux qui ont inventé le slogan « Papa pue » en 1968 reçoivent désormais au visage l'insulte « OK, Boomer ! ». L'annulation est au progressisme ce que la filiation est au conservatisme.

Si ce clivage générationnel est déjà bien visible dans l'électorat de Raphaël Glucksmann, il l'est d'autantage prononcé encore dans celui de Valérie Hayer. Selon le sondage du Cevipof, la liste « centrale » recueillerait 27 % chez les plus de 70 ans, contre seulement 8 % chez les 18-24 ans, soit une division par plus de trois. Comme pour Glucksmann, la pyramide des âges serait systématiquement décroissante : chaque catégorie fait un score plus élevé ou équivalent à celle d'en-dessous (27 % chez les plus de 70 ans, puis, 19 %, 12 %, 11 %, 11 %, et enfin 8 % chez les 18-24 ans), dessi-

nant là une possible marginalisation progressive du macronisme du paysage politique. Dans ces deux listes, plus la tranche d'âge augmente, plus le score augmente, ce qui est l'inverse de la structure du vote LFI.

On aperçoit dans ces deux campagnes une véritable difficulté à trouver les mots et les formules pour renouveler le discours européiste afin de le rendre audible chez les jeunes générations. Les deux partis qui à l'inverse récolteraient le plus de suffrages chez les 18-24 ans sont d'ailleurs traditionnellement eurosceptiques (LFI et RN). Mécaniquement, l'effondrement générationnel du centre, qui coïncide avec la résurgence des deux autres blocs, combiné à la prépondérance du thème migratoire et identitaire, semble induire un retour du clivage gauche-droite, bien qu'il faille évidemment rester prudent à ce stade.

Ce bloc central ne devance en effet désormais la liste Rassemblement national (mais là aussi, restons prudents) que sur deux petites catégories : les plus âgés parmi les plus âgés (70 ans et plus chez le Cevipof), et les plus riches parmi les plus âgés (les retraités CSP+ plutôt que les CSP-), ce qui témoigne de son rétrécissement sociologique spectaculaire. La progression du Rassemblement national dans toutes les tranches de la population, même les plus rétives historiquement (cadres, retraités), demeure sans doute l'enseignement principal des six derniers mois.

La catégorie des 18-25 ans ne fait pas exception à cette règle, même s'il faut garder à l'esprit une nouvelle fois qu'elle possède la sûreté de choix la plus faible de toutes les tranches d'âge (avec un taux de certitude de participation deux à trois fois inférieur à celui des retraités par exemple). Sur le sondage Ifop du 16 mai effectué sur plus de 1 500 de ces jeunes, le RN fait ici autour du double (32 %) dans cette tranche du résultat du second, LFI (17 %). Si l'on ajoute à cela les scores de la liste de Reconquête (2 %) et des Républicains (6,5 %) nous sommes à plus de 40 % des 18-24 ans qui se situeraient à la droite du bloc central.

S'il faudra bien évidemment attendre les élections européennes avant de tirer des conclusions trop importantes, surtout sur un électorat aussi abstentionniste et volatil, cela nous permet d'ores et déjà de relativiser le soutien putatif de cette tranche d'âge aux récentes manifestations et blocages sur les campus encouragés par La France insoumise. La polarisation de la jeunesse et l'effondrement du bloc central à venir cachent en réalité une droitisation importante et une recomposition politique en deux blocs plutôt que trois. ■

*Auteur de « Comprendre la révolution woke », (Gallimard, collection « Le Débat », 2023).



PIERRE VALENTIN

La polarisation de la jeunesse et l'effondrement du bloc central cachent en réalité une droitisation importante de l'électorat, analyse l'essayiste* à la lumière des dernières enquêtes d'opinion de l'Ifop et du Cevipof.

Que sont devenues la solidarité et la fraternité ?



LE BLOC-NOTES
Laurence de Charette

« L'avenir de la France n'est pas d'être un immense parc de loisirs. » C'était il y a vingt ans. Jean-Pierre Raffarin lâchait, pour défendre la nécessité du travail et de la production, une de ces formules d'inégale valeur prophétique qu'il affectionne. La France sort alors d'une vague de chaleur qui a fait plusieurs milliers de victimes, en majorité des personnes âgées, dont, torpéur estival aidant, on n'est pas bien certain d'avoir suffisamment pris soin... Une culpabilité larvée parcourt l'opinion, vaguement honteuse d'elle-même, et prompte à incriminer le ministre de la Santé Jean-François Mattei, dont la désinvolture – le ministre apparaît aux aoûtiers au « 20 Heures » de TF1 en polo à manchettes courtes, réfutant, à l'ombre des grands arbres, depuis sa maison de vacances dans le Var, tout manque d'anticipation – symbolise l'inaction du gouvernement.

Trottinant dans la verdure, des fiches pleines des ministres et leurs dates de vacances), Jean-Pierre Raffarin fait irruption quelques jours plus tard à son tour sur les écrans des Français au milieu d'une nuée de journalistes, depuis Combloux, aux portes du Mont-Blanc, pour mettre en scène la « bataille contre la chaleur » du gouvernement. Peine perdue : les tristes statistiques augmentent, l'opposition s'échauffe. Le gouvernement renoue la cravate et rentre à Paris. Les députés demandent une commission parlementaire... En septembre, le premier ministre partage ses « douleurs profondes », « ses regrets », et « sa colère » quant au sort des personnes âgées ; et à l'automne, il sort la botte : la prise en charge des aînés requiert plus de moyens financiers, le chef du gouvernement annonce la suppression du jour de repos traditionnel de la Pentecôte – qui a l'avantage de ne jamais tomber le week-end : « Je tiens à dire combien je compte sur le surcroît de fraternité dans la société française, par cette journée de la solidarité et de la fraternité, pour faire face au défi du vieillissement », déclare-t-il solennellement.

On sait, depuis, ce qu'il advint de cette « fraternité » - là... Rapidement les préavis de grève se multiplient, les syndicats s'indignent d'une telle augmentation de la durée du travail, et les pa-

trons eux doutent du gain en productivité qu'ils pourraient espérer de cette journée en apparence non chômée. Le résultat est édifiant : la « journée de solidarité » trouve la France coupée en deux : les grandes administrations, censées montrer l'exemple, ferment leur porte, tandis que les salariés du privé enfilent la blouse ! La capitulation est entérinée en 2008.

Le fiasco – un modèle du genre – tue dans l'œuf par anticipation toute nouvelle initiative de la même veine. Chacun fait la sourde oreille lorsque, à l'issue du confinement, l'Institut Montaigne suggère la suppression du jeûde de l'Ascension, cette fois pour compenser les pertes d'activité accumulées... Las, le financement et la gestion du vieillissement de la population donnent, aujourd'hui plus que jamais, des sueurs froides aux médecins et aux gestionnaires publics aussi peu orthodoxes soient-ils, et le défi de l'âge s'ouvre toujours devant nous, comme un impensé.

« La Pentecôte, qui fut, dans le passé, longtemps célébrée, comme Pâques, pendant plusieurs jours non travaillés, a semble-t-il encore quelque chose à livrer, au monde de la santé notamment »

Mais, malgré cette déconfiture, la Pentecôte, qui fut, dans le passé, longtemps célébrée, comme Pâques, pendant plusieurs jours non travaillés, a semble-t-il encore quelque chose à livrer, au monde de la santé notamment.

La tradition chrétienne célèbre la Pentecôte l'avènement de l'Esprit saint, qui vient en effet aux hommes comme des « langues de feu », et son effet est si vif que les témoins se demandent, note le texte, si les apôtres ne seraient pas pleins de vin doux.

La Pentecôte, qui met l'accent sur la dimension spirituelle de l'humanité, nous ramène ainsi à l'anthropologie. Les premiers chrétiens, déjà, voyaient l'homme en trois dimensions – le corps, l'âme, qui englobe les facultés psychiques, et l'esprit, qui ne désigne ici pas l'activité mentale mais l'ouverture au spirituel. Cette compréhension de la nature humaine est également, en réalité, la plus répandue à travers le monde, celle que portent la plupart des cultures

et des traditions – ce qui pourrait, en théorie, incliner à la réflexion.

Le regard des Pères du désert est particulièrement précieux en ce qu'il éclaire tout particulièrement les maux de notre époque, et notamment ce grand mal-être qui semble bien s'être emparé d'elle. Amputé d'une partie de lui-même, coupé de son intériorité, de cette fine pointe de l'âme – l'esprit – qui le relie à l'infini, l'homme moderne souffre de la douleur du membre fantôme : une part invisible, niée, de lui-même appelle ; et d'une certaine manière, la Pentecôte, que l'on soit croyant ou non (car beaucoup ne lient pas spiritualité et adhésion à une religion), est une invitation à lui répondre.

Les XIX^e et XX^e siècles ont connu, à travers Freud puis Jung, l'essor fabuleux de la psychologie, de la psychanalyse et de la psychiatrie, et exploré les richesses insoupçonnées de l'inconscient, mais la modernité matérialiste tend désormais à enfermer toute l'intériorité dans ses grands filets. Or les champs du « psy » ne sont pas ceux du spirituel, même s'ils forment ensemble, avec le terrain biologique, le vaste domaine de la personne. Le grand Maurice Zundel parlait de ces trois ordres comme d'une fusée à trois étages, trois « facultés de connaître » qui ensemble permettent d'appréhender le réel.

Comment soigner l'homme sans l'appréhender dans sa globalité ? Certes, on ne trouvera pas dans le champ spirituel de fournisseurs d'implants neuronaux pour « augmenter » le cerveau, mais une ouverture à la profondeur du monde, à cet « au-delà » qui s'offre ici et maintenant à celui qui aime, et, surtout, quelque chose de cette « fraternité », de cette matière sans laquelle – Jean-Pierre Raffarin n'avait donc pas vraiment tort – on ne prendra pas soin de son prochain.

Un caillou pas si lointain

Grille décoloniale absolutiste et racisme anti-Blancs, surgissement d'une violence inouïe, latente, mais ignorée des pouvoirs publics, gouvernement par la réaction plutôt que l'anticipation, gestion de la crise par le verbe présidentiel « sans limite de temps »... et positionnement du RN en force « réconciliatrice »... La Nouvelle-Calédonie a beau être située à plus de 17 000 kilomètres de Paris, elle en dit long sur les maux français. ■

Nous voulons la mort de l'impôt sur la mort



ÉRIC CIOTTI ET FRANÇOIS-XAVIER BELLAMY

L'impôt sur les successions et les donations est un impôt philosophiquement inacceptable, arguent le président des Républicains et la tête de liste LR aux élections européennes.

La démocratie parlementaire est née d'un impératif : le consentement du peuple à l'impôt et la gestion collective des recettes fiscales par ses représentants. Aujourd'hui, la gestion irresponsable des deniers publics est condamnée par un peuple qui n'oublie pas que l'argent de l'État n'est jamais que le sien. Dans ce contexte, le consentement à l'impôt ne cesse de se fissurer et exige une réponse forte.

Parmi la vaste gamme des impôts auxquels le génie fiscal français a pu donner naissance, nos concitoyens font la différence entre ceux qui leur semblent justifiés et ceux qui leur apparaissent confiscatoires dans leur principe même. Un très récent sondage Odoxa nous apprend ainsi que l'impôt le plus impopulaire est celui qui frappe les successions et les donations : 77 % des Français le considèrent comme injustifié et 84 % sont favorables à sa diminution, y compris ceux qui en sont exonérés.

Au terme d'une vie d'imposition, un patrimoine – imposé et taxé à chaque étape de sa constitution – se retrouve de nouveau frappé par la fiscalité du simple fait de sa transmission : ne pouvant se contenter de faire les poches des vivants, l'État s'autorise à faire les poches des morts !

L'impôt sur la mort est un impôt philosophiquement inacceptable, et nous l'assurons : nous voulons la mort de l'impôt sur la mort.

En France, cet impôt se distingue par sa lourdeur, avec – en ligne directe – un taux maximal de 45 % et un abattement fixé à seulement 100 000 euros, quand il est de 325 000 livres outre-Manche ou de 400 000 euros outre-Rhin. En Italie, l'abattement est fixé à 1 000 000 d'euros et le taux d'imposition n'est que de 4 %, tandis que de nombreux pays européens ont tout sim-

plement supprimé cet impôt, comme le Portugal, la Suède, l'Autriche ou la Norvège.

La France doit cesser d'être la championne des impôts impopulaires.

Avec la fixité des différents seuils, nos compatriotes sont de surcroît victimes d'une hausse masquée de leurs impôts, puisque l'inflation et l'augmentation de valeur de certains biens mènent nombre d'entre eux à devenir imposables sans s'être enrichis.

« Nous proposons d'aligner le régime fiscal des successions sur l'abattement le mieux disant en Europe, soit 1 000 000 €. Mais nous proposons également de supprimer les droits de donation en ligne directe, au bénéfice des enfants et des petits-enfants »

Nous proposons donc d'aligner le régime fiscal des successions sur l'abattement le mieux disant en Europe, soit 1 000 000 d'euros. Mais nous proposons également de supprimer les droits de donation en ligne directe, au bénéfice des enfants et des petits-enfants, car les Français ont le droit de transmettre librement à leurs descendants le fruit d'une vie de travail.

La réforme des droits de succession et de donation est aussi l'occasion de provoquer un mouvement favorable à l'investissement, en faisant circuler entre les générations l'épargne accumulée par la prévoyance de nos concitoyens (près de 6 000 milliards hors immobilier), et nous proposons de libérer totalement les donations destinées

à soutenir les nouvelles générations dans la création d'une entreprise ou sa reprise, ou dans la construction ou l'achat d'une résidence principale pour les primo-acquédants. Il ne s'agit pas d'une disposition sans précédent puisque, durant les Trente Glorieuses, les biens immobiliers neufs furent exemptés de droits de succession afin d'encourager la construction.

Nous proposons enfin que la transmission des entreprises soit totalement défisclisée, sur le modèle allemand, tant que les moyens de production restent au sein d'une même famille. Nous défendons ainsi l'esprit d'entreprise en assurant sa viabilité sur plusieurs générations.

L'État devrait certes renoncer à une importante source de recettes, mais encouragerait la création de nouvelles richesses, source de nouveaux revenus fiscaux, qui équilibreraient le coût de cette mesure. In fine, l'État serait riche d'avoir rendu la France plus riche, plutôt que d'être riche au prix de l'appauvrissement continu de contribuables pressurés.

Cette réforme est également une réforme d'avenir car elle l'anticipe, en prenant en compte la nouvelle donne démographique, marquée par l'allongement de l'espérance de vie, et qui repousse les héritages à des âges souvent avancés. Sans réforme, nous nous condamnons à une société immobile, percluse de conflits générationnels. Nous la refusons.

Nous voulons, au contraire, la construction d'une société de solidarité intergénérationnelle, où le patrimoine circule de manière fluide, dans l'intérêt non seulement de l'autonomie accrue des individus mais également dans l'intérêt de la richesse collective, et dans le respect des patrimoines librement bâtis au cours de toute une vie. ■

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95 %)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Charles Edelstenne
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président
Charles Edelstenne

Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Tremolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Économie),
Laurence de Charette
(pole audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gélle (International),

Anne Huet-Wuilleme (Édition,
Photo, Revision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littéraire), Bertrand de Saint-
Vincent (Culture, Télévision),
Yves Thérard (Enquêtes,
Opérations spéciales, Sports,
Sciences).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué
du pôle news
Bertrand Gie
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMÉDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Aurore Domont
Directeur, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy
92290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h ;
samedi de 9h à 13h au 01 70 31 70 70 Fax : 01 56 56 70 11.
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an – France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 529 €. Semaine : 45 €. Week-end
Prestige : 429 €. Week-end : 359 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allentignac. Taux de fibres recyclées : 100%.
Ce journal est imprimé sur du papier UPM® porteur de l'écocert européen
sous le numéro FSC® C011011. Écopolitique : 100% 0,002 kg/tonne de papier.



MARIE-FRANCE GARAUD

Éminence grise de la V^e République

«**R**ichelieu en jupon». Dans des années où la place des femmes était rarissime en politique et leur influence marginale, ce surnom avait été donné à Marie-France Garaud. Il lui allait comme un gant. Un gant de fer plus que de velours, tant cette femme au regard d'acier, au chignon impeccable et aux jugements intraitables était redoutée dans les années 1970, où, auprès de Georges Pompidou, puis de Jacques Chirac, elle faisait rimer influence avec puissance.

Rien ne disposait cette native de Poitiers à entrer en politique. Si ce n'est une coïncidence de calendrier. Marie-France Garaud est née le 6 mars 1934, un mois après qu'une manifestation parisienne donna l'impression de faire vaciller la III^e République. Inconsciemment, la faiblesse de ce régime parlementaire l'ancra dans la foi en des institutions solides, celles de la V^e gaullienne, au service d'une vision exi-

Guillaume Tabard

L'ex-conseillère de Georges Pompidou et de Jacques Chirac, et ancienne députée européenne, figure souverainiste admirée mais longtemps redoutée de la vie politique, est morte à l'âge de 90 ans.



De Richelieu, Marie-France Garaud (ici, en 1984) n'avait pas uniquement ce rôle de premier conseiller du roi, mais aussi le sens de l'histoire et de l'État.

Garaud, toujours, reste à Paris, pour mobiliser les élus et alimenter en informations les journalistes. Elle est précieuse, donc elle agace. À commencer par ces « barons » qui ne lui doivent rien et qu'elle néglige et méprise. Mais, tant que la fortune sourit à Chirac, nul n'ose s'en prendre à « Richelieu en jupon », ou plutôt en tailleur Chanel, qu'elle portait, tel un uniforme, avec une droiture physique, parfait reflet de sa raideur intellectuelle.

Mais la bascule intervient en 1979. La campagne de Jacques Chirac est un échec. Beaucoup, à droite, lui reprochent de s'être laissée enfermer dans une vision trop critique de l'Europe. L'heure de la curée a sonné. Et c'est Bernadette Chirac qui fixe elle-même l'ultimatum à son mari. Ce sera Marie-France Garaud ou elle. Ce sera elle. Le tandem Juillet-Garaud s'en va. Définitivement, cette fois. Avec Chirac, c'est une rupture personnelle, bien sûr. « Je le croyais du marbre dont on fait les statues ; il était de la faïence dont on fait les bidets », dira-t-elle de lui avec cette cruauté créative et assassine dont elle ne s'est jamais départie. Mais la rupture est aussi idéologique. Car ses basses œuvres étaient au service d'une grande idée : la France. De Richelieu, elle n'avait pas uniquement ce rôle de premier conseiller du roi, mais aussi ce sens de l'histoire et de l'État ; cette passion quasi charnelle de la grandeur et de l'indépendance de la France.

Marie-France Garaud garda jusqu'au bout ce regard désabusé sur un monde dont elle désespérait et ce jugement sévère sur de nouvelles générations politiques à ses yeux sans saveur et sans idées

Déçue par Chirac, allergique à Giscard, elle se lança donc elle-même, avec orgueil et naïveté, dans l'aventure présidentielle. Elle dut se contenter d'un modeste 1,33 %, une humiliation partagée avec un Michel Debré qu'elle aurait pourtant dû soutenir. Giscard et Mitterrand avaient, dit-on, aidé à sa campagne, pour affaiblir Chirac. La manoeuvre avait été à son tour instrumentalisée. Pour diriger sa campagne, elle avait fait appel au magistrat Pierre Arpaillange, rencontré au cabinet de Foyer et qui devint plus tard garde des Sceaux de François Mitterrand ; avec elle, les fidélités l'emportaient sur les étiquettes partisans.

Passionnément souverainiste, elle fut une des voix du non à Maastricht, aux côtés de Philippe Séguin, Charles Pasqua et Philippe de Villiers, élue députée européenne sur la liste de ces deux derniers, en 1999. À la tête de son Institut national de géopolitique, elle défendit dans les années 1990, proche en cela de Jean-Pierre Chevènement, une vision du monde hostile au « choc des civilisations » théorisée par George Bush. Elle s'opposa ainsi aux guerres contre l'Irak, la première comprise. Éloignée de la vie politique, elle continuait de recevoir, dans son appartement parisien du quai Anatole-France, des jeunes fascinés par sa personnalité et désireux de reprendre le flambeau souverainiste, à l'instar d'une Sarah Knafo, à son tour candidate aux européennes, qui voit en elle un modèle. Si elle fut frappée d'absences les dernières années de sa vie – elle fut portée disparue plusieurs jours dans les Deux-Sèvres, où elle était retirée –, elle garda jusqu'au bout ce regard désabusé sur un monde dont elle désespérait et ce jugement sévère sur de nouvelles générations politiques à ses yeux sans saveur et sans idées.

Marie-France Garaud était trop intransigente pour séduire, trop cérébrale pour réussir sur son nom, trop mordante pour garder des amitiés. Mais elle incarnait une exigence, avec elle-même, avec les autres, avec la politique, avec le monde, devenue trop rare et qui, pour cela, était précieuse. ■

Gallimard
présente



DISPONIBLE
ÉCOUTEZ
LIRE
EN LIVRE AUDIO

FRANÇOISE CHANDERNAGOR

de l'Académie Goncourt

L'Or des rivières

« Une merveille de livre qui nous parle d'un temps que les moins de 20 ans ne peuvent pas connaître. »

Franz-Olivier Giesbert, *Le Point*

« C'est un recueil de souvenirs d'enfance, la peinture d'un paradis perdu. Quand la mémoire la plus personnelle rejoint une joie universelle. »

Frédéric Beigbeder, *Radio Classique*

« Un récit aux teintes mordorées, où passé, présent et avenir se tiennent la main. »

Marie-Laure Delorme, *Paris Match*

« Dans *L'Or des rivières* Françoise Chandernagor célèbre une région souvent méconnue, méprisée, éloignée de tout, et nous fait voyager à travers les vallées creusoises, la beauté des rivières, des hameaux, des villages. »

Anne-Élisabeth Lemoine, *C à vous*

« Une langue toujours somptueuse, matinée de dérision. »

Simon Bantolilla, *Lire*

« Un récit personnel sensible et haut en couleur. »

Marie Rogatien, *Le Figaro Magazine*

nrf

LE FIGARO économie



DÉFICIT
LE FMI MET EN DOUTE
LA CRÉDIBILITÉ DES PRÉVISIONS
DE LA FRANCE **PAGE 22**

CLOUD
L'EUROPE DIVISÉE FACE
À L'OFFENSIVE DES BIG TECH SUR
SES DONNÉES SOUVERAINES **PAGE 25**



« TotalEnergies ne quittera pas la France »

Dans un entretien au «Figaro», Patrick Pouyanné, PDG du groupe, affirme étudier une double cotation à Paris et New York, mais revendique son ancrage français. **PAGES 20 ET 21**

> FOCUS MONDELEZ : 337 MILLIONS D'EUROS D'AMENDE

Mauvaise passe pour le groupe américain propriétaire de Lu, Milka, Oreo et Belin, qui vient de se voir infliger une amende de 337,5 millions d'euros par Bruxelles pour atteinte à la concurrence. Il est accusé par la Commission d'avoir empêché certains commerçants et grossistes européens de se fournir dans d'autres pays de l'Union européenne que le leur, à des tarifs moins chers. « Cela a permis à Mondelez de maintenir des prix élevés au détriment des consommateurs », a souligné jeudi la commissaire à la Concurrence Margrethe Vestager. Un sujet qui devrait probablement apporter de l'eau au moulin des distributeurs français, Leclerc en tête, dont certains se battent précisément pour avoir le droit de négocier le prix des produits vendus en France ailleurs que dans l'Hexagone. Mondelez a réagi en évoquant « des incidents isolés, intervenus dans le passé et dont la plupart avaient cessé bien avant l'enquête de la Commission ». Cette amende est la neuvième plus lourde infligée par l'UE pour pratiques anticoncurrentielles. **OLIVIA DÉTROYAT**

L'HISTOIRE

Avec 140 start-up, la femtech tricolore en plein essor

Bien développée aux États-Unis et au Royaume-Uni, la femtech progresse en France. Cette filière est organisée autour de l'ensemble des technologies, produits et services innovants dédiés à la santé des femmes (applications mobiles, logiciels, etc.). Selon le baromètre 2024 réalisé par l'association Femtech France, qui regroupe 75 entreprises du secteur, et le cabinet de conseil Wavestone, 140 start-up femtech tricolores étaient répertoriées au 30 avril dernier, soit 22% de plus qu'en 2023. La majorité d'entre elles (57%) sont centrées sur le domaine du bien-être, quand 43% sont spécialisées dans la santé, c'est-à-dire avec un produit ou un service s'inscrivant dans un parcours de soins. Parmi les 70 start-up interrogées, dont 60% ont vu le jour entre 2021 et 2023, 94% ont été cocrées par des femmes, et 33% comptent un professionnel de

santé dans l'équipe fondatrice. Celles-ci ont généré l'an dernier un chiffre d'affaires moyen cumulé de 42,8 millions d'euros alors qu'elles ne sont que 77% à disposer d'un produit sur le marché. Deux tiers d'entre elles prévoient un remboursement par l'Assurance-maladie. Depuis leur création, la médiane des levées de fonds de ces jeunes pousses est de 950 000 euros. Avec 13 millions d'euros, c'est le logiciel pour échographies Sonio qui a réalisé en 2023 la plus grosse levée de capitaux de la femtech dans l'Hexagone. Elle a d'ailleurs été, cette année, la première de ces entreprises nationales à avoir été rachetée par un industriel, le géant coréen Samsung. Un trio se distingue sur le marché français : Perifit et Fizimed, spécialisées dans les sondes de rééducation du périnée et les tire-laits, ainsi qu'Apricity, la clinique virtuelle de fertilité. Toutes trois sont déjà implantées à l'international. ■

CORINNE CAILLAUD

LA SÉANCE DU JEUDI 23 MAI 2024

CAC 40 8102,33 +0,13%	EUROSTOXX 50 5035,34 +0,20%
DOW JONES 39424,10 -0,62%	FOOTSE 8339,23 -0,37%
ONCED'OR 2315,00 (2301,10)	NASDAQ 18844,85 +0,75%
PÉTROLE (Brent) 81,570 (81,730)	NIKKEI 39103,22 +1,26%

le **PLUS**
du
FIGARO
ÉCO
INDUSTRIE
Antoine Fiévet prépare sa succession chez Bel **PAGE 24**

ACTIONNARIAT MANAGERS

**ON A DAVANTAGE ENVIE
DE S'INVESTIR
DANS UNE ENTREPRISE
QUAND C'EST UN PEU LA SIENNE**

Du CAC 40 aux licornes, les entreprises nous font confiance pour la gestion de leurs plans d'actionnariat et l'accompagnement individuel de leurs salariés en France et à l'étranger.

BANQUE TRANSATLANTIQUE

UN PONT VERS DE NOUVEAUX HORIZONS

ANTALICHO - Banque Transatlantique - RCS Paris 502 695 937.

Une assemblée générale sous tension pour le groupe pétrolier

Des militants écologistes devraient manifester pour perturber l'événement vendredi.

L'Assemblée générale (AG) des actionnaires de TotalEnergies se tient ce vendredi au siège de l'entreprise, à la Défense. Simple routine pour la plupart des grands groupes, elle se transforme chaque année en exercice de haute voltige pour la compagnie pétrolière et gazière. Les activistes de l'environnement s'y donnent généralement rendez-vous pour dénoncer la stratégie du groupe et ses investissements dans le pétrole. La préfecture de police de Paris a ainsi interdit toute manifestation « non déclarée » ce vendredi autour du siège de TotalEnergies. Entre « 300 et 600 » manifestants sont attendus, selon une source policière. Il y a un an, les tensions avaient été vives. Des manifestants avaient tenté de bloquer l'accès à la Salle Pleyel à Paris, où se tenait l'AG. Les provocations verbales s'étaient multipliées entre militants écologistes et actionnaires.

Tacle présidentiel

Cette année, l'AG aura une petite tonalité en plus : Patrick Pouyanné briguera un quatrième mandat de PDG, après que son conseil d'administration a refusé la demande de dissocation des fonctions de président et de directeur général déposé par un groupement d'actionnaires. Habitué à être sous le feu des critiques, Patrick Pouyanné a ouvert la boîte de Pandore fin avril en évoquant la possibilité d'une cotation à New York d'actions du groupe (et non plus de certificats de dépôt). Il n'en fallait pas davantage pour faire bondir le président de la République. Surtout à quelques jours de Choisir France, le grand raout imaginé par Emmanuel Macron pour inciter les entreprises étrangères à investir dans le pays. Le chef de l'État n'a pas apprécié d'apprendre la nouvelle par voie de presse. Le 29 avril, Maurice Lévy, emblématique patron de Publicis, était élevé à la dignité de grand officier de la Légion d'honneur devant un parterre de grands patrons, dont Patrick Pouyanné. « Après tout ce que j'ai fait pour vous », lui reproche alors le président.

Le deuxième tacle élyséen arrive par voie de presse, le 22 mai. « Total

n'a jamais eu à se plaindre d'être français quand il parlait sur ses marchés à l'export. Je suis convaincu qu'ils marqueront cet attachement et clarifieront ce qui relève de la rumeur, et pas d'autre chose, insiste Emmanuel Macron, dans une interview au magazine L'Express. La France accompagne ceux qui croient en la France, pas les autres. »

Dans un entretien au Figaro (lire ci-contre), Patrick Pouyanné défend sa position. À Paris, l'action de son groupe est moins valorisée que celle de sociétés comparables à New York. La décision du gouvernement d'exclure TotalEnergies du label Investissement socialement responsable (ISR) ne passe pas non plus pour le dirigeant. Pour autant, pas question de quitter la France. L'entreprise est un des poids lourds du CAC 40 avec ses 157 milliards d'euros de capitalisation boursière. L'année dernière, elle a engrangé un bénéfice record de près 20 milliards d'euros.

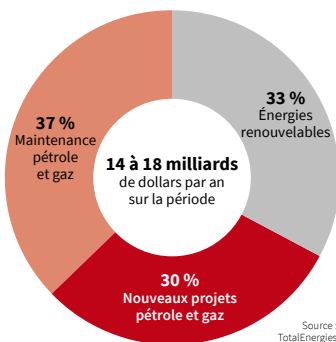
Un des défis du patron de TotalEnergies est d'expliquer encore et encore que, pour sortir des énergies fossiles, le monde a besoin de temps ; que son groupe a besoin des bénéfices dégagés par ses activités dans le gaz et le pétrole pour investir dans les énergies renouvelables. Une stratégie pragmatique mais qui ne passe pas auprès des défenseurs de l'environnement, convaincus que le temps presse. ■

E. B.

Des investissements encore dominés par les hydrocarbures

Répartition des objectifs de dépenses annuelles sur les 5 prochaines années, en %

Investissements dans les hydrocarbures



LE FIGARO. - Vous avez, encore, fait parler de vous en envisageant publiquement une cotation de votre groupe à New York. Cette hypothèse a été interprétée comme une forme de désaveu de la France et a beaucoup été commentée, y compris par le président de la République... PATRICK POUYANNÉ. - Laissez-moi clarifier les choses et remettre un peu d'ordre dans cette affaire émotionnelle : il n'y a pas de « sujet France » chez TotalEnergies. Il n'est pas question de quitter la France. Je n'ai jamais dit que

TotalEnergies quitterait la France, ni même la Bourse de Paris. On commente des rumeurs, des phrases que je n'ai jamais prononcées. C'est ici, en France, que TotalEnergies a son siège, qu'elle est cotée. Nous y avons 30 000 salariés. Nous y sommes très attachés. Nous y investissons. J'ai été décoré officier de la Légion d'honneur par le président de la République en personne, j'en ai été très fier, et à travers moi d'ailleurs, il a honoré l'ensemble de l'entreprise et de ses salariés et je l'en remercie.

La question qui se pose à nous est un pur sujet d'entreprise. C'est du business, pas de l'émotion. Le premier sujet, c'est que nous constatons un écart de valorisation important entre TotalEnergies et nos concurrents américains. Le groupe Chevron, comparable au nôtre en termes de taille et de résultats, vaut environ 1,6 fois plus que nous. Le deuxième sujet, dans le contexte de la transition énergétique, est qu'un groupe comme le nôtre attire de moins en moins d'investisseurs européens et de plus en plus d'investisseurs institutionnels américains, qui représentent aujourd'hui 47 % de notre actionnariat. Comment rendre TotalEnergies plus attractif encore sur ce marché américain qui valorise mieux les entreprises que le marché européen ? C'est la question sur laquelle le conseil d'administration a légitimement souhaité une analyse. Donc il ne s'agit absolument pas de quitter la France, comme j'ai pu le lire.

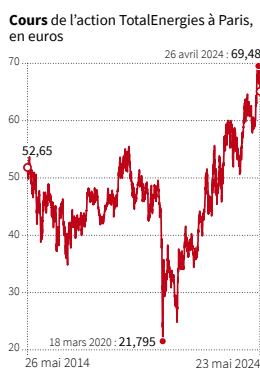
Mais vous étudiez bel et bien une cotation principale à New York ? Pardon, mais c'est une erreur de traduction. Un « primary listing » dans notre esprit, ce n'est pas une « cotation principale », c'est la cotation de l'action TotalEnergies, à New York comme à Paris. Aujourd'hui, nous sommes déjà cotés aux États-Unis sous la forme d'un certificat de dépôt (ADR), soumis à la réglementation boursière de la SEC (Securities and Exchange Commission, l'autorité de marché américaine) en tant que « foreign issuer » (« émetteur étranger »). À New York, cet instrument, moins liquide et moins attirant qu'une véritable action, représente 8 % des transactions alors que sa cotation oriente le prix de notre action à Paris. On constate chaque jour à 15 heures, à l'ouverture de la Bourse américaine, que notre cours à Paris s'ajuste sur celui de l'ADR à New York. Ce que nous cherchons à faire, c'est juste d'être capable d'offrir les actions TotalEnergies sur les marchés européens et américains en même temps, pour accroître la liquidité. À la réflexion, je dirai qu'il s'agit plutôt de « cross listing » (cotation parallèle, NDLR).

« Nous avons pris l'initiative depuis début 2023 de plafonner le prix des carburants à 1,99 euro le litre dans le pays. Aucune entreprise pétrolière au monde n'a pris de telle mesure »

La question sous-jacente de votre démarche, c'est de savoir si vous croyez en la France. Emmanuel Macron, dans un entretien à L'Express, le dit ainsi : « La France accompagne ceux qui croient en la France, pas les autres ». Je le dis et le répète : nous ne partons pas et n'avons jamais envisagé de partir. TotalEnergies est une entreprise française, centenaire cette année, et fière de l'être ! Au moins cet embrasement aura-t-il eu le mérite de montrer l'attachement des dirigeants du pays à TotalEnergies. Je note ces démonstrations d'affection avec d'autant plus d'intérêt que je n'ai pas toujours eu ce sentiment. Je me souviens en particulier que le gouvernement a réformé le label ISR (investissement socialement responsable) l'hiver dernier pour en exclure l'investissement en actions TotalEnergies, alors que j'avais expliqué

Les dix années de Patrick Pouyanné à la tête de l'énergéticien

Le géant français atteint des sommets en bourse



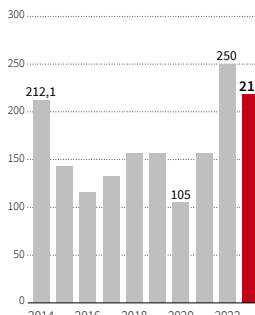
Une valorisation boursière de 157 milliards d'euros

Capitalisation boursière, en milliards d'euros



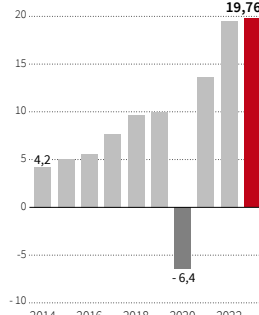
218 milliards d'euros de chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires, en milliards d'euros



Des bénéfices records en 2023

Résultats nets part du groupe, en milliards d'euros



Infographie LE FIGARO

Patrick Pouyanné, PDG de TotalEnergies, lors d'un entretien, mercredi, avec *Le Figaro*. FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

sais pas comment on abandonne le système énergétique actuel sans avoir d'abord construit celui, décarboné, de demain. C'est la question centrale : est-ce qu'on accompagne les entreprises qui changent et font la transition comme TotalEnergies, ou est-ce qu'on favorise le dogme antifossile ? Dans le cas du label ISR, c'est ce dogme qui a prévalu. Peut-être faudrait-il plus de nuance pour réussir la transition tous ensemble ?

Pour notre part, malgré la hausse du prix des hydrocarbures, nous n'avons pas varié dans notre stratégie de transition, contrairement à nos concurrents qui ont abaissé leurs engagements. Nous avons en fait accéléré en 2023. Elle est claire, et elle porte des résultats, y compris en France où nous dépassons ce mois-ci 2 GW de capacités renouvelables et investissons en 2024 dans le pays plus de 1 milliard d'euros dans les énergies bas carbone. Mieux, nous prouvons que le modèle fonctionne, au-delà même de nos espérances : en cinq ans, nous avons créé un secteur électrique significatif et surtout rentable. C'est là-dessus que je veux que l'on soit jugé. Pas sur des procès d'intention.

Vous faites l'objet d'une nouvelle plainte pour homicide involontaire déposée cette semaine par des ONG et des victimes d'événements climatiques. Comment réagissez-vous ?

Je ne commenterai pas une plainte que nous n'avons pas encore reçue. Je crois en l'État de droit. Une guérilla judiciaire est menée contre l'entreprise. Malheureusement, je ne suis pas surpris, nous servons de produit d'appel : beaucoup de gens s'intéressent à nous pour faire parler d'eux.

En assemblée générale ce vendredi, vous devriez être reconduit pour un quatrième mandat de PDG, alors que certains investisseurs ont demandé une dissociation des fonctions. Pour mener la même stratégie ?

Le conseil d'administration m'a demandé si je voulais continuer. J'ai répondu au conseil que tant que je suis utile, la réponse sera oui. Le conseil d'administration m'a dit : « On ne change pas une équipe qui gagne ! L'entreprise déroule sa stratégie de transition et elle est en bonne santé, pourquoi faudrait-il changer ? » Donc oui, je vais continuer à mettre en œuvre la stratégie de l'entreprise. Nous avons démontré que l'électricité renouvelable peut être rentable et déployée à grande échelle. TotalEnergies fête ses 100 ans cette année et, en cent ans, la compagnie n'a eu que neuf patrons. La continuité est une force managériale. L'énergie, c'est l'industrie du temps long par excellence.



Malgré la hausse du prix des hydrocarbures, nous n'avons pas varié dans notre stratégie de transition, contrairement à nos concurrents qui ont abaissé leurs engagements.



Quant à la dissociation des fonctions de président et de directeur général, TotalEnergies n'est pas dogmatique. Tout dépend du moment, du contexte et des personnes. Dans notre histoire, ces vingt dernières années, on a dissocié et on a réuni au rythme de la vie de l'entreprise. Ce que je peux vous dire c'est que, le jour venu, mon successeur viendra de l'interne, car l'entreprise regorge de talents.

À quelques jours du sommet Chose France, un moment de promotion de l'attractivité de la France, peut-être avez-vous mal choisi votre moment pour parler de cette idée de cotation à New York ?

Était-ce le bon moment, vous croyez, d'être convoqué par le Sénat à une commission d'enquête ? Cela dit, finalement cette commission est un bienfait, vous voyez, je prends les choses positivement ! Elle nous a donné l'occasion d'exposer en profondeur notre stratégie. Quant au sommet Chose France, cela a été une grande réussite avec un grand nombre d'investisseurs internationaux qui ont engagé des montants records dans notre pays.

Cela s'inscrit cependant dans un contexte d'anxiété de l'Europe, qui redoute un décrochage face aux États-

Unis. Comment combler ce fossé qui s'est créé ?

Si la question de notre cotation parallèle à New York sert de réveil à l'Europe, alors tant mieux ! Du point de vue géopolitique, l'Europe est aujourd'hui un continent qui fait face à la guerre et cela crée un risque européen spécifique pour les investisseurs. Du point de vue de l'économie, l'Europe est importatrice d'énergie. Elle a eu l'illusion de ne pas l'être avec le gaz russe, avant de réaliser que celui-ci n'était pas européen. Cela dit, avec le nucléaire, la France est dans une situation différente de certains de ses voisins. L'Allemagne, pour ne pas la citer, fait face à un vrai choc, avec un prix du gaz à 50 euros, quand il est à 10 euros aux États-Unis.

Il faut lire le rapport Letta (*rapport rendu par Enrico Letta, ancien président du Conseil italien, sur l'approfondissement du marché unique*) et aller vers une véritable Europe de l'énergie. Ce n'est pas avec 27 politiques différentes, une par État, que l'on va relever le défi de la compétitivité de l'énergie. L'Union, c'est le moyen d'optimiser réellement ensemble nos investissements pour la transition énergétique et baisser le coût de l'énergie. La transition énergétique implique la planification d'énormes investissements, l'échelle doit être européenne. Travaillons et planifions ensemble !

Une réglementation européenne commune serait nécessaire ?

Il ne faut pas que des règles, des normes et des interdictions. L'Europe fonde sa politique énergétique sur l'évolution de la demande, les États-Unis sur celle de l'offre. Je pense que les incitations doivent porter sur les deux en même temps, pour qu'elles évoluent de concert. L'abandon du pétrole du jour au lendemain ne se fera pas. L'évolution doit être graduelle, les consommateurs doivent être accompagnés, car ils ne peuvent pas consacrer 10 000 euros de plus à l'achat d'une voiture électrique, 10 000 euros à l'isolation de leur logement et 10 000 euros pour changer leur chaudière à gaz...

Cela signifie que nous manquerons les objectifs ? ... Et qu'il vaut mieux se préparer au réchauffement ?

Quand Christophe Béchu, le ministre de la Transition écologique, dit qu'il



F. BOUCHON/LE FIGARO

La transition énergétique implique la planification d'énormes investissements, l'échelle doit être européenne. Travaillons et planifions ensemble !



faut regarder ce que serait la France avec 4 degrés de plus, il fait preuve de courage en ouvrant le débat. Tout le monde constate que la société n'évolue pas au rythme auquel elle devrait évoluer pour contenir le réchauffement climatique à 1,5 degré. Les efforts collectifs doivent donc se poursuivre dans des domaines qui ne sont pas du ressort de TotalEnergies comme le bâtiment, les équipements, les réseaux et les infrastructures. Mais nous pouvons et devons y contribuer. Se préparer à l'adaptation à un monde qui change ne signifie pas que l'on a renoncé à nos ambitions climatiques. Planifier et anticiper ces choses-là, c'est être responsable. Il ne faut pas être manichéen.

Le développement des énergies renouvelables est-il plus compliqué en France ?

La France est un pays très densément peuplé, il y a donc un sujet d'espace. Au Texas ou en Inde, c'est facile, il y a de la place. En Inde, nous construisons une centrale solaire et éolienne de 500 km², d'une puissance installée de 30 gigawatts, soit 7 à 8 réacteurs nucléaires. Cela représente 20 milliards d'investissements sur cinq ans, que nous réalisons avec notre partenaire Adani. Cette centrale, dans le désert du Kutch (une région aride à l'ouest du pays) est une très belle contribution pour la transition énergétique de l'Inde, car elle contribue à faire sortir le pays du charbon.

L'efficacité économique des énergies renouvelables dépend de ces grands parcs. L'Europe n'a pas de grands espaces disponibles, l'accès au foncier est plus contrôlé. On construit des centrales de 50 mégawatts, mais à ce niveau, c'est des petits watts ! (*Rires.*) L'éolien en mer répond à cette préoccupation, même si, en étant plus loin des côtes, il est aussi plus cher.

Les carburants alternatifs (SAF) pour l'aérien et le maritime ont-ils un avenir ?

Les SAF, destinés à l'aérien, bénéficient d'un cadre clair. Les compagnies aériennes adhèrent au principe des biocarburants, mais pas nécessairement à la hausse de prix induite. Or, les clients de l'aérien sont globalement plus aisés que ceux qui ont besoin de faire le plein de leur voiture tous les jours pour aller travailler. La solution est une hausse graduelle de la part de carburant renouvelable incorporée dans le kérosène, avec une hausse graduelle du prix. TotalEnergies veut être un grand acteur du secteur, nous visons une part de marché mondiale de 5 %. C'est aussi un moyen de faire la transition industrielle de nos raffineries, comme celle de Grandpuits et de la Mède, en bioraffinerie. Dans le transport maritime, nous faisons face au concours Lépine des solutions : ammoniac, méthanol, hydrogène, e-fuel... Il faut qu'ensemble avec l'industrie maritime nous définissions un standard, car on ne pourra pas tout développer en même temps. Car dans ces secteurs, à la fin du jour, c'est le client qui paye la hausse du prix des carburants liés la transition énergétique.

Produire de l'hydrogène au Maghreb et l'exporter en Europe serait une solution ?

Je crois en l'intégration de l'Afrique du Nord, avec des grandes fermes solaires et éoliennes au Maroc relié à l'Europe par des câbles électriques. Nous participons à un projet de la sorte au Maroc pour alimenter en électricité le Royaume-Uni. Je pense que ce type de liaison électrique arrivera dans le futur probablement avant les projets de gazoducs d'hydrogène vert, sujet que TotalEnergies regarde aussi de près. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR BERTILLE BAYART, ELSA BEMBARON ET CÉCILE CROUZEL

Dis maman, tu sais comment faire pour trouver un stage ?

Parce que maintenant en seconde, on a aussi 2 semaines de stage à faire entre le 17 et le 28 juin.

DIRIGEANTS DE PME,
ACCUEILLES VOS SALARIÉS DE DEMAIN, PRENEZ-LES EN STAGE !

Infos stages sur [CPME.fr](https://cpme.fr)

cpme
CONFÉDÉRATION DES PME

LE RÉSEAU PRÉFÉRÉ DES ENTREPRENEURS

Energies

aux pouvoirs publics la progression de l'actionnariat américain. Quel est le message que la France a envoyé ce jour-là en arbitrant pour le dogme antifossile ? Que la stratégie de transition de TotalEnergies n'était pas pertinente malgré les 4 à 5 milliards que nous investissons dans la transition. On m'a expliqué que ce n'était pas grave, que les fonds ISR ne pesaient que 1,3 % dans notre capital. Mais ce signal a conforté la tendance de certains actionnaires qui désinvestissent.

Être français est un atout pour TotalEnergies à l'international, où vous pouvez vous appuyer sur la diplomatie nationale. Le reproche implicite, c'est peut-être celui de l'ingratitude. D'autant que l'exécutif a aussi plutôt préservé le groupe dans le débat sur la taxation des superprofits au moment de la crise énergétique...

TotalEnergies est largement autonome pour se développer à l'international grâce à la qualité de ses propres équipes. Ce que je constate, c'est que les gouvernements successifs nous demandent souvent d'être une locomotive à l'export et d'emmener des entreprises françaises avec nous ; et nous sommes heureux et fiers de contribuer à l'expansion et à l'image de la France. Par exemple, la semaine dernière au Nigeria, je me suis enquis des secteurs qui pourraient intéresser les entreprises françaises, comme l'agroalimentaire.

Quant aux débats que vous évoquez, laissez-moi rappeler combien TotalEnergies est contributif en France. Nous avons pris l'initiative depuis début 2023 de plafonner le prix des carburants à 1,99 euro le litre dans le pays. Aucune entreprise pétrolière au monde n'a pris de telle mesure. Les Français ont plébiscité cette mesure, tout comme les politiciens, d'ailleurs. Et c'est un tel succès que nous n'envisageons pas de revenir dessus. Nous partageons ainsi nos profits avec les consommateurs français. Nous avons agi et les Français le savent. Eux n'ont pas de doute sur nos contributions au territoire et notre attachement au pays.

Agissez-vous suffisamment pour la transition énergétique ?

Vous savez, dans le monde anglo-saxon, TotalEnergies est reconnu pour en faire beaucoup plus dans la transition énergétique que ses concurrents. Oui, nous assumons produire, en même temps, des hydrocarbures, l'énergie d'aujourd'hui, et des renouvelables, l'énergie décarbonée indispensable. Mais c'est parce que TotalEnergies gagne de l'argent dans le pétrole et le gaz que nous pouvons investir dans les renouvelables beaucoup plus que les autres. Je ne suis pas magicien, je ne

Le FMI presse Paris d'identifier les réformes qui redresseraient les finances publiques

Anne de Guigné

À politique inchangée, le fonds estime que le déficit public atteindra toujours 4,5 % du PIB en 2027.

Après une longue séquence régalienne autour de la Nouvelle-Calédonie, les finances publiques s'approprient à faire leur retour en une de l'actualité avec le verdict, dans dix jours, de l'agence Standard & Poor's sur la solidité de la dette souveraine française. En attendant cette échéance, le Fonds monétaire international (FMI) s'est permis une petite piqûre de rappel au gouvernement. Dans son rapport annuel consacré à la France, baptisé « article 4 », l'institution s'inquiète de la trajectoire budgétaire hexagonale. En 2023, Paris affichait en effet des comptes parmi les plus dégradés de l'Union européenne, avec un déficit à 5,5 % du produit intérieur brut (PIB) et une dette de 110,6 %.

Dans un scénario à politique inchangée, qui intègre donc uniquement « des mesures adoptées et clairement documentées, les services du FMI prévoient que le déficit public restera élevé à 5,3 % du PIB en 2024 et diminuera légèrement à 4,5 % en 2027 », écrivent les experts du fonds. Ces derniers se démarquent ainsi nettement de la trajectoire bien plus optimiste envoyée par Paris à Bruxelles. Celle-ci prévoit des déficits de 5,1 % en 2024 et 2,9 % en 2027, juste dans les clous du pacte de stabilité européen. L'essentiel des efforts étant concentrés sur une année, entre 2024 et 2025, avec une réduction du déficit de 1 point, de 5,1 % à 4,1 %.

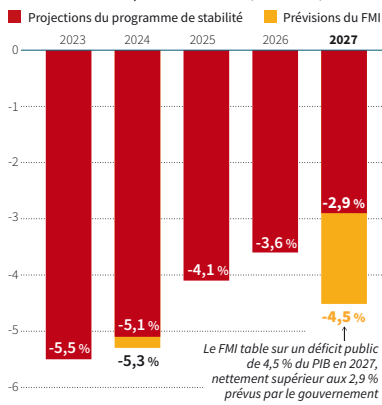
Bruno Le Maire a fermement défendu les hypothèses de Bercy. « Nous ferons tout ce qui est nécessaire pour revenir sous les 3 % de déficit public avant 2027 », a-t-il martelé encore ce jeudi, en réaction à la communication du FMI. Le fonds explique le hiatus entre les deux prévisions par le fait « que les principales mesures de revues et d'économies en dépenses qui sous-tendent l'ajustement prévu restent à identifier ». Le gouvernement a en effet largement communiqué sur sa volonté d'assainir les comptes, mais les voies de ce redressement restent brumeuses.

L'exécutif s'est avancé sur un nouveau train de réduction de 10 milliards de dépenses pour le budget 2024, après les 10 milliards déjà annoncés en janvier. Pour tenir l'objectif d'un déficit 2025 à 4,1 %, après 5,1 % en 2024, jusqu'à 20 milliards d'économies sont encore prévues. Des rabots de crédits mi-

Le Fonds monétaire international juge la France trop optimiste ...

... sur le déficit public

Prévisions du solde public en % du PIB, en France, en %



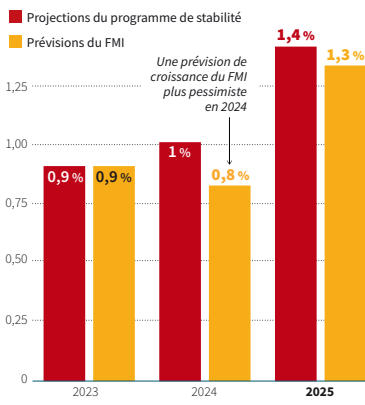
Sources : FMI / Programme de stabilité 2024-2027

nistériels doivent assurer l'essentiel des économies pour l'année 2024 (lire encadré ci-dessous). En parallèle, des revues de dépenses publiques ont été lancées afin d'identifier les leviers de réformes possibles pour le budget 2025.

Aucune solution n'étant indolore, l'exécutif s'est bien gardé de communiquer sur les pistes d'économies privilégiées en amont des élections européennes. D'où ces interrogations sur sa réelle volonté de s'attaquer à ce dossier explo-

... sur la croissance

Prévisions de croissance du PIB de la France en %



penses préventives plutôt que curatives, et beaucoup baissé les impôts. »

« Il est essentiel d'identifier un large paquet de mesures pour redresser les finances publiques, assure ainsi de son côté Manuela Goretti, chef de la mission du FMI pour la France. Nous comprenons que le gouvernement prépare des mesures pour améliorer la productivité, ce qui aurait un impact direct sur le déficit, mais la plupart de ces mesures sont encore inconnues. »

Des mesures supplémentaires

Le FMI ne remet donc pas en cause sur le fond la stratégie de la France. Il applaudit au contraire des deux mains le projet d'assainissement des comptes, mais demande à Paris davantage de lisibilité et d'allant. L'institution suggère ainsi à la France de s'atteler à la tâche dès cette année. Selon ses calculs, des mesures supplémentaires d'environ 0,4 % du PIB, soit environ 10 milliards d'euros, seraient nécessaires pour ramener le déficit à 4,9 % cette année. « Cela contribuerait à améliorer la dynamique de la dette tout en lissant l'ajustement au cours des années suivantes, atténuant le potentiel effet négatif sur l'économie », avancent les experts.

Bercy répond à ces prévisions que les calculs du FMI ne prennent justement pas en compte les derniers 10 milliards d'économies annoncées pour 2024. « Quand je vois les articles sur le rapport du FMI, je me demande si le rapport a été vraiment lu. Ce rapport valide intégralement la stratégie des finances publiques du gouvernement français », s'est même agacé Bruno Le Maire. Certes, le FMI affiche des prévisions macroéconomiques plutôt proches de celles du gouvernement, avec une croissance 2024 attendue à 0,8 % versus 1 % pour Bercy, et valide les objectifs des réformes autour du redressement de la productivité.

Le FMI estime aussi, comme Bercy, qu'il ne faut pas nécessairement choisir entre économies et croissance. « L'amélioration des conditions financières, parallèlement à l'assouplissement de la politique monétaire, peut également contribuer à atténuer l'impact récessif du resserrement budgétaire », écrivent ainsi ses experts. Le fonds ne peut toutefois se contenter de parler sur le pouvoir performatif du discours politique et attend pour « valider intégralement la stratégie » de Bercy de jauger du contenu des réformes promises. ■

La vague réponse de Bercy sur les 10 milliards d'économies

Le plan d'économies de 10 milliards, pourtant décrété fin février et censé réduire le déficit dès cette année, conserve sa part de mystère. Lors des annonces, la députée LR et membre de la commission des finances Véronique Louwagie avait demandé les détails « la ventilation par actions », en bon jargon - de ce plan à Bruno Le Maire et à son ministre délégué aux Comptes publics, Thomas Cazenave, qui lui avait promis de les communiquer « fin mars ». Ne voyant pas venir ces éléments, l'opiniâtre députée a écrit au ministre délégué. Il lui a certes fourni une réponse mi-avril, mais la députée la juge « non satisfaisante ». Dans cette

lettre, que Le Figaro a pu consulter, Thomas Cazenave donne bien les détails des économies concernant le périmètre de Bercy, soit environ 1,9 milliard d'euros. On y apprend ainsi, par exemple, que le plan France très haut débit sera amputé 116 millions, l'aide publique au développement de 200 millions, l'agence spatiale européenne de 94 millions. Il prévoit aussi 800 millions de moins de charge de la dette grâce à la baisse des taux. Ainsi que de nombreuses annulations de réserves de précaution. Mais, pour le reste du plan, le ministre renvoie à ses collègues. Chacun « demeure responsable de ses programmes et de la priorisation de ses dépenses

au sein des crédits disponibles et pourra détailler les décisions prises sur chacune de ses lignes budgétaires ». En clair, même s'il s'assure « de la soutenabilité de chaque programme budgétaire », Bercy ne détaillera pas l'ensemble des « décisions prises » pour réaliser son premier plan d'économies. Pour le deuxième plan de 10 milliards, le ministre avait clairement annoncé dès le départ que les 5 milliards d'efforts supplémentaires demandés aux ministères seraient le fruit d'un « pilotage fin ». C'est-à-dire au fil de l'eau, des dépenses dont l'ensemble des effets ne sera donc pas connu avant la fin de l'année. J. R. P.

Les salaires augmentent deux fois plus que l'inflation en Europe

Florentin Collomp

Les salariés rattrapent le pouvoir d'achat perdu. La BCE surveille, par crainte d'effets de « second tour » de l'inflation.

Les augmentations collectives de salaires ont bondi de 4,7 % au premier trimestre en moyenne dans la zone euro, selon un indice publié jeudi par la Banque centrale européenne (BCE). C'est plus qu'attendu et un peu plus qu'au quatrième trimestre 2022 (4,5 %). Une bonne nouvelle pour les salariés : ils rattrapent enfin une partie du pouvoir d'achat perdu pendant les deux ans de crise inflationniste. La hausse des salaires atteint désormais deux fois celle des prix, stabilisée à 2,4 % en moyenne dans la zone euro en avril.

Cette moyenne à travers la zone euro est clairement tirée à la hausse par les fortes augmentations négociées par les salariés allemands, qui atteignent 6,2 % au premier trimestre selon le chiffre publié mercredi par la Bundesbank. La hausse des salaires a été particulièrement notable en mars outre-Rhin, à 12 % sur un an, en incluant les primes exceptionnelles. Ailleurs, l'évolution est moins marquée. En France, l'indice des salaires de base mensuels a augmenté de façon beaucoup plus modérée, à 3,3 % au premier trimestre, selon la Dares (ministère du Travail). Et l'évolution des salaires négociés, relevée par la Banque de France, est restée cantonnée à 3,5 %.

Ce rattrapage sur le manque à gagner cumulé de l'inflation devrait continuer à s'étaler jusqu'à la fin 2025, date à laquelle il serait comblé, selon la BCE. Traditionnellement, après un choc inflationniste comme celui que nous venons de vivre, les salaires récupèrent progressivement la perte de pouvoir d'achat sur plusieurs années. Un processus normal.

Reste que cette statistique était attendue depuis des mois par les dirigeants de la BCE pour décider de l'évolution de sa politique monétaire. Si elle n'a pas encore baissé ses taux, alors que l'inflation poursuit sa dérive régulière depuis des mois, c'est, nous dit-elle, en attendant de vérifier l'évolution des rémunérations cette année. Il s'agit d'écarter le risque d'effets dits « de second tour » de l'inflation, par les salaires, qui pourraient entraîner les prix à la hausse à nouveau, si les entreprises répercutaient la hausse du coût du travail dans leurs tarifs. L'orientation à la hausse de ce facteur au premier trimestre a donc de quoi nourrir la prudence de la BCE. Celle-ci estime normal un rattrapage salarial de 3 %, dans un contexte d'inflation stabilisée autour de 2 %, le différentiel prenant en compte les gains de productivité. On en est donc encore loin.

Le vice-président de la BCE, Luis de Guindos, citait l'évolution des salaires comme l'une des « incertitudes majeures » pesant encore sur la normalisation de la politique monétaire, dans une interview publiée jeudi par un journal autrichien. De son côté, le gouverneur de la Bundesbank, Joachim Nagel, appelait la veille à ne « pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué », en référence à l'inflation. Cela ne devrait cependant pas remettre en cause la première baisse de taux de la BCE, à l'issue de la réunion de ses gouverneurs le

6 juin, officiellement confirmée par de nombreuses voix. Son taux de dépôt culmine à son record historique de 4 % depuis septembre 2023. Une baisse confirmée, « sauf surprise », par François Villeroy de Galhau, le gouverneur de la Banque de France.

« Le processus de désinflation reste sur la bonne voie »

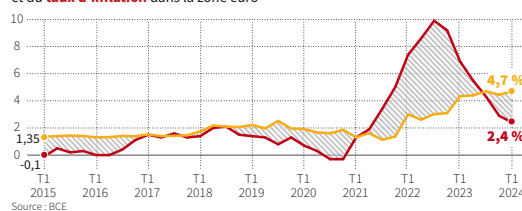
La bonne tenue des salaires pourrait en revanche modérer le rythme futur de la baisse des taux. Après une modeste diminution d'un quart de point

en juin, les taux directeurs pourraient donc rester ensuite stables jusqu'à la rentrée au moins. Si les marchés maintiennent à 90 % la probabilité d'une baisse de taux le 6 juin, ils sont à peine 15 % à croire à une seconde réduction dans la foulée en juillet. Comme outre-Atlantique, où le scénario d'une forte baisse des taux de la Fed cette année s'est enrayé en raison de la bonne résistance de l'économie et d'une inflation persistante, le desserrement des conditions financières pourrait donc se faire attendre plus que prévu en Europe aussi. Si la BCE poursuit son chemin avec trois baisses à l'automne, son taux de dépôt resterait encore à 3 % à la fin de l'année.

Un début de reprise de l'activité économique dans la zone euro, indiqué par l'indice avancé d'activité PMI de mai, notamment dans les services, contribue à modérer les attentes d'un desserrement monétaire rapide. Pour autant, contrairement aux États-Unis, « le processus de désinflation reste sur la bonne voie, et les inquiétudes d'une spirale salaires-prix sont déplacées », rassure Frederik Ducroz, responsable de la recherche économique à la banque Pictet. ■

Les salariés rattrapent le pouvoir d'achat perdu

Évolution de l'indice de l'augmentation des salaires et du taux d'inflation dans la zone euro



Restée française, la pépite Exosens est en route pour la Bourse

Véronique Guillermand

L'ex-Photonis, qui a failli devenir américain, veut lever 180 millions d'euros.

Financer la croissance, réaliser de nouvelles acquisitions et accélérer l'innovation. À cet effet, Exosens (ex-Photonis) se prépare à entrer en Bourse d'ici à la mi-juin, afin de lever 180 millions d'euros. Cette pépite technologique française, leader mondial des technologies d'amplification de la lumière, de la détection et de l'imagerie, a annoncé, ce jeudi, avoir obtenu le feu vert de l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour s'introduire sur le marché Euronext à Paris.

À cette occasion, HLD, holding d'investissements industriels européen fondé par Jean-Bernard Lafonta, (4 milliards d'actifs sous gestion), propriétaire d'Exosens à hauteur de 95 % environ, vendra une partie de ses actions. «HLD, qui est un investisseur de long terme, conservera la majorité du capital d'Exosens, car nous sommes là pour encore longtemps, afin d'accompagner son développement», souligne Jean-Hubert Vial, associé chez HLD. De son côté, Bpifrance Participations s'est engagé à souscrire à l'augmentation de capital à hauteur de 4,5 %.

De quoi faire coup double : donner de nouveaux moyens à Exosens et accueillir un nouvel actionnaire français de long terme, aux côtés de nouveaux investisseurs européens et internatio-

naux. Car les technologies de vision nocturne de la société sont stratégiques pour les armées, notamment les forces spéciales. La mise en vente de la société par son ancien propriétaire, le fonds Ardian, en 2020, avait provoqué des remous. Le seul repreneur était en effet le groupe américain Teledyne. Bercy avait dû monter au créneau et bloquer la vente, après avoir tenté, en vain, de convaincre Safran et Thales, co-actionnaire de Lynred, concurrent de l'ex-Photonis, de reprendre la société. C'est finalement HLD qui avait joué les chevaliers blancs et donné à l'entreprise les moyens humains (renforcement du comité exécutif) et financiers de se développer.

Depuis, la société, rebaptisée «Exosens» en 2023, a accéléré et s'est diversifiée, entrant sur les marchés des sciences de la vie, du contrôle industriel et du nucléaire. Cela grâce à quatre acquisitions, réalisées en trois ans, avec la reprise de la pépite belge Xenics, spé-

« Cette année, nous visons une croissance de 30 % de nos ventes, grâce à une nouvelle acquisition, et un Ebitda d'au moins 115 millions »

Jérôme Cerisier PDG d'Exosens



Les technologies de vision nocturne d'Exosens sont stratégiques pour les armées, notamment les forces spéciales.

cialiste des capteurs et caméras infrarouges, de l'allemand ProxiVision (détection ultraviolette), du canadien Telops (caméras hyperspectrales et infrarouges) et de l'israélien El-Mul (détecteurs d'électrons et d'ions).

Entre 2019 et 2023, le chiffre d'affaires d'Exosens a doublé, à 319 millions, tandis que sa rentabilité (Ebitda) s'est envolée, à 92,2 millions contre 47,5 millions. « Cette année, nous visons une croissance de 30 % de nos ventes (+15 % à 20 % à périmètre constant), grâce à une nouvelle acquisition, et un Ebitda d'au moins 115 millions », précise Jérôme Cerisier, PDG d'Exosens. L'entreprise doit annoncer dans les prochains jours le rachat d'une entreprise positionnée sur le marché du nucléaire. D'ici à 2027, Exosens vise un nouveau doublement de ses ventes.

« Exosens est positionnée sur des marchés en forte croissance, elle détient un savoir-faire différenciant et est leader

dans son domaine avec de fortes barrières technologiques à l'entrée : nous sommes très confiants dans ses perspectives d'avenir », développe Jean-Hubert Vial. Les technologies et composants développés par la PME (1600 salariés, 10 sites dans le monde) couvrent « l'ensemble du spectre de la lumière et des particules », précise Jérôme Cerisier. « Notre métier, c'est de rendre visible l'invisible (infrarouge, ultraviolet, rayons gamma, etc.), en développant des solutions uniques pour chaque client », ajoute-t-il.

D'ici à 2027, « nous avons pour objectif d'équilibrer notre portefeuille d'activités entre l'amplification de la lumière, qui répond aux besoins de la défense, et la détection-imagerie, qui s'adresse aux clients industriels et commerciaux », explique le PDG. Pour l'heure, la défense représente encore 66 % du chiffre d'affaires. Cette activité est portée par la forte hausse des budgets militai-

res dans le monde : elle a crû de 25 % à 30 % par an depuis 2021. Exosens, qui exporte 92 % de sa production, s'est organisée pour produire plus et plus vite. « Nous avons investi dans de nouvelles capacités et, en 2023, la production a augmenté de 60 % par rapport à 2021. Nos produits sont compliqués à produire mais se fabriquent dans des cycles courts : nous avons pu réagir vite », explique Jérôme Cerisier.

Parallèlement, Exosens a accéléré sur les marchés civils, où elle déploie une offre variée, de la détection aéroportée de fuite de méthane sur des pipelines aux composants spéciaux destinés aux microscopes électroniques utilisés dans la recherche médicale, en passant par le contrôle de la fabrication des semi-conducteurs et la surveillance nucléaire. Afin d'accélérer encore, Exosens veut consacrer entre 300 et 400 millions au financement de nouvelles acquisitions. ■

EDF va recruter cette année 20 000 personnes

Elsa Bembaron

La relance du nucléaire et le développement des renouvelables créent d'énormes besoins.

Une bonne nouvelle pour l'emploi en France : le groupe EDF annonce qu'il va recruter près de 20 000 personnes cette année, dont 10 000 nouveaux salariés en CDI. Le solde concerne à parts à peu près égales des alternants et des stagiaires. L'enjeu est de taille, pour l'entreprise qui compte 179 000 salariés, mais aussi pour toute la filière industrielle et la formation. Soucieux d'attirer les candidats, avec des profils très variés, l'énergéticien met l'accent sur ses actions en matière de transition énergétique et d'énergies bas carbone.

Le groupe annonce ainsi recruter environ 4 500 personnes en CDI pour le nucléaire. Depuis l'annonce de la relance du programme nucléaire par Emmanuel Macron il y a deux ans, les entreprises du secteur, EDF en tête, sont sur le pont. Le Groupement des industriels français de l'énergie nucléaire (Gifen) a estimé que 100 000 nouveaux emplois seraient créés dans ce domaine entre 2022 et 2030. La prolongation de la durée de vie des centrales existantes et la construction annoncée d'au moins six nouveaux réacteurs nucléaires offrent des perspectives de carrière sur le (très) long terme. Et la concurrence entre les entreprises pour séduire les candidats pourrait se durcir, après deux décennies de vaches maigres.

Les besoins sont aussi considérables dans les services énergétiques, avec 3 000 postes ouverts, en majorité chez Dalkia, une des filiales du groupe spécialisée notamment dans les réseaux de chaleur. De son côté, Enedis, qui prévoit d'investir 96 milliards d'euros dans ses réseaux électriques d'ici à 2040, recrute 15 000 personnes cette année. Enfin les énergies renouvelables, que ce soit

l'hydraulique, l'éolien ou le solaire, recherchent 10 000 personnes : plusieurs entités du groupe sont concernées, EDF, EDF Renouvelables et EDF ENR. Les énergies renouvelables pourraient créer entre 200 000 et 300 000 emplois, selon les estimations, en France, pour la décennie en cours.

« Un défi industriel majeur »

« La transition énergétique présente un défi industriel majeur : celui des compétences », résume Caroline Chanavas, directrice exécutive groupe chargée de la direction des ressources humaines groupe. Tous les profils sont concernés. Près de 15 % des candidats recrutés en 2024 pour le groupe EDF en France seront titulaires d'un bac pro, 45 % d'un bac + 2 ou + 3, et 40 % issus d'écoles d'ingénieurs ou d'universités. Conscient de l'importance de la formation, le groupe prévoit en outre d'intégrer 10 000 alternants et stagiaires. EDF précise que ces derniers « seront considérés à l'issue de leur formation comme des candidats prioritaires pour les recrutements en CDI dans les domaines techniques ».

Pour faire face à ses énormes besoins qui sont aussi la conséquence d'une pyramide des âges vieillissante, EDF ne vise pas uniquement les jeunes diplômés. Il offre ses portes aux « professionnels ayant acquis une expérience en dehors du groupe ».

EDF fait face à un autre défi, celui de la féminisation de métiers techniques. En deux ans, la part des femmes recrutées par EDF SA est passée de 25 % à 30 %. La route est encore longue pour arriver à la parité, mais les entreprises ne sont pas les seules responsables de cet état de fait. EDF, comme ses pairs, est confronté à la sous-représentation des femmes dans certaines formations. ■

Nos conseils pour éviter les erreurs et ne pas payer un euro de trop



Le 1^{er} magazine de la presse patrimoniale
1,3 million de lecteurs (source ACPM 2023)

Disponible chez votre marchand de journaux
ou sur commande Réf. 1217

Frais de port offerts

PAR INTERNET
www.leparticulier.fr
rubrique La Boutique

PAR TÉLÉPHONE
01 55 56 71 11
du lundi au vendredi de 8h30 à 19h

PAR COURRIER affranchi
Le Particulier - Service Abonnements
45 av. du Général-Leclerc 60643 Chantilly Cedex

Valérie Collet

L'équipementier automobile vise 2 millions de pièces remises à neuf par an d'ici à 2030.

Les constructeurs automobiles ne sont pas les seuls à avoir industrialisé une activité de reconditionnement, réparation, réutilisation et recyclage. L'équipementier Valeo, qui produit des pièces pour l'industrie automobile (essuie-glaces, alternateur-démarrateurs, compresseurs, embrayages...), a lui aussi décidé de faire de la réparation, du reconditionnement et du recyclage une activité à part entière estampillée « économie circulaire ». L'objectif est simple : éviter de mettre au rebut des pièces en les réparant, réduire l'empreinte carbone de 50 % à 80 % par rapport à la production d'un produit neuf, et offrir un prix de 25 % à 30 % moins cher. Valeo - 22 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2023 - s'est mis au reconditionnement depuis une quarantaine d'années. Entre-temps, le marketing du développement durable est né. Les entreprises ont pris des engagements de décarbonation de leur activité. Valeo espère faire partie des leaders dans ce domaine. L'aventure du reconditionnement avait démarré dans son usine d'Angers, spécialisée dans la fabrication d'alternateurs, avant d'être transférée il y a vingt ans en Pologne, à Czechowice-Dziedzice. Un site qui se développe, tandis que l'usine angevine a fermé en 2014.

Dans cette usine, à une centaine de kilomètres à l'ouest de Cracovie, 500 salariés sont dédiés au reconditionnement de pièces mécaniques, à l'exception des moteurs et des boîtes de vitesses. Les 1500 autres employés continuent à produire des pièces neuves. Ici, pas de ballet de robots. Les ouvriers, dont une majorité de femmes, travaillent en tee-shirt et pantalon blancs. La température dépasse les 25 °C. Dans de grosses caisses, les « carcasses » d'alternateur-démarrateurs, noircies après des années d'usage, attendent d'entrer dans le cycle de reconditionnement (démontage, nettoyage, remplacement des composants défectueux, contrôles...) et d'en sortir comme neuves avec deux ans de garantie. Sur



Dans l'usine Valeo de Czechowice-Dziedzice, en Pologne, quelque 500 salariés s'attellent au reconditionnement de pièces mécaniques. S. BORDA/COLOR3.COM

Reconditionnement : Valeo veut passer à la vitesse supérieure

d'autres lignes, compresseurs, étriers de freins, embrayages... vont vivre une deuxième vie. Ces pièces, dont certaines ne sont plus produites neuves, repartiront dans les points de vente des grandes centrales d'achat, chez les distributeurs, les fournisseurs habituels des garages et des ateliers des concessionnaires. « Aujourd'hui, nous reconditionnons 1 million de pièces par an, précise Mino Yamamoto, en charge de l'économie circulaire chez Valeo. Mais la demande augmente et nous visons 2 millions de pièces d'ici à 2030. »

Dans l'usine polonaise, presque entièrement dédiée aux pièces pour véhicules thermiques, de nouvelles activités bourgeonnent. Un petit atelier reconditionne depuis un an les moteurs électriques des Vélib' franciliens. Chaque semaine, les moteurs en fin de vie des vélos de Smovengo, l'opérateur des Vélib', parcourent 1500 km en camion dans les « navettes » hebdomadaires mises en place par Valeo entre la France et la Pologne

pour approvisionner l'usine en « carcasses » de toutes sortes. « Actuellement, nous traitons 16 pièces par jour, explique Vitold Burkat, qui a conçu l'atelier de remise à neuf des moteurs de Vélib'.

Nous espérons monter en cadence. Nous pourrions multiplier par deux ou par trois le nombre de pièces en ajoutant une ou deux équipes. » Joanna, l'une des deux opératrices de l'équipe, démonte chaque moteur, cisaille le connecteur. Elle remplace quelques pièces endommagées, généralement en plastique ou en teflon, et refait les soudures, le point faible des vélos, soumis aux intempéries. Dans un autre bâtiment, un « lab » dédié aux pièces de véhicules électrifiés se prépare à accueillir d'ici un à deux ans les « e-motor », les moteurs électriques dont le reconditionnement s'avère plus complexe en raison de l'imbriication de l'électronique et du logiciel. Mais les pannes de véhicules électriques restent encore peu nombreuses. À Nevers, Valeo a aussi ouvert un petit site consacré à

la réparation des produits électroniques comme les caméras frontales utilisées dans l'aide à la conduite et renouvelées pour le compte de Stellantis.

Incitation à franchir le pas

Malgré le volontarisme de Valeo, l'activité n'est pas encore florissante. Elle pèse environ 100 millions d'euros sur les 2 milliards réalisés par l'équipementier sur le marché des pièces de rechange. Mais Mino Yamamoto l'assure, « le remanufacturing est rentable. Nous ne sommes pas une organisation caritative. S'il n'était pas rentable, nous n'aurions pas poursuivi ce business. » Le marché des pièces automobiles « durables » - d'occasion, reconditionnées, réparées - devrait atteindre 15 milliards de dollars en 2040 en Europe, contre 4 milliards en 2022 selon le cabinet de conseil Roland Berger. Pour atteindre des volumes qui assureraient des économies d'échelle et une meilleure rentabilité, Valeo va devoir franchir de nombreux

obstacles. Actuellement, 20 % seulement des garagistes proposent à leurs clients d'utiliser des pièces reconditionnées et garanties. Les automobilistes ne sont pas plus enthousiastes. Seulement 13 % ont déjà accepté d'en acheter. Pour beaucoup, elles sont de moins bonne qualité que des neuves. Toute la filière de la réparation, depuis le distributeur jusqu'au client final en passant par le garagiste, aura besoin d'être incitée à franchir le pas. Même si Valeo approvisionne les distributeurs, et non les garagistes, l'équipementier a mis en place un système de récompenses en chèque-cadeau pour convaincre ces derniers de vendre ses produits. « Nous doublons le nombre de points offerts lorsqu'ils vendent des pièces reconditionnées », souligne Marlène Carrias-Iked, vice-présidente de Valeo Service en charge du marketing stratégique. L'équipementier français tente également de convaincre Bercy d'instaurer des incitations fiscales en faveur des produits reconditionnés. ■

Antoine Fiévet prépare sa succession à la tête de Bel

Olivia Détrouyat

Le groupe familial (La Vache qui rit, Kiri, Babybel...), en partie divisé, lance un plan d'actionnariat salarié.

Petite révolution chez le propriétaire de La Vache qui rit, Kiri et Maternelle. Le groupe familial Bel va ouvrir son capital à ses salariés. Détenu à 100 % par Unibel, holding des familles Fiévet, Sauvin et Dufort, héritières des ex-fromageries Bel, il lance un plan d'actionnariat destiné à ses 11 000 employés. Ouvert progressivement sur les trois prochaines années, partout dans le monde, il doit leur permettre d'entrer au capital, moyennant 25 euros par action et pour cinq ans. « Nous avons toujours conduit le groupe sur deux jambes, rentabilité et responsabilité, avec une réflexion permanente sur le temps long, explique Antoine Fiévet, président du groupe depuis 2009 et membre de la cinquième génération. Dans ce cadre-là, la famille est amenée, naturellement, à adresser les grands sujets stratégiques, mais aussi ceux relatifs à son actionnariat. C'est que nous faisons désormais à l'heure de s'interroger sur le sujet du partage de la création de valeur chez Bel. »

Le projet est important pour la famille, qui après être tombée à 42 % du capital du fromager créé en 1865 par Jules Bel, s'est attelée depuis vingt ans à en reprendre le contrôle intégral. Notamment en faisant sortir de son capital en 2021 le grand concurrent Lactalis, en contrepartie de la cession de Leerdammer. De quoi éloigner le risque d'un rachat de Bel par le groupe mayennais, à l'appât assumé pour les acquisitions. « Le risque de dilution du capital n'a pas été un sujet d'inquiétude pour nous. Les discussions les plus complexes ont tourné autour de la construction du dispositif, afin de rendre



Antoine Fiévet (à droite), président du groupe depuis 2009, et Florian Sauvin, président du conseil de surveillance d'Unibel, à Paris. FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

celui-ci le plus équitable possible, détaille Florian Sauvin, président du conseil de surveillance d'Unibel et lui aussi membre de la cinquième génération. Nous voulons qu'il soit parfaitement équitable entre les pays, et surtout qu'il protège les plus bas salaires. » Pour rendre le dispositif attractif, le groupe garantira les éventuelles moins-values à hauteur de 1200 euros, et abondera jusqu'à cinq fois les gains.

Bel, qui réalise 3,6 milliards d'euros de chiffre d'affaires, a prévu d'y dédier 8 millions d'euros par an, la valorisation des titres à la fin du plan étant réalisée par une expertise indépendante. C'est un effort pour le groupe, dont la rentabilité avait souffert de l'inflation en 2022, et qui prendra sur sa marge. « Comme ce que l'on fait sur les prix du lait avec nos éleveurs de-

puis près de dix ans, nous voyons cela non pas comme un coût, mais comme un investissement. Ce plan est important, car il change la nature des conversations avec nos salariés qui adhèrent à notre conviction qu'il y a encore de la valeur à créer chez Bel, explique Antoine Fiévet. Il permet aussi de poser les bonnes questions au moment où se pose celle, aussi très importante, de la transmission de l'entreprise. »

Les sujets actionnariaux n'ont jamais été un long fleuve tranquille chez Bel. Notamment depuis l'arrivée inattendue d'Antoine Fiévet aux manettes opérationnelles de l'entreprise en 2009, le poste ayant à l'origine été promis à son cousin Jean-Thierry Dufort. Déjà en froid depuis l'entrée dans le XXI^e siècle, les trois branches de la famille, contrôlant chacune un tiers d'Unibel, sont désor-

mais en conflit à peine caché. Plus précisément, celui-ci oppose les Dufort aux familles Fiévet et Sauvin, unies par un pacte d'actionnaires depuis 2013. Les tensions resurgissent régulièrement à l'occasion des assemblées générales, notamment autour de la question de la diversification du fromager dans le végétal, depuis le rachat de Mont Blanc-Maternelle (MOM) en 2016.

Florian Sauvin, candidat naturel

C'est dans ce contexte que les chefs de file des familles Fiévet et Sauvin s'attellent à la délicate question de la succession. « Nous y passons le temps nécessaire. Aussi parce que nos parents se sont probablement posé ces questions un peu tard, et que nous avons hérité de querelles familiales qui n'étaient pas les nôtres », expliquent Antoine Fiévet n'a que 60 ans, le sujet figure bel et bien en haut des priorités des deux hommes, déjà en tandem au niveau du holding de contrôle Unibel.

En effet, après avoir tracé les grandes lignes stratégiques du groupe (essor sur le végétal, répartition égale de l'activité entre les trois grands continents d'ici à 2035, objectifs responsables...), le président de Bel prend progressivement du recul. Une première étape a déjà été actée avec la dissociation de la gouvernance, la direction générale ayant été confiée à Cécile Béliot il y a deux ans. La question d'un passage de témoin aux enfants de la sixième génération ne se pose pas. « Trop jeunes », tranche Antoine Fiévet. Parmi les options possibles, un passage de relais

à Florian Sauvin, candidat naturel, puisque les décalages de générations en font « un trait d'union » logique entre les cinquième et sixième, selon Antoine Fiévet, né quinze ans avant son cousin. Pour ne pas risquer de nouvelles frustrations, et surtout de nouvelles divisions familiales qui fragiliseraient le groupe face à d'éventuels prédateurs comme Lactalis, les familles Fiévet et Sauvin veulent toutefois éviter de fermer trop vite des portes. « C'est un sujet délicat », confesse Antoine Fiévet. Le scénario d'un apaisement des dissensions avec la famille Dufort est peu probable. « Les tensions dans les groupes familiaux sont malheureusement courantes. Pour les résoudre, il faut que chacun y mette du sien... », glissent les deux cousins.

La question de la transmission est abordée « plus sereinement, car forcément la respiration pour aborder ces sujets est plus importante quand on a 100 % du capital que 47 % », explique Florian Sauvin. « Il faut travailler sans cesse l'affection sociétatis, renchérit son cousin. Mais aussi casser le système de branches et nous travaillons à resserrer les liens, surtout pour la génération suivante. » Depuis 2013, un conseil de famille se réunit mensuellement. Composé de huit membres, incluant les enfants les plus âgés des deux branches unies, il ne s'interdit pas les séances de grandes vérités, dos à dos et coach à l'appui pour crever les éventuels acs. Chaque enfant se choisit par ailleurs un parrain, en dehors de ses parents, qui lui servira de mentor dans la découverte de l'entreprise... Et, surtout, des droits et devoirs de l'actionnaire. ■

La polémique n'aura pas tardé à enfler. Alors que l'encre des énormes engagements financiers pris par les géants du cloud en Europe sèche à peine, les débats montent déjà sur le risque de perte de souveraineté pour le Vieux Continent.

Ainsi Microsoft s'est engagé à investir 4 milliards d'euros en France pour y accompagner la montée en puissance de l'écosystème du numérique et faire bénéficier à l'ensemble du tissu économique des modèles d'IA, quand AWS annonçait 7,8 milliards d'euros en Allemagne affectés à son projet European Sovereign Cloud, qui promet de répondre aux besoins de l'Europe en matière de souveraineté numérique.

Depuis quelques années, les groupes américains comme AWS, Microsoft, Oracle ou Google Cloud ont pris soin d'ajuster leur rhétorique pour prouver des solutions dites de « confiance » ou « souveraines », censées garantir la sécurité des données même les plus critiques des États et des entreprises. AWS affirme ainsi que son offre « European Sovereign Cloud » permet de répondre aux « exigences strictes en matière d'autonomie opérationnelle et de résidence des données au sein de l'Union européenne (UE) ». L'infrastructure « sera entièrement située dans l'UE et exploitée indépendamment des régions existantes », explique-t-il.

« Il n'y a aucune étanchéité. À partir du moment où vous avez une société avec des capitaux américains et/ou des salariés américains, vous êtes soumis au Foreign Intelligence Surveillance Act (Fisa) et au Cloud Act »

Thomas Fauré

Patron de Whaller, éditeur de solutions

Suffit-il qu'un data center soit construit en Europe et opéré par des salariés européens pour échapper à l'extraterritorialité du droit américain ? Pour Thomas Fauré, patron de l'éditeur de solutions Whaller et bon connaisseur des problématiques autour des données, la réponse est claire. « Il n'y a aucune étanchéité. À partir du moment où vous avez une société avec des capitaux américains et/ou des salariés américains, vous êtes soumis au Foreign Intelligence Surveillance Act (Fisa) et au Cloud Act. » Le dirigeant rappelle d'ailleurs que le premier des deux textes a vu son champ d'application élargi aux data centers. Si les agences américaines de renseignement réclament des informations à leurs sociétés, y compris des données sensibles sur la santé ou le régalien, celles-ci devront s'exécuter.

Un autre géant américain du cloud, Oracle, a lui aussi déployé en Europe une solution dite de « cloud souverain », censée assurer une protection optimale. En créant une série de filiales sur le continent, chacune de droit européen, il estime créer des barrières suffisamment robustes. « C'est le même problème : les capitaux de ces filiales sont de droit américain donc le risque d'exposition est tou-

Les Big Tech relancent le débat sur la souveraineté du cloud en Europe

Lucas Mediavilla

Amazon, Microsoft et Google investissent des milliards pour conquérir le marché des données sensibles sur le Vieux Continent.



Derrière le débat crucial sur le risque d'une fuite des données vers les États-Unis ou la Chine, se cache celui sous-jacent sur la course technologique actuelle et des moyens existants ou pas pour l'Europe d'y participer. BIRGITKORBER/STOCK ADOBE

jours là », estime la cadre d'un fournisseur de cloud français. « Un certain nombre d'acteurs prétendent pouvoir garantir vos données de toute extraterritorialité, ce n'est juste pas vrai, martèle Michel Paulin, directeur général d'OVHcloud. C'est de la "souveraineté washing" ».

À ses yeux comme à ceux de tous les acteurs interrogés, seule la certification SecNumCloud, développée par l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information (Anssi) française, garantit une protection efficace. Particulièrement exigeant, ce label s'obtient à l'issue d'un parcours du combattant. « Cela fait trois ans que nous sommes en train de qualifier nos solutions », indique Thomas Fauré de Whaller. Au-delà des caractéristiques

techniques et opérationnelles, elle impose aussi un critère juridique, à savoir que la société opérant l'infrastructure ne soit pas détenue à plus de 30% par un acteur extracommunautaire.

Mais ce niveau d'exigence posé par la France sera-t-il celui adopté au niveau de l'Union européenne pour le schéma de certification des services cloud ? Le débat est toujours en cours. En France, des sociétés comme Airbus, OVHcloud, Orange, Capgemini, Sopra Steria, Dassault Systèmes ainsi que le Cigref, qui ressemble les directions des systèmes d'information des grands groupes, poussent pour relever le curseur en matière de sécurité. Ils veulent que SecNumCloud devienne le standard à l'échelle du Vieux Continent. Sur le ter-

ritoire français, Microsoft et Google se sont d'ailleurs associés à des sociétés françaises pour créer des sociétés communes (Bleu, S3ms) susceptibles d'obtenir la précieuse qualification SecNumCloud.

Mais ailleurs en Europe, tout le monde n'a pas la même conception de la problématique. « Certains tentent d'emmener le sujet sur un plan technique, sous l'influence de lobbies. En gros, on discute des caractéristiques du verrou de la porte, sa forme, sa taille. C'est un alibi pour évaluer la question de celui qui détient la clé », abonde Michel Paulin.

Sur ce sujet, la géopolitique n'est jamais loin. Il y a quelques semaines, Guillaume Poupard, l'ex-directeur général de l'Anssi s'était ému auprès du

Figaro TV de l'isolement de la France sur le sujet et du mélange des genres pratiqués par les États voisins. « Lorsqu'on parle avec les Pays-Bas, par exemple, ils sont très libéraux et tournés vers l'Atlantique. L'Irlande abrite les sièges sociaux des Gafam, certains pays de l'Est sont préoccupés par la défense militaire de leur pays par l'Otan, et nos amis allemands aiment bien vendre des voitures ou importer du gaz », expliquait-il. « Si la norme française s'efface devant la norme européenne, ce serait une catastrophe », relevait celui qui a conduit à la création du label SecNumCloud lorsqu'il présidait l'agence.

La France elle-même n'échappe pas à ses propres contradictions. Favorable à un niveau maximal de sécurité pour la certification européenne sur le cloud, elle n'hésite pas à dérouler le tapis rouge aux milliards d'euros d'investissements de Microsoft. Car derrière le débat crucial sur le risque d'une fuite des données vers les États-Unis ou la Chine, se cache celui sous-jacent sur la course technologique actuelle et des moyens existants ou pas pour l'Europe d'y participer.

« Certains tentent d'emmener le sujet sur un plan technique, sous l'influence de lobbies. En gros, on discute des caractéristiques du verrou de la porte, sa forme, sa taille. C'est un alibi pour évaluer la question de celui qui détient la clé »

Michel Paulin

Directeur général d'OVHcloud

Le constat est implacable : aucun acteur européen du cloud n'a la surface financière pour investir les montants nécessaires à ce que le Vieux Continent s'aligne. Entre 2021 et 2023, le leader européen OVHcloud a investi 700 millions d'euros. Rien qu'au premier trimestre 2024, Microsoft a investi 14 milliards de dollars. Or sans les moyens de Microsoft, d'AWS et consorts, ainsi que les infrastructures informatiques qu'ils déploient et nécessaires à la puissance de calcul de l'IA, il est illusoire de penser que les start-up européennes, grands groupes et l'ensemble du tissu industriel et économique pourront bénéficier de la révolution technologique en cours.

Pour Michel Paulin, l'investissement des hyperscalers américains n'est pas un mal en soi. Les milliards investis par Microsoft et Amazon ont le mérite de montrer à l'Europe le caractère stratégique des data centers et du cloud, mais surtout ce qu'il en coûtera d'acquiescer son autonomie stratégique. « Le niveau d'investissement à consentir est aussi important que pour la défense, l'énergie, l'agriculture », explique-t-il. Pour Thomas Fauré, les gouvernements européens actuels, y compris la France, pèchent par leur vision court-termiste du sujet.

« Si l'on veut renouer avec la puissance industrielle française et européenne, il faut avoir l'audace de rompre avec la logique actuelle et pousser nos solutions, qui existent, même si elles peuvent paraître moins capables aujourd'hui que celles des Américains ». ■

LA SÉANCE DU JEUDI 23 MAI

LECAC																			
	JOUR	%VAR.	+ABSOL. EUR	+ABS. EUR	%CAP. EUR	SI/12		JOUR	%VAR.	+ABSOL. EUR	+ABS. EUR	%CAP. EUR	SI/12						
ACCOR	40,9	0	4134	40,82	0,134	+8,21	LMVH	752,8	+0,12	755,8	749,7	0,047	+2,62						
AIR LIQUIDE	181,72	-0,59	181,6	182	0,071	+3,18	MICHELIN	36,46	+0,38	36,83	36,26	0,01	+2,32						
AIRBUS	161,28	-0,55	161,86	159,94	0,083	+5,38	ORANGE	10,605	-0,93	10,685	10,54	0,21	+2,92						
ARCELOORMITTAL SA	23,74	-0,75	23,93	23,69	0,255	-7,54	PERNOD RICARD	142,2	-1,39	144,75	142	0,126	+0,99						
AXA	33,38	-0,54	33,69	33,33	0,109	+13,19	PUBLICIS GROUPE SA	106,95	+1,86	107,6	105,35	0,14	+2,32						
BNP PARIBAS ACT A	67,09	-0,64	67,83	66,86	0,139	+7,19	RENAULT	47,81	-0,62	48,58	47,51	0,284	+2,59						
BOUYGUES	35,4	-0,03	35,55	35,31	0,132	+3,75	SAFRAN	217,7	+1	218,8	218,8	0,12	+3,62						
CAPGEMINI	213,3	+2,75	213,3	207,5	0,216	+13,01	SANIT GOBAIN	81,38	+1,59	81,56	80,02	0,18	+2,58						
CARREFOUR	16,27	-0,64	16,425	16,23	0,187	-1,78	SANOFI	90,16	-0,7	92,23	90,16	0,09	+0,45						
CREDIT AGRICOLE	15,725	-0,06	15,745	15,625	0,094	+22,35	SCHNEIDER ELECTRIC	23,75	-1,19	23,9	23,425	0,099	+26,69						
DANONE	59,24	-0,67	59,78	59,2	0,106	+0,55	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	27,445	+0,72	27,585	27,26	0,236	+14,24						
DASSAULT SYSTEMES	39,17	-1,68	40,27	38,71	0,092	-11,45	STELLANTIS NV	39,37	-0,1	20,78	20,335	0,063	-3,67						
EDENRED	45,56	-2,27	45,57	45,56	0,185	-15,85	STMICROELECTRONICS	38,9	-0,18	39,735	38,73	0,235	-14,02						
ENGIE	15,48	-1,28	15,635	15,455	0,182	-2,75	TELEPERFORMANCE	104,1	-2,85	107,9	104,1	0,284	-2,17						
ESSILORLUXOTTICA	209,5	-0,53	209,8	207,8	0,063	+5,36	THALES	167,85	+0,93	168,35	166,2	0,056	+25,31						
EUROFINS SCIENT.	57,72	-3,61	60,6	56,4	0,238	-2,14	TOTAL ENERGIES	65,7	-0,81	66,04	65,6	0,086	+6,66						
HERMÈS INTL	2188	-0,18	2202	2183	0,056	+14,03	UNIBAIL-RODAMCO-WE	79,24	-0,5	79,44	78,6	0,207	+8,41						
KEBING	332,65	-0,76	332,65	307,85	0,175	-16,63	VEOLIA ENVIRON	30,55	-0,46	31,04	30,47	0,243	-6,97						
L'OREAL	450,95	-0,54	455,25	449	0,039	-0,07	VINCI SE	114,65	-0,48	115,25	114,2	0,106	-0,84						
LEGRAND	103,6	+1,57	103,7	102,1	0,155	+10,1	VIVENDI SE	10,13	-0,45	10,215	10,055	0,075	+4,69						

LES DEVISSES										1 EURO=									
	MONNAIE																		
AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,6333	AUD																
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,4832	CAD																
GBR BRETAGNE	LIBRE STERLING	0,8518	GBP																
HONG-KONG	DOLLAR DE HONG-KONG	8,4749	HKD																
JAPON	YEN	169,9	JPY																
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9907	CHF																
ÉTATS-UNIS	DOLLAR	1,0854	USD																
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,379	TND																
MAROC	DHIRAM	11,103	MAD																
TURQUIE	NOUVELLE-LIRE TURQUE	34,9722	TRY																
EGYPTE	LIBRE EGYPTIENNE	50,8849	EGP																
CHINE	YUAN	7,8578	CNY																
INDE	ROUPIE	90,3445	INR																
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	145,8359	DZD																

L'OR										VEILLE 31/12									
Cotation quotidienne assurée par Or en Cash																			
https://www.orencash.fr/investissement/																			
Lingot 1kg										69 586,9€									
Lingot 100g										6 910,59€									
Lingot 50g										3 491,8€									
Lingot ONCE (3110g)										2 175,47€									
Lingot 10g										706,06€									
Lingot 2,5g										184,6€									
20F NAPOLÉON										433,22€									
20F SUISSE										428,37€									
SOUVERAIN										543,91€									
KRUGGERAND										2 316,61€									
50 PELOS										2 763,85€									
10 DOLLARS										1 131,56€									
20 DOLLARS										2 261,12€									

LA VALEUR DU JOUR

L'action Nvidia franchit la barre des 1 000 dollars

Les marchés attendaient avec fébrilité les résultats trimestriels du champion des puces pour l'intelligence artificielle. Le groupe a, une fois encore, pulvérisé les prévisions des analystes. Les marchés s'attendaient à une légère déception de ce marché. Mais, bien au contraire, le chiffre d'affaires du groupe californien a plus que triplé entre le premier trimestre 2023 et le premier trimestre 2024, atteignant 26 milliards de dollars, porté par l'appétit toujours aussi fort des géants de la tech pour équiper leurs data centers. La rentabilité reste aussi au rendez-vous. Nvidia a dégagé un bénéfice net de 14,9 milliards de dollars au premier trimestre, plus que septuplé par rapport à la même période de l'an dernier. Et la marge brute a encore grimpé à 78 %, contre 65 % il y a un an. « Nvidia a, une fois encore, défié la gravité », a commenté Jacob Bourne, analyste du cabinet Emarketer.

Le groupe table sur un chiffre d'aff-

aires de 28 milliards de dollars pour son deuxième trimestre comptable, soit un niveau bien plus élevé que les 26,6 milliards projetés par les analystes. « Les inquiétudes qu'étaient certains investisseurs quant à un trou d'air à court terme semblent s'être évaporées avec ces performances positives », a réagi Lucas Keh, analyste chez Third Bridge.

En marge de la publication de ses résultats trimestriels, le champion américain a annoncé une division par dix du nominal de son action à partir du 10 juin prochain, afin de la rendre de nouveau accessible au plus grand nombre. Jeudi, après ces annonces, le titre a franchi la barre historique des 1 000 dollars. Il s'envolait de 9,8 % en séance à 1043 dollars. La capitalisation boursière de Nvidia dépasse désormais 2 500 milliards de dollars. Depuis le début de l'année, l'action a plus que doublé de valeur et, depuis le mois d'octobre 2022, elle a été multipliée par plus de 8. ■

Deepfake, biais... L'IA doit aussi être au service de tous

Keren Lentschner

Pour ne pas répéter les dérives de l'essor des réseaux sociaux, les appels en faveur de principes communs se multiplient.

« Si on veut bien diffuser l'IA et en tirer tous les bénéfices, il faut un usage partagé et donc un modèle d'IA ouvert, équitable, transparent. Il faudra défendre ce modèle dans un dialogue international. » Alors que le monde des affaires et de la tech célèbre cette semaine au salon Viva Tech la révolution de l'intelligence artificielle, Emmanuel Macron a tenu à imprimer sa marque. Le président de la République, qui veut faire de la France un leader incontournable de ces technologies, organisera les 10 et 11 février 2025 le prochain sommet mondial de l'IA.

En amont de cet événement, il entend bien promouvoir la « French touch ». Cela passera notamment par les Communs démocratiques, un programme de recherche mondial soutenu par les pouvoirs pu-

blis. Initié par Make.org, Sciences Po, Sorbonne Université et le CNRS, il vise à mettre à disposition des solutions d'IA générative en open source au service de la démocratie. Pendant deux ans, plus de 50 chercheurs et ingénieurs plancheront sur des solutions d'évaluation et de correction des biais dans les systèmes d'IA pour en assurer un usage responsable. Parmi les experts qui encadreront ce projet, figurent le start-up française Hugging Face ainsi que des ONG ou fondations comme Mozilla.ai ou l'Aspen Institute. « Dans un monde de plus en plus polarisé, où les technologies telles que l'IA sont souvent utilisées par ceux qui veulent profiter des failles de nos sociétés ouvertes pour exacerber les divisions, cette initiative française est fière de porter une vision alternative et positive d'une technologie au service de la démocratie », estime l'ONG make.org.



Dans les allées du salon Viva Tech, qui célèbre cette semaine la révolution de l'intelligence artificielle. JULIEN DE ROSA/AFP

Plusieurs voix s'accordent, en effet, à dire que les enjeux autour des technologies d'IA ne peuvent être abordés uniquement au travers d'un prisme technique ou juridique, et qu'il est désormais impossible d'ignorer l'impact pour nos démocraties au regard des dérives observées.

Une poignée d'acteurs

Certains comparent la montée en puissance de l'IA à l'essor des réseaux sociaux. « L'un des enseignements que l'on

peut tirer de ces vingt dernières années est qu'une course de vitesse entre les acteurs qui fait fi de l'impact pour la société n'est pas la meilleure des pratiques, lâche Mitchell Baker, directrice exécutive de la Fondation Mozilla, de passage à Paris. Cela permet de générer des revenus pour les actionnaires mais cela porte préjudice à nos systèmes de valeurs. La société civile souhaite plus de transparence et de collaboration dans la construction de ces technologies. Elle demande aussi aux grands acteurs de l'IA de s'engager dans le débat autour des principes qui doivent encadrer le développement de ces technologies. Ces entreprises ont compris que c'était dans leur intérêt d'y prendre part, notamment en matière d'image ». À un moment où les régulateurs doivent composer avec l'accélération du rythme d'innovation ainsi qu'avec la montée des périls parmi lesquels les deepfakes, seize géants de la tech (Meta, Google, OpenAI, Alibaba...)

ont de nouveau pris des engagements en marge d'un sommet mondial sur l'IA qui avait lieu cette semaine en Corée du Sud.

Cela n'empêche pas de nombreux observateurs, à l'instar de la Fondation Mozilla, de dénoncer la « concentration » des technologies d'IA entre les mains d'un petit nombre d'acteurs. « Lorsqu'on parle de modèles de langage et de systèmes censés répliquer l'intelligence humaine, synthétiser des idées à notre place, imiter nos voix, cela pose problème. Nous avons besoin d'une plus grande diversité ». Se pose aussi aujourd'hui la question d'un accès équitable à ces technologies. Il doit passer, selon l'ONG, par un engagement des pouvoirs publics en faveur de la création « d'infrastructures robustes (centres de données...) et la mise à disposition d'importants volumes de données et de puissance de calcul pour entraîner les modèles de langage ». Un moyen de faire émerger d'autres champions aux côtés des géants. ■



LE NOUVEAU LUXE CONTEMPORAIN

Découvrez le nouveau F

mardi 28 mai avec votre quotidien Le Figaro

Éditeur du « Wall Street Journal », News Corp signe avec OpenAI

Claudia Cohen

L'accord conclu pour l'utilisation des articles s'élèverait à 250 millions de dollars sur cinq ans.

OpenAI continue de tisser méthodiquement sa toile dans les médias. La société américaine, créatrice de ChatGPT, vient de signer un accord de licence avec l'empire des médias de Rupert Murdoch. L'entreprise spécialisée dans l'intelligence artificielle générative pourra exploiter l'ensemble des articles, archives comprises, des titres du groupe tels que le Wall Street Journal, le New York Post, le tabloïd The Sun, The Times, et The Sunday Times, ainsi que The Australian, pour entraîner ses modèles de langage.

Cet accord « de plusieurs années » donne le droit à OpenAI, et donc à ses assistants conversationnels « d'afficher du contenu provenant des titres de News Corp en réponse aux questions des utilisateurs et pour améliorer ses produits », indiquait jeudi un communiqué commun de News Corp et OpenAI. Selon le Wall Street Journal, le montant de l'accord s'élèverait à plus de 250 millions de dollars sur cinq ans, dont une partie sous forme de crédits pour l'utilisation de la technologie d'OpenAI. Les millions d'utilisateurs du robot auront également accès à des liens renvoyant vers les contenus des titres de News Corp, dont le chiffre d'affaires avoisinait les 9,9 milliards de dollars en 2023.

L'accord conclu précise que les articles ne seront pas disponibles sur ChatGPT immédiatement après leur publication, les titres espérant toujours générer des abonnements numériques payants auprès de leurs lecteurs.

Il s'agit du sixième accord de ce type pour OpenAI, qui est déjà parvenu à séduire le puissant quotidien financier britannique Financial Times, l'agence de presse américaine Associated Press, le propriétaire du journal espagnol El

Pais, Prisa Media, ou l'allemand Axel Springer (Bild, Politico...) pour une compensation financière de 25 millions de dollars sur trois ans. En France, le journal Le Monde a choisi de faire cavalier seul en signant il y a quelques semaines le premier accord de licence dans le pays avec OpenAI.

De nombreux défis

De OpenAI à Meta, les géants de l'IA sont en recherche constante de nouvelles bibliothèques pertinentes de données. Leurs modèles ne deviennent plus performants que s'ils sont nourris de toujours plus de données et d'informations fiables. Ces géants ont d'abord exploité des contenus, plus ou moins libres de droits, disponibles sur internet. Mais ils ont désormais besoin de plus. Les médias leur garantissent aussi d'accéder à des informations à jour. Nouer des accords avec les éditeurs de presse réduit également significativement le risque de voir fleurir d'autres contentieux avec les médias dans les années à venir...

Car si la liste des accords entre OpenAI et des médias s'allonge au fil des semaines, celle des poursuites en justice également... Le New York Times a été le premier à ouvrir le bal contre OpenAI et son principal soutien, Microsoft, pour violation du droit d'auteur fin 2023. Depuis, huit journaux américains, dont le Chicago Tribune, lui ont emboîté le pas.

Plus globalement, l'essor de l'IA présente de nombreux défis pour le modèle économique des médias en ligne. Dernièrement, alors que Google promet de révolutionner son moteur de recherche avec IA Overviews, qui donnera des réponses directes aux utilisateurs avec des résumés d'articles, les sites des journaux craignent de voir leur trafic diminuer à l'avenir. ■



STYLE
SUR LA CROISSETTE, LES STARS
RIVALISENT DE TENUES ET D'AUDACE
PAGE 32
Selena Gomez en Saint Laurent.



FESTIVAL DE CANNES
PAYAL KAPADIA, RÉALISATRICE
INDIENNE DE « ALL WE IMAGINE AS
LIGHT », EN COMPÉTITION : UNE FORTE
FEMME QUI PARLE DES FEMMES PAGE 30



Tout le monde ne trouve pas « L'Amour ouf »

Pour sa deuxième participation à Cannes comme réalisateur, Gilles Lellouche est en compétition avec un film hyperréaliste et perfectible sur l'amour. Et met en scène Adèle Exarchopoulos en femme très éprise. PAGE 28

Un voyage à 25 000 mètres d'altitude à bord d'une capsule 5 étoiles PAGE 33



Au Théâtre de la Ville, les danseurs du Ballet du Rhin en jettent

Ariane Bavelier

Dans le programme « Spectres », ils électrisent le public avec la chorégraphie diabolique de William Forsythe. Une troupe en grande forme.

Mercredi soir, le Ballet de l'Opéra national du Rhin dansait la première parisienne de son programme *Spectres* au Théâtre de la Ville. Lucinda Childs, Bruno Bouché et William Forsythe réunis sous cet intitulé pour le moins énigmatique.

La personne derrière nous est partie à l'entracte. Est-ce parce qu'elle était fatiguée des fantômes ? Les esprits l'avaient mal inspirée. Car dans cette soirée, on peut, si on veut, arriver après

l'entracte. Juste pour *Enemy in The Figure*, de William Forsythe. Mais sous aucun prétexte quitter la salle avant. *Enemy* est diabolique. Le chorégraphe l'a créé en 1989 pour onze danseurs de son Ballet de Francfort. Forsythe signe les costumes, chemises à pois, pantalons à rangs de franges. Thom Willems, la musique. Une ballerine en justaucorps couchée au fond de la scène côté jardin essaie de dompter une corde. À sa droite, un panneau ondulé couleur bois. Dans un coin, un projecteur sur roulettes.

Tel est le décor singulier d'un bal mené comme une déflagration.

Quand la fille secoue la corde à un bout, les ondes du mouvement se propagent jusqu'à l'autre. Elles atteignent les danseurs présents sur le plateau qui foncent ou s'interrompent. Deux garçons exécutent ensemble un rock'n'roll risqué avec portés et rebonds à l'horizontale sur le panneau ondulé. Six danseurs sortent de derrière celui-ci pour esquiver une gigue bien sage comparée aux figures de l'extrême jaillies du corps des autres propulsés dans

l'espace comme des fusées. La vitesse et la maîtrise n'empêchent pas la sensualité.

Virtuosité et invention

On retrouve les déhanchés sexy chez les filles, accompagnés d'une manière irrésistible de ramener un mollet levé en arrière. Ce qui saisit surtout, au moins autant que la virtuosité des danseurs, c'est celle de l'invention. Elle fuse de partout : impossible de savoir ce qui va se passer. Il y a une jouissance aiguë du chaos qui se conjugue à celle du mouve-

ment parfaitement maîtrisé. La danse prend le projecteur, créant un ballet d'ombres qui démultiplie la géométrie convulsive de la chorégraphie. C'est inquiétant, envoûtant, prodigieux. On dit qu'on n'arrête pas le progrès. Mais a-t-on vraiment fait mieux depuis trente-cinq ans ?

Et avant l'entracte ? Morne plaine en comparaison. Le Ballet du Rhin reprend *Songs from Before*, créé pour lui par Lucinda Childs à la demande de Bertrand d'At en 2009 sur une musique de Richter. La pièce est formelle-

ment très belle avec un travail sur les lignes, la marche, le rythme, les variations et les répétitions, les lumières, les reflets, mais elle s'étire avec une poésie certaine sans toutefois prendre le spectateur dans la transe de son canavas. Quant à Bruno Bouché, on ne retiendra pas sa chorégraphie. En revanche, quel directeur de troupe ! Ses danseurs, affûtés comme des lames, emportent à merveille et Forsythe et Childs. Bravo l'artiste. ■

Spectres, au Théâtre de la Ville (Paris 4^e), jusqu'au 25 mai.

Adèle Exarchopoulos : « À Cannes, parler d'amour reste assez hypocrite »

Propos recueillis par **Olivier Delcroix**

L'actrice, révélée au festival pour « La Vie d'Adèle », défend « L'Amour ouf », de Gilles Lellouche, en compétition.

Même si le vent est tombé sur la Croisette, la terrasse Albane, au dernier étage de l'hôtel Marriott, est balayée par quelques coups de vent. Dans sa petite robe noire, cheveux noués, Adèle Exarchopoulos a soudain froid et remet sa veste tandis qu'elle cherche une cigarette dans son sac rose. Trentenaire resplendissante, l'interprète révélée à Cannes il y a onze ans dans *La Vie d'Adèle*, palme d'or en 2013, revient dans *L'Amour ouf*, de Gilles Lellouche, en compétition. Directe et franche, l'actrice de *BAC Nord* et d'*Un métier sérieux* n'est pas du genre à répondre en usant de langue de bois. Tant mieux.

LE FIGARO. - Vous êtes un peu née à Cannes en tant qu'actrice. Vous voilà de retour onze ans plus tard. Le festival est-il une sorte de talisman pour vous ?
ADÈLE EXARCHOPOULOS. - J'ai presque toujours vécu le Festival de Cannes dans les extrêmes. Je suis arrivée avec *La Vie d'Adèle*, c'est vrai, qui m'a révélée au public. Mais Cannes peut faire comme il peut défaire le destin d'un film, de ses acteurs ou de ses réalisateurs. Je le sais parce que je l'ai expérimenté en 2016 en sens inverse avec *The Last face*, de Sean Penn. J'ai vécu de très près la manière dont les critiques peuvent détruire un film lorsqu'ils ne l'aiment pas. Cannes, c'est le grand écart permanent. Cannes divise. Et ce que je trouve très fort, c'est la ferveur que l'on ressent pour le cinéma. Pendant quinze jours, Cannes est le cœur battant du cinéma mondial.

Qu'est-ce que cela fait de revenir sur la Croisette avec *L'Amour ouf* ?
Je ne m'attendais pas à ce qu'il soit sélectionné en compétition. La surprise a été énorme. Le tournage a duré dix-huit semaines. C'est long. Gilles Lellouche le porte depuis 2013. *L'Amour ouf* traverse les époques, des années 1980 aux années 1990. Il suit le destin de deux protagonistes. Il y a une heure et demie sur l'enfance, et une heure et demie sur l'âge adulte. C'est une immense histoire d'amour, filiale, amicale. J'aime ce film parce que je le trouve à la hauteur de ses ambitions.

Vous souvenez-vous de la manière dont Gilles Lellouche vous a proposé ce film ?
Après avoir lu le scénario, des que j'ai refermé les pages du script, j'ai eu une envie presque urgente d'aimer et de vivre ! Quand on perd tout, ce qui nous reste, c'est le poids des mots et l'amour. Le film raconte ça et ça me touche.

Qui est Jackie, votre héroïne ?
Ce rôle, c'est la naissance d'une femme à l'écran. C'est dur de résumer ce personnage en quelques mots. C'est l'une de mes premières interviews. Je tâtonne un peu. Jackie est une femme qui expérimente tout. Elle est d'une douceur folle. Elle recherche l'amour absolu parce

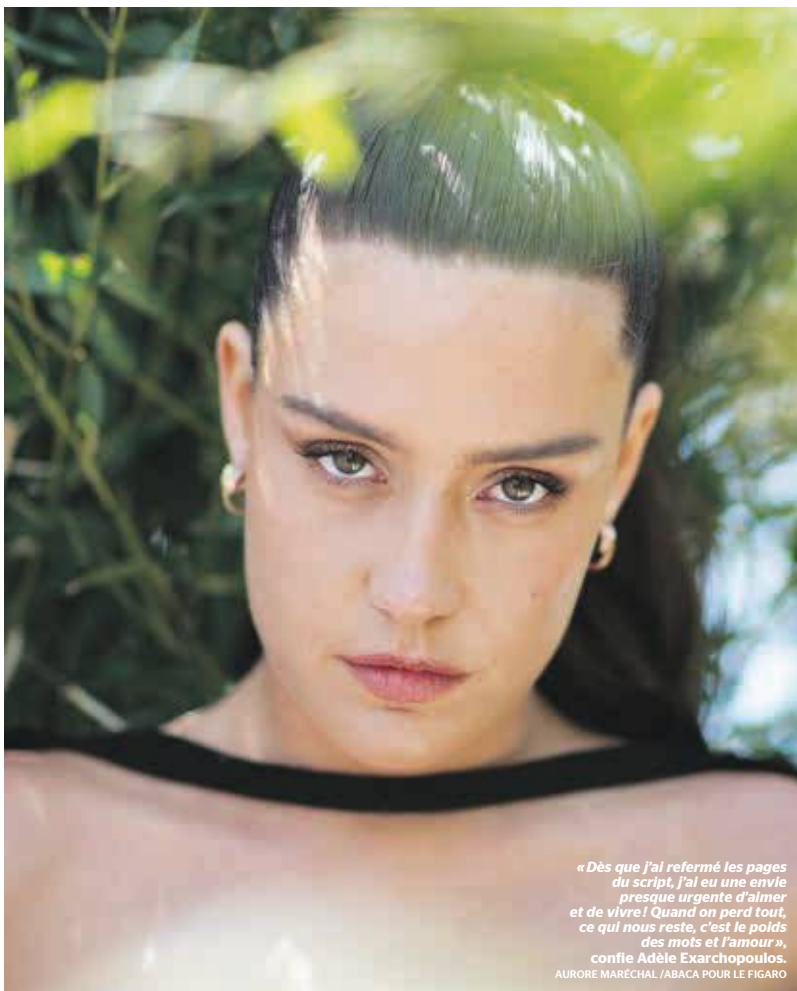
qu'elle l'a connu. Elle est contradictoire de par la violence d'aimer. Elle a perdu sa mère très jeune. Son père, incarné par Alain Chabat, essaie de combler le manque comme il peut. Même si je pense que l'on ne remplacera jamais une maman.

Comment cela s'est passé entre Alain Chabat et vous ?
C'est très intime ce que je vais vous dire, mais c'est la première fois qu'un acteur interprète à merveille un père de cinéma. Je me suis dit qu'il était à la hauteur de la tendresse de mon papa.

Comment joue-t-on un si grand coup de foudre amoureux ?
Mon personnage le vit comme une tragédie shakespearienne. Il tombe amoureux de quelqu'un qui est extrêmement différent d'elle. Un garçon radical, à fleur de peau. Ce qui me bouleverse dans ce personnage, c'est qu'elle est la seule à voir de la douceur dans le personnage de Clotaire, là où tout le monde voit de la violence. Après, elle va vivre une terrible séparation, une injustice, une déception. Elle le voit partir en prison. Plus de nouvelles pendant douze ans. L'éclipse amoureuse est là. Du jour à la

nuit en un claquement de doigts. Suivra le déni, un mariage conventionnel, le deuil de ses désirs d'adolescence. Tout ce qu'il reste de cet amour-là lui est-il encore accessible ? Ou n'est-ce qu'un fantôme ? Ce type de rôle est un formidable cadeau.

Comment s'est passé le tournage ?
Je connaissais Gilles Lellouche, avec qui j'avais tourné *BAC Nord*. Je connaissais son travail, sa générosité. Nous avons beaucoup d'amis en commun. En lisant le script de *L'Amour ouf*, j'ai trouvé que c'était le film qui lui ressemblait le plus.



« Dès que j'ai refermé les pages du script, j'ai eu une envie presque urgente d'aimer et de vivre ! Quand on perd tout, ce qui nous reste, c'est le poids des mots et l'amour », confie Adèle Exarchopoulos.

AURORE MARÉCHAL / JABACA POUR LE FIGARO

Que voulez-vous dire ?
Gilles a quelque chose de très généreux. Son film est très précis, vivant, urgent. Il n'aime pas le tiède. Toutes les formes d'amour qu'il met en scène, c'est complètement lui. Il y a une sincérité qui transparait dans tous les plans. Et puis c'est quelqu'un qui embarque tout le monde dans son sillage. Tout a été un peu exceptionnel dans le film.

Comment quoi, par exemple ?
Eh bien, d'abord, sa manière de nous annoncer que nous étions de l'aventure. Il nous a réunis dans un restaurant, moi, Vincent Lacoste, François Civil, Jean-Pascal Zadi. Et il nous l'a annoncé à tous en même temps. Sur le tournage, tout a été prétexte à jouer, tout a été créatif, millimétré. Il y avait de la musique en permanence sur le plateau. C'est quelqu'un qui adore nourrir les autres. Son film parle d'amour, celui qu'on donne, celui qu'on reçoit, celui qu'on n'a pas eu mais qu'on peut rattraper.

Ce film est très ancré dans les années 1980, dans sa musique, ses références. Et on vous voit souvent dans des cabines téléphoniques, qui ont presque disparu...
Oui, parce que les cabines téléphoniques sont un lieu d'intimité et un endroit de communication. Nombreux sont les grands moments culte de cinéma qui ont été tournés dans des cabines téléphoniques. D'ailleurs, *L'Amour ouf* cultive beaucoup de références à des grands films de cette époque, cela va des films de Guy Ritchie à ceux de Coppola, en passant par *Trainspotting*. Même le premier plan sur la flamme de la cheminée d'usine qui crache sa lumière dans la nuit rend hommage à un plan célèbre de *Blade Runner*...

Le Festival de Cannes s'annonçait sous de mauvais auspices cette année...
Oui, on pensait que l'atmosphère serait étouffante. Et puis ça ne s'est pas passé ainsi. Le festival capture comme un instantané du monde, dans sa violence comme dans son côté glamour ou sentimental. À Cannes, parler d'amour reste assez hypocrite. Pour être sincère, je suis plus honnête dans mes films que dans mes interviews. Tout le monde est un peu dans le contrôle. Ce n'est pas forcément du mensonge, mais nous sommes là pour défendre nos films. Ce qu'il y a de bien dans ma génération, c'est la montée en puissance de ce moment révolutionnaire, vital et essentiel qui est le mouvement «MeToo». En même temps, je ne crois pas qu'il faille forcément que les femmes se séparent des hommes. Je crois à la force du collectif. D'ailleurs dans *L'Amour ouf*, on voit se mêler toutes les générations d'acteurs. On voit surtout émerger cette génération de jeunes comédiens, comme un Polaroid de la nouvelle génération qui va incarner la relève du cinéma français. On dirait presque une photo de classe, vous ne trouvez pas ? ■

« L'Amour ouf », le grand bain de violence

Étienne Sorin

À Cannes, comme partout ailleurs, tout le monde court après l'amour. Est-ce vraiment de l'amour ? Les réalisateurs confondent sexe et sentiment. Cinéastes, hommes ou femmes d'ailleurs, ce n'est même pas une question de « male gaze » (« regard masculin »). *Diamant brut*, *Li-monov*, *The Substance*, *Anora*, *Parthenope*, *Motel Destino*... Les fesses saturent les écrans et s'en lasser tiennent moins à de la pudibonderie qu'à une overdose de chair triste et de corps à corps mécaniques.

L'Amour ouf se passe d'étreintes poisseuses et de gémissements feints. Pour tant, le film de Gilles Lellouche est en compétition et l'annonce de sa sélection a fait faire la fine bouche à ceux qui préfèrent le cantonner à un rôle d'amuseur

devant et derrière la caméra. Surtout derrière depuis son triomphe à Cannes hors compétition en 2018 avec *Le Grand Bain*, superbe comédie sur le mâle qui touche le fond de la piscine.

Lellouche transpose ici son livre de chevet, le roman de l'écrivain irlandais Neville Thompson. Dans le nord de la France, Clotaire (François Civil), fils d'ouvrier déscolarisé, craque sur Jacqueline, orpheline de mère tout juste virée de son école privée. Il la rebaptise Jackie (Adèle Exarchopoulos). Elle en pince aussi bientôt pour le délinquant juvénile au sourire charmant. Il fait les 400 coups, devient voyou au coup de poing facile et tombe à la place du fils d'un caïd local, après un braquage qui tourne mal. Dix ans plus tard, Clotaire sort de taule et Jackie a fait sa vie avec un type normal. Clotaire règle ses comptes avec ceux qui l'ont envoyé en prison. Au bout de 2h45, la flamme des

jeunes amants finira par se rallumer, au prix de quelques cadavres et accès de rage.

Cinéaste au premier degré

L'amour donne des ailes. Il rend aussi aveugle et peut-être que passé le rush de Cannes, avec un peu de recul et une fois la fièvre retombée, Lellouche verra tout ce qui ne va pas dans sa romance hyper-réaliste. La première partie, celle de l'adolescence, est beaucoup trop longue. Il faut que jeunesse se passe et qu'elle passe plus vite. *L'Amour ouf* déborde de partout et de tout, à commencer d'effets visuels et de mouvements de caméra intempestifs. L'abus de panoramiques est mauvais pour la santé. L'outrance de Lellouche lorgne plus du côté d'un Guy Ritchie que de Scorsese ou de De Palma - on ne peut plus voir un type, balancé dans l'escalier par la porte de service d'un club, sans penser au Benny Blanco de *L'Impasse*.

Mais aimer un film, c'est comme aimer quelqu'un. On prend tout, les qualités et les défauts, les bons côtés et les petites manies. Lellouche est un cinéaste au premier degré, fleur bleue et rouge sang. Ce n'est pas la même chose qu'un bourrin. C'est même le contraire. Pas d'ironie ni de sarcasme. Clotaire, c'est lui. Un acteur qu'on confondait avec ses premiers rôles, bas du front, pas très finaud. Avec à sa disposition une liste de 457 mots de vocabulaire pour dire l'amour et le reste mais, en réalité, une palette de sentiments bien plus large.

Lellouche regarde les hommes nager et cogner avec la même générosité. Il touche dans sa façon de réunir et de filmer avec amour (si, si) la nouvelle génération d'acteurs et d'actrices français. Outre Civil et Exarchopoulos, on retrouve Vincent Lacoste, Raphaël Quenard, Anthony Bajon, Jean-Pascal Zadi et Andranic Manet, tous encore jeunes dans le métier et bien partis

pour durer. *L'Amour ouf* n'est pas *La Haine*. Mathieu Kassovitz avait 28 ans quand il a tourné son film de banlieue. Il était à peine plus âgé que ses protagonistes. Lellouche a l'âge d'un vieux daron pour ses acteurs. Il leur fait visiter les générations 1980, décennie de sa jeunesse perdue et de ses premières amours.

L'Amour ouf s'achève là où commence *Le Grand Bain*. La fin de la violence est le début de la douceur. Un nouvel âge d'homme, pas moins viril mais moins brutal et sanglant. Et la tendresse bordel ? Elle est là. Elle arrive. ■

« L'Amour ouf »
Comédie de Gilles Lellouche
Avec François Civil, Adèle Exarchopoulos, Mallory Wanecque, Malik Frikah
Durée : 2h46
Notre avis : ●●●○
En salle le 16 octobre



Rendez-vous sur [rimowa.com/information-faq](https://www.rimowa.com/information-faq) pour plus de détails sur notre garantie à vie.

COMBIEN D'ANNÉES FAUT-IL POUR FABRIQUER VOTRE RIMOWA ?

Nous pourrions dire que cela prend chacune de nos 126 années d'existence.

Il y a ensuite les nombreuses années d'expérience de notre équipe allemande d'ingénieurs, ainsi que le travail de nos artisans sous notre philosophie d'*Ingenieurskunst* : l'art de l'ingénierie.

Mais en réalité, ce n'est que le début de son histoire. Car lorsqu'une valise quitte notre usine, elle continue d'être forgée, par vous. Façonnée par chacun de vos voyages, à travers chaque rayure, chaque petit accroc, chaque autocollant ainsi que chaque réparation, grâce à notre garantie à vie.

Votre valise évolue avec chaque kilomètre parcouru.

CONÇUE POUR LA VIE.

RIMOWA





« All We Imagine as Light » : reines de Bombay

Florence Vierron

En compétition, le film de l'Indienne Payal Kapadia montre les carcans qui emprisonnent les femmes dans son pays.

Depuis 2013, quel film indien a marqué nos esprits ? Cette année-là, *The Lunchbox*, premier long-métrage de Ritesh Batra, était présenté à la Semaine de la critique à Cannes, où il fut très bien accueilli. Depuis, l'industrie cinématographique indienne reste la plus prolifique du monde avec quelque 1500 films par an. Parmi eux, *All We Imagine as Light*, de l'Indienne Payal Kapadia, s'est hissé dans la liste convoitée des 22 films en compétition sur la Croisette cette année. Plus sombre et moins dynamique que celui de son compatriote, il reste une bonne surprise.

La cinéaste n'est pas une inconnue à Cannes. En 2021, elle a reçu l'œil d'or du documentaire pour *Toute une nuit sans savoir*, un film expérimental composé d'images d'archives de différentes époques et de scènes tournées lors de manifestations en Inde dont le montage a duré deux ans. Son regard de documentariste traîne d'ailleurs encore un peu dans sa fiction très réaliste située à Mumbai (Bombay). Dans cette mégapole grouillante et bruyante, trois femmes s'arrangent avec leur destin pavé d'obstacles.

Prabha, infirmière, a les lèvres serrées par la tristesse. Elle s'est mariée avec un homme qu'elle n'a pas choisi et qu'elle n'a pas vu depuis des années, car il vit en Allemagne. Entièrement dévouée à son métier, elle chaperonne aussi Anu, sa jeune colocataire et collègue de travail, jeune fille en fleur au regard rieur. Celle-ci vit une histoire d'amour avec un musulman, une idylle pas très bien vue chez les hindous. Entre les deux, Parvati, plus âgée, découvre que vingt ans passés dans la grande ville ne lui donnent aucun droit. À la périphérie de ce trio féminin, un médecin venu d'une autre province ne parvient pas à s'adapter, comprend mal l'hindi et n'ose déclarer sa flamme à Prabha.

Loïn de Bollywood

Au dévouement sans faille de Prabha, Anu répond par la légèreté et l'insouciance. La première a respecté les traditions quand la seconde vit selon ses envies, ment à sa mère et n'éprouve aucune honte à ne pas pouvoir honorer sa part de loyer. Deux générations sous un même toit qui ne se comprennent pas. La routine chavire quand Prabha reçoit de son mari un autocoureur. Un cadeau empoisonné qui lui rappelle sa condition de femme mariée. Anu, elle, a beau afficher crânement sa féminité, elle se pare d'une burqa pour retrouver son fiancé chez lui. Quant à Parvati, sa révolte consiste à lancer une pierre contre une porte en tôle devant un chantier, avec l'émouvant d'une petite fille consciente de décevoir. Mais elle le fait de nuit, de peur d'être vue.

Payal Kapadia aime l'obscurité. Les deux premiers tiers de son film se déroulent la nuit, empêchant la ville de briller, accentuant ses zones d'ombre.

Il faut attendre la dernière partie pour que la lumière envahisse l'écran et déclenche des sourires chez les trois femmes qui se rendent au village côtier où Pavarty est née et a décidé de retourner vivre. Sa vie tient dans quelques sacs, il n'y a pas d'électricité, mais une forêt tropicale qui offre toutes les libertés, permet d'ouvrir son cœur et d'exprimer sa vraie personnalité.

All We Imagine as Light est loin des clichés clinquants de Bollywood. Face à l'incessant tourbillon urbain, la réalisatrice impose sa lenteur : long travelling déroulant l'activité sur les trottoirs, plans fixes d'immeubles faiblement éclairés, déplacements en train propices à la rêverie ou à la discussion. À travers ces trois femmes, elle dénonce les travers d'une société encore très corsetée

malgré le développement économique du pays. À rebours des tabous, elle ose filmer une scène de sexe, dont le cadrage dégage une extrême délicatesse. Et à l'heure où 1 milliard d'Indiens vote aux élections législatives, Payal Kapadia, très concernée par la vie politique de son pays, fustige aussi ces dirigeants implacables pour les basses castes. La classe pour un premier film de fiction. ■

« All We Imagine as Light »

Drame de Payal Kapadia
Avec Kani Kusruti, Divya Prabha, Chhaya Kadam, Hridhu Haroon
Durée : 1h54
Notre avis : ●●●○
En salle le 2 octobre



Payal Kapadia, réalisatrice de *All We Imagine as Light* : « Dans mon pays, peu de gens s'intéressent au Festival de Cannes mais cette minorité représente plus que la population française ! Donc, j'espère que mon film suscitera de la curiosité. »
Aurore Maréchal / ABACA POUR LE FIGARO

Payal Kapadia, une Indienne à Cannes

Étienne Sorin

Si Payal Kapadia est une nouvelle venue dans la compétition cannoise, elle n'est pas une inconnue sur la Croisette. La réalisatrice indienne de 38 ans a remporté en 2021 l'œil d'or, récompense qui distingue le meilleur documentaire, pour *Toute une nuit sans savoir*. *All We Imagine as Light* est son premier long-métrage de fiction mais les deux films ont été conçus en même temps. La jeune femme était en résidence d'écriture à Paris, juste avant le Covid. Une ville qu'elle adore et qui pourrait lui servir de décor à un prochain film. Son séjour parisien lui a permis de mieux connaître ses coproducteurs français, de la société Petit Chaos. Un compagnonnage fructueux.

Mais cette diplômée de l'Institut indien du cinéma et de la télévision (FTII), école qui lui a permis de découvrir aussi bien Satyajit Ray que la Nouvelle Vague, Eisenstein ou Forman, vit toujours à Mum-

bai (Bombay), sa ville natale. Un personnage à part entière dans *All We Imagine as Light*. Grouillante, bruyante, hostile. « Mumbai est une ville de contrastes, explique la cinéaste. On y vient pour gagner de l'argent, elle offre de nombreuses opportunités. Les femmes y trouvent plus facilement du travail. Et il suffit de prendre le métro pour entendre plein d'histoires. J'aime tendre l'oreille et écouter tous ces récits. À force de faire le même trajet chaque jour, on se fait des amis de métro. Mumbai est une ville oppressante mais aussi un espace de liberté, même si c'est surtout vrai pour les gens aisés. »

Avant d'empoigner une caméra pour tourner ses histoires, Payal Kapadia prend un micro pour recueillir les voix et les bruits. Elle attache un grand soin à son. « Le son représente 60 % du cinéma. J'aime partir des sons de la vie réelle pour créer un imaginaire. » Les personnages principaux de *All We Imagine as Light*, l'inquiète Prabha et l'insouciance Anu, deux infirmières en colocation, ont été écrits à partir de recherches et d'entre-

tiens. « J'ai voulu faire un film sur l'amitié, et sur comment l'amitié remplace la famille. Ce sont des liens à inventer. Mes amis comptent beaucoup pour moi, je fais des films avec eux ! »

« Le patriarcat encore fort »

La sororité entre Prabha et Anu est au départ subtile. Leur statut de femmes seules et la modestie de leurs revenus ne leur donnent pas le choix. Le mari de Prabha est parti en Allemagne. Et Anu ne peut se rendre chez son fiancé, d'autant plus qu'il est musulman, une tare dans l'Inde du dirigeant nationaliste hindou et islamophobe Narendra Modi, au pouvoir depuis 2014 et en lice pour un troisième mandat - les élections ont déjà commencé et s'achèvent le 1^{er} juin.

« L'intimité est un privilège de riches en Inde, explique la cinéaste. Louer un appartement est très cher, le manque d'espace est criant. Et la religion rend les choses encore plus difficiles. Les femmes sont les garantes de l'honneur de la famille. L'emprise du patriarcat reste encore très forte

dans mon pays et les femmes sont rarement indépendantes financièrement. »

Payal Kapadia est sans doute féministe mais elle se méfie de son statut de femme réalisatrice. « J'appartiens à une caste privilégiée. Je parle anglais, à la différence de beaucoup de mes compatriotes, marginalisés parce qu'ils ne parlent que leur langue dialectale. Et je suis plus indépendante et libre que n'importe quel homme d'une classe inférieure. » Cela ne signifie pas que tourner un film indépendant en Inde soit une sinécure. Moins à cause du bureau de la censure que du manque de financement pour des productions tournées en dehors des studios de Bollywood. Payal Kapadia espère qu'*All We Imagine as Light* sortira en Inde. « Dans mon pays, peu de gens s'intéressent au Festival de Cannes mais cette minorité représente plus que la population française ! Donc, j'espère que mon film suscitera de la curiosité. » Faire revenir un film du sous-continent après trente ans d'absence est déjà un exploit. Décrocher un prix dépasserait toutes les espérances. ■

« Le Roman de Jim » : une belle histoire de jules perdus par la paternité

Éric Neuhoff

À Cannes Première, les frères Larrieu questionnent le désenchantement masculin sans dégainer les violons.

Est-ce le climat montagnard ? Le Haut-Jura réussit aux frères Larrieu. D'autres régions de France les avaient moins inspirés. Aymeric (Karim Leklou) traîne son ennui à Saint-Claude. Son emploi au supermarché ne l'embarasse pas. Mais rien n'a l'air de l'enthousiasmer dans la vie, celui-là, à part prendre des photos qu'il ne développe pas. Ça n'est pas une raison pour se laisser embarquer dans un cambriolage. Naturellement, c'est lui qui tringue. Malgré la prison, il ne dénonce pas ces comparses, qui sont les vrais coupables. On voit par là que l'homme a un bon fond. Il le montrera encore en tombant par hasard sur une ancienne collègue qui n'a pas froid aux yeux.

Enceinte de six mois, Florence (Laetitia Dosch) a des cheveux roux et le ventre

rondu. Elle sait qui est responsable de sa grossesse, mais le type en question est marié avec deux enfants. Elle n'en fait pas un drame. À la clinique, Aymeric accepte de couper le cordon et de jouer les pères de substitution. Le rôle lui plaît tellement que Jim ne peut plus se passer de lui. À la suite d'un accident, Christophe (Bertrand Bello), le géniteur du gamin, réapparaît. Cela change la donne.

Décor grandioses

Florence ne sait pas ce qu'elle veut, se prend pour la Catherine de Jules et Jim. Son inconscience produira de sacrés dommages collatéraux. Aymeric, tout embarassé de son corps lourd, verrouillé de l'intérieur, regarde son bonheur fuir goutte à goutte. Christophe, l'intrus dépressif (la preuve, il écoute à longueur de

journée du Lavilliers en buvant du mauvais vin), est embêté comme tout.

Le petit Jim, qui a presque 10 ans, sent que l'avenir va lui réserver de sales surprises. Qu'est-ce que c'est que cette histoire de partir pour Montréal ? Sans Aymeric, en plus. La suite est logique. De moins en moins de nouvelles, puis plus de nouvelles du tout. Les pères écartés connaissent la chanson. L'abandonné tire un trait sur tout ça. Trop de chagrin. Il refait sa vie comme on retape une ferme en ruines. Olivia (Sara Giraudeau) est une prof qui aime danser le samedi soir. Elle arrive le week-end et part pour les vacances. Ce rythme leur convient. Pas d'enfant, hein ? Le solitaire est d'accord. Il a ses raisons. Sara Giraudeau a toujours sa voix à réveiller des morts en chuchotant. Elle ranime son compagnon, lui offre sa dou-

leur et sa compréhension sans demander grand-chose en retour. Et puis Jim, désormais adulte, revient sonner à la porte.

Il est ici question de paternité bafouée, de sentiments qu'on pînette avec désinvolture. Les frères Larrieu multiplient les instants fugaces, les regards inquiets, les paroles de trop. Karim Leklou promène sa détresse muette et résignée dans des décors à la fois grandioses et oppressants, avec pour hantise de faire du mal à quelqu'un. C'est le triomphe de la délicatesse en tee-shirt délavé et de l'humanité qui ne dit pas son nom, l'image du désintéressement et de la droiture.

Une baignade dans un lac d'un vert de casino, une partie d'escalade malencontreuse, des silences qui sont autant de mensonges (à moins que ce ne soit l'inverse), *Le Roman de Jim*, d'après un livre de

Pierrick Bailly, sur lequel on se jette après la projection, navigue au plus près du désenchantement masculin, évite de dégainer les violons. Les larmes se sèchent avec des rasades de gin distillé au Canada. L'émotion se soigne grâce à de solides bouchées de « papet », le gâteau du cru (fait maison, attention). Cela va aller. Aymeric a développé tous les clichés qu'il avait et il écoute un morceau enregistré par Jim. Le titre ? *First Father*. Tout est dit. ■

« Le Roman de Jim »

Comédie dramatique de Jean-Marie et Arnaud Larrieu
Avec Karim Leklou, Laetitia Dosch, Noé Abita, Sara Giraudeau, Bertrand Bello
Durée : 1h41
Notre avis : ●●●○
En salle le 14 août

« Les Pistolets en plastique », Dupont de Ligonnières côté farce

Étienne Sorin

L'humour noir de Jean-Christophe Meurisse, librement inspiré du fait divers, clôt la Quinzaine des cinéastes en beauté.

On a retrouvé Xavier Dupont de Ligonnières. Il s'appelle Paul Bernardin. Il est l'un des personnages des *Pistolets en plastique*, la nouvelle comédie de Jean-Christophe Meurisse. Bien sûr, un carton liminaire prévient que cette fiction n'a rien à voir avec des faits réels. Mais Bernardin, comme Ligonnières, est soupçonné d'avoir tué toute sa famille et a disparu sans laisser de traces. En fait, il est sur le point de se marier en Argentine, incognito.

Jean-Christophe Meurisse fait entrer l'accusé dans son univers déjanté. Plus que le mystère autour de ce fait divers retentissant, c'est la fascination qu'il exerce et les comportements irration-

nels qu'il suscite qui intéressent le cinéaste. Notamment sur Christine et Léa, deux « enquêtrices web », bénévoles surtout occupées à surveiller Facebook. Quand elles décident d'aller sur le terrain, elles retournent sur les lieux du crime. Leur visite de la maison relève moins de l'investigation que d'un examen attentif de la décoration intérieure. Au passage, Christine se casse devant le lit conjugal sans savoir de quel côté dormait Paul.

La vraie police n'est pas mieux traitée. Au moment où Bernardin récite du Victor Hugo à sa future femme dans la pampa, un pauvre bougre nommé Uzès est arrêté à Copenhague. Les flics danois ont beau avoir l'air sympa (ils jouent au ping-pong et au badminton



Dans cette comédie déjantée, Delphine Baril et Charlotte Laemmel, deux « enquêtrices web » bénévoles, quittent leur veille sur Facebook pour visiter la maison d'un homme soupçonné d'avoir tué toute sa famille avant de disparaître.

dans des salles d'un blanc immaculé), ce ne sont pas de fins limiers. Les flics français ont beau avoir l'air nul, ils le sont vraiment. La réunion par Zoom entre les polices des deux pays est jubilatoire. « In France, we have a tradition of erreur judiciaire. You know Outremer? », demande Vincent Dedienne à son homologue danois.

La bêtise élevée au rang des beaux-arts

Comme Quentin Dupieux, Meurisse attire les stars, tentées par le mauvais goût et le mauvais esprit. Mais lui leur donne des petits rôles. Jonathan Cohen apparaît le temps de l'autopsie d'un cadavre et d'une discussion complotiste avec Fred Touchet sur le profilier Zavata, génie de la métamorphose (« Il a appris le violon pour remplacer pendant cinq ans Catherine Lara »). Romane Bohringer fait un caméo en épouse écrasée par

la charge mentale. Nora Hamzaoui joue une passagère d'avion enceinte et diserte sur ses « épisodes » (c'est sa cinquième grossesse). Laurent Stocker, lui, est un Paul Bernardin plus inquiétant que drôle.

Meurisse réserve les autres premiers rôles aux acteurs de sa compagnie de théâtre, Les Chiens de Navarre. Et pas besoin d'être devin pour savoir que les directeurs de casting vont leur mettre le grappin dessus après avoir vu *Les Pistolets en plastique*. Anthony Paliotti réalise des acrobaties buccales sensationnelles avec un cure-dent. Gaëtan Peau se fait énucléer à la cuiller (« méchante ou gentille cuiller ? »). Et le duo de détectives amateurs, Léa et Christine, fait des étincelles. Delphine Baril et Charlotte Laemmel élèvent la bêtise au rang des beaux-arts.

Sur scène, ils n'ont peur de rien et surtout pas du ridicule. Sur un plateau

de cinéma non plus. De film en film (c'est son troisième après *Apnée* et *Oranges sanguines*), le théâtral Meurisse ne perd rien de sa méchanceté anar mais gagne en assurance. Sa mise en scène est plus pop, plus ample, plus débridée. Chez Meurisse, on débite des horreurs sans filtre et on commet des actes épouvantables. On danse aussi beaucoup. Lors d'une soirée entre collègues, d'un mariage en Argentine ou d'un concours de country. Le corps exulte. C'est la seule pulsion de vie d'une humanité (auto)destructrice. C'est mieux que rien. ■

« Les Pistolets en plastique »

Comédie de Jean-Christophe Meurisse Avec Delphine Baril, Charlotte Laemmel, Laurent Stocker, Gaëtan Peau

Durée : 1h35

Notre avis : ●●●○

En salle le 26 juin

Une guerrière nommée « Niki »

Françoise Dargent

Pour son premier film de réalisatrice, présenté à Un certain regard, Céline Sallette évoque avec élégance et justesse le destin de Niki de Saint Phalle.

Né l'appellez plus Niki Matthews mais Niki de Saint Phalle. En 1961, la Franco-Américaine ose enfin s'affirmer en artiste, reprend son nom de jeune fille et tue « ses dragons ». La scène émancipatrice clôt le film de Céline Sallette. On ne révèle rien en le disant. C'est un épisode marquant de l'histoire de l'art du XX^e siècle : Niki tire à la carabine sur un tableau recouvert de plâtre, derrière lequel elle a collé des poches remplies de peinture. Bang ! Elle fait mouche et la toile pleure. Ses *Tirs* la rendent célèbre bien avant ses *Nanas*.

Pour son premier film comme réalisatrice, la comédienne Céline Sallette a choisi d'évoquer les dix ans précédant ce geste artistique, dix ans qui peuvent tenir en quelques lignes dans une biographie d'artiste - mariage, enfants, dépression, séparation - mais qui, chez Niki de Saint Phalle, disent beaucoup. La piquante Charlotte Le Bon interprète cette jeune Franco-Américaine qui a fui les États-Unis avec son mari Harry et leur bébé Laura. « Pourquoi ? », demandent des amis. Harry répond : « À cause du maccarthysme, de la menace nucléaire, du racisme ». « À cause de ta mère », ajoute Niki. La famille est un poison, dont le couple veut se défaire. Eux en ont une conception plus élastique, plus libre et bohème. Bienveillants, ils s'aiment tout en étant infidèles - la scène où ils se révèlent leurs amants est très drôle.

Leurs familles sont loin mais la jeune femme est régulièrement assaillie d'angoisses qui la ténassent, réminiscences de l'inceste qu'elle a subi de la part de son père. Son truc : cacher des couteaux et autres armes contondantes sous son lit. L'âme d'une guerrière déjà. Une crise va l'envoyer à l'hôpital psychiatrique, où elle subira des électrochocs. « J'ai trouvé ma vocation chez les fous », dira-t-elle plus tard. Le film la montre créant des collages avec de la mie de pain machée en guise de glu, puisque le protocole médical strict lui interdisait ciseaux, colle, papier... La pratique ar-

tistique devient le dérivatif de ces angoisses. Mais alors qu'elle a désormais un atelier, elle est toujours « une femme d'écrivain qui fait de la peinture », comme lui balance, perfide, l'artiste Joan Mitchell lors d'un dîner. D'autres artistes seront moins jaloux. C'est le cas de la petite bande de l'impasse Ronsin, à Paris, qui invente une nouvelle forme d'art à base de récup', dans des ateliers sans eau ni électricité. Ce sont les nouveaux réalistes, avec Arman à leur tête mais aussi le Suisse Jean Tinguely, qui deviendra son second époux.

Une bande bohème et libertaire

Le film peint cette bande bohème et libertaire avec un allant joyeux. Loin du biopic convenu, Céline Sallette livre une évocation aussi forte que solaire de la plasticienne. Si elle opte pour une touche rétro dans sa mise en scène, la comédienne et réalisatrice fait résonner le destin de Niki de Saint Phalle avec notre époque, montrant une femme en avance sur son temps, une féministe avant l'heure, qui peut encore être un exemple aujourd'hui. Céline Sallette incarne aussi un mouvement. Les actrices qui passent derrière la caméra sont légion à Cannes cette année. Laetitia Dosch (*Le Procès du chien*), Ariane Labéd (*September Says*) ou encore Noémie Merlant (*Les Femmes au balcon*, sa deuxième réalisation) : le phénomène confirme une tendance lourde depuis quelques années dans le cinéma français. Et révèle leur façon de ne pas dépendre du désir des autres et encore moins des réalisateurs. Les femmes prennent le pouvoir. Elles racontent leurs histoires et elles le font à leur manière. Bang ! ■

« Niki » Biopic de Céline Sallette Avec Charlotte Le Bon, Damien Bonnard, John Robinson, Judith Chemia Durée : 1h38 Notre avis : ●●●○ Date de sortie non communiquée

SOIERIES IMPÉRIALES POUR VERSAILLES

CHÂTEAU DE VERSAILLES

EXPOSITION

19 MARS - 23 JUIN 2024

AU GRAND TRIANON

COLLECTION DU MOBILIER NATIONAL

En partenariat avec :

MOBILIER NATIONAL

compagnie

conservatoire de la musique

musée de la ville de Paris

madame

Réservation sur chateauversailles.fr



1



2

ALLO LE PHOTOCALL

■ Moins solennel que la montée des marches, à Cannes, le photocall (traditionnelle séance photo de l'équipe du film se tenant en plein jour) est aussi l'occasion pour les stars de rivaliser d'élégance et d'originalité. La preuve avec Margaret Qualley (2) en « total look » Chanel, arborant jusqu'à l'immense capeline portée avec une robe à bretelles en satin noir vues sur le défilé hiver 2025 de la maison en mars dernier. De même pour Hunter Schafer (1), ingénue, dans cet ensemble d'infirmière en coton immaculé Prada, avec fichu assorti.



3



4

LA COULEUR ÉCARLATE

■ En son temps, Christian Dior s'amusait à faire paraître au milieu de ses défilés un mannequin vêtu d'une robe rouge vif. Le « coup de Trafalgar » du couturier pour réveiller l'assistance. Même cause, mêmes effets sur le tapis rouge où se succèdent beaucoup (trop ?) de smokings et de robes de gala noirs. Maligne, Greta Gerwig (4), la charismatique présidente du jury de ce 77^e Festival de Cannes, opte donc pour un fourreau de soie carmin signé Armani Privé. Et voilà qu'on ne voit qu'elle. Dans le même genre, l'oscarisée Emma Stone (3) en Louis Vuitton aime les flashes toute de paillettes grenat vêtue. « Rouge sur rouge, rien ne bouge » ? Sur la Croisette, c'est tout le contraire !

LA VÉRITÉ TOUTE NUE

■ « Pop stars, influenceuses et actrices de la génération Netflix prennent le prétexte de n'importe quel tapis rouge pour sortir la "naked dress" », rappelait Le Figaro en février dernier, à l'occasion du show Saint Laurent, soit un défilé de robes plus que transparentes et quasiment importables puisque entièrement réalisées à partir de collants. Quelques mois plus tard, pour son « grand retour à Cannes », Bella Hadid (5), égérie du « nude look » sur « red carpet », se devait d'arpenner les marches cannoises, moulée dans un de ces bijoux über sexy. Et ainsi de « tuer toutes les autres "naked dresses" », selon la presse anglo-saxonne. Game over.

Et la palme de l'audace est attribuée à...

Valérie Guédon

Notre palmarès des actrices qui ont osé les looks les plus cinégéniques (et instagrammables) sur le tapis rouge de Cannes.



5

ICONIQUE

■ Yseult (6) porte ici un véritable petit bout d'histoire de mode française. La réplique exacte du tailleur Bar que Christian Dior imagina en 1947, chef-d'œuvre du New Look réalisé sur mesure pour la chanteuse habituée de la Croisette. Une version qui soutient la comparaison avec l'originale et a nécessité 550 heures de travail dans les ateliers haute couture de la maison de l'avenue Montaigne (350 pour la veste cintrée à basques et 200 pour la jupe plissée en corolle).

QUELQUES GRAMMÈS...

■ ... de soie dans un monde de chic et de glamour suffisent parfois à amanner les flashes des photographes de la Croisette. Sienna Miller (7) le démontre avec grâce, vêtue d'une cascade de mousseline bleu céruléen de chez Chloé, le soir de la montée des marches d'*Horizon: an American Saga*, western choral de Kevin Costner dans lequel figure l'Anglaise.

PERLES ENGAGÉES

■ Si les plus politisés ont vu dans la robe Jean Paul Gaultier par Haider Ackermann que portait Cate Blanchett (8) le soir de la projection de *The Apprentice* un clin d'œil au drapeau palestinien, les fans de joaillerie se sont, eux, délectés du sautoir qu'elle arborait en travers des épaules. Un bijou engagé lui aussi puisqu'il défend le luxe circulaire et a été conçu à partir de pièces d'archives, par l'actrice, avec la directrice artistique de la haute joaillerie Louis Vuitton, Francesca Amfitheatrof.

ÉLODIE NAÏMO

MODE D'AUTEURS

■ Certaines montent les marches de Cannes dans des robes de princesse, parées des plus gros diamants. Et puis, il y a Isabelle Huppert (9). Remarquable dans un peignoir Balenciaga brodé de soie blanche effilochée, passé sur une combinaison pantalon moulante couleur chair. Quant à Vicky Krieps (10), l'actrice d'origine allemande a choisi cet ensemble à l'allure militaire en twill de laine signé Bottega Veneta. Épatant !



6



7



8



9



10

Zephalto à la conquête de la stratosphère



PHOTOS ZEPHALTO

Elsa Cau

Bientôt, chacun pourra embarquer à bord de Céleste, capsule portée par une montgolfière à 25 kilomètres de la Terre. Un projet 100 % français imaginé par l'ingénieur Vincent Farret d'Astiès et l'architecte d'intérieur Joseph Dirand.

Certains destins sont prédestinés. Les parents de Vincent Farret d'Astiès étaient tous deux pilotes. Un peu plus haut dans son arbre généalogique, l'un de ses aïeux s'élevait de Paris en ballon, courrier en main, pendant le siège prussien de 1870. Que penserait-il, du haut de sa montgolfière, du projet de sa descendance ? Zephalto – contraction de Zéphyr, ce dieu du vent d'ouest dans la mythologie grecque, et d'alto. C'est ainsi que l'ingénieur aéronautique, ex-contrôleur aérien et pilote Vincent Farret d'Astiès a baptisé son projet.

Le principe, sur le papier, est assez simple. Une capsule contenant jusqu'à six passagers est transportée par une montgolfière, à 25 km de la Terre dans la stratosphère, en une heure et demie. Dans sa totalité, le voyage dure six heures, pendant lesquelles on observera le ciel passer d'indigo à bleu profond puis noir, on admirera la courbure de la Terre avec son halo bleuté et enfin, le Soleil se lever dans ce « presque espace ». Cette aventure demande-t-elle certaines aptitudes physiques ? Aucune. Pas de grosse accélération à prévoir, pas de fusée et d'apesanteur, pas d'effets inattendus, sauf, peut-être le goût au palais qui peut évoluer en altitude. Avides de sensations extrêmes, passez votre chemin : il s'agit avant tout d'un voyage contemplatif. Et précisons, au risque d'en faire grincer certains, qu'il est également on ne peut plus écologique, avec une empreinte carbone à 27 kg de CO₂ en scope 1. C'est-à-dire... l'équivalent de la production d'un blue-jeans.

Un voyage contemplatif, certes, mais qui a vu le jour grâce à la ténacité – bien terre à terre celle-ci – de son inventeur, accompagné par le Centre national d'études spatiales (Cnes), qui a mis sa technologie à la disposition exclusive de Zephalto, pour ce vol avec passagers. Sans oublier la myriade d'ingénieurs, d'experts aéronautiques (et autant de brevets déposés), de pilotes en formation... et d'un architecte d'intérieur. Joseph Dirand, référence du fameux art de vivre à la française qui n'a pas hésité une seconde lorsque Vincent Farret d'Astiès lui a présenté son idée. « Je suis passionné de voyages, d'hospitalité, d'espace. J'ai eu la chance de pouvoir travailler sur des choses extraordinaires. J'ai désormais le luxe de choisir mes projets selon

l'expérience insolite qu'ils proposent. D'une île aux Bahamas à un grand bateau en passant par un chalet à la montagne, j'essaie de raconter une histoire, de travailler l'émotion qui se dégage de l'expérience qu'est le voyage. Ce qui est amusant, c'est qu'avec les années mon travail a augmenté en échelle et là, tout à coup, je redescends à la taille minimale », sourit l'architecte.

On se dit qu'il faut toutefois une expérience solide pour livrer une synthèse absolue de l'espace optimisé mais esthétique, avec des contraintes techniques évidentes de taille, de matériaux et de sécurité, liées à l'extraordinaire voyage dans l'espace... À commencer par la forme de la capsule en elle-même, pensée selon des contraintes aérodynamiques. « Là-haut, il fait -45 °C. Un peu plus chaud, en réalité, qu'au niveau des avions qui volent à 10 km au-dessus de la Terre. Les contraintes existent mais sont moins exigeantes que l'avion, par exemple, d'autant que nous allons à une vitesse de 0 à l'heure, explique Vincent Farret d'Astiès. Les recherches maximales sont liées au gain de poids et à la pressurisation. »

« Le voyage dans la stratosphère et dans l'espace se démocratisera sans doute un jour, mais pour moi, c'est un peu comme l'océan. On n'y va pas comme on prend sa voiture... C'est peut-être la plus grande vocation de ce projet. Donner accès à une beauté infinie »

Vincent Farret d'Astiès
Fondateur de Zephalto

En résulte une capsule arrondie contenant un espace réparti de façon triangulaire sur six mètres de diamètre. L'ensemble est certifié par l'EASA, l'Agence européenne de la sécurité aérienne. Paradoxalement, les inspirations de l'architecte d'intérieur datent plutôt du siècle dernier : les maisons organiques de Jacques Couëlle, les maisons Bulle d'Antti Lowag, la série Women in Bubbles de Melvin Sokolsky en 1963, sont autant de pistes esthétiques qui l'ont guidé pour imaginer la capsule Céleste de Zephalto.

Ce que verra avant toute chose le voyageur, c'est cette fenêtre, une grande baie vitrée, le clou du spectacle. La montée est progressive et la vue, un tableau changeant. « On a travaillé le hublot pour qu'il soit le plus grand, le plus large possible et qu'il ressemble à un œil immense, avance avec enthousiasme Joseph Dirand. C'est le caractère principal de ce voyage. La cabine devient la loge de théâtre qui doit rester plutôt neutre pour mettre en valeur le spectacle, la vue » Dans la capsule, les trois espaces aux lignes épurées sont modulaires : banquettes transformables en poufs ou en lits, tables réglables... Tout est pensé pour que l'expérience soit flexible, adaptée aux positions – debout, assis, allongé – et aux demandes du passager. Les

matériaux répondent à la douceur contemplative voulue par Zephalto : loupe d'orme, cuir, mohairs, suédine... « Tout doit être doux, soyeux, enveloppant, rassurant » rappelle Joseph Dirand. Et, suivant la veine écologique du projet, innovant. Ainsi les tapis sont fabriqués en fibres de bananier, certains tissus soyeux sont en Tencel, constitué de fibre d'eucalyptus, et les cuirs sont conçus à partir de champignons.

Il y a bien entendu une dimension méditative et poétique dans la lente montée de la « bulle » Céleste vers le ciel, en silence. « Rien à voir avec une fusée, rappelle Joseph Dirand. D'ailleurs, avec cet effet miroir de la capsule en carbone, elle devient presque abstraite, elle est là pour refléter son environnement. » Avec, au-dessus de

l'habitacle, un ballon de presque 100 m de haut, lui aussi transparent, entièrement revêtu de polymères. « Une enveloppe qui fait la part belle au spectacle d'une vie, à cette odyssée d'une beauté incomparable qu'on ne connaît pas encore. C'est émouvant de voir notre planète de cette manière, assure Vincent Farret d'Astiès. Et de créer de nouvelles données, notamment d'observation atmosphérique stratosphérique. Les voyages vont se multiplier et les données, notamment en matière de climat, seront très intéressantes à analyser. On est heureux de faire bénéficier directement la science de ces avancées, de participer à la grande aventure de l'exploration. »

Grand amateur de voile, Vincent Farret d'Astiès compare la stratosphère à la mer, à son attrait qui ne ta-

Imaginé par le designer Joseph Dirand, l'intérieur de la capsule optimise l'espace réparti de façon triangulaire sur six mètres de diamètre.

rit pas : « Le voyage dans la stratosphère et dans l'espace se démocratisera sans doute un jour, mais pour moi, c'est un peu comme l'océan. On n'y va pas comme on prend sa voiture... C'est peut-être la plus grande vocation de ce projet. Donner accès à une beauté infinie. » « Créer le progrès d'une autre manière », ajoute pour sa part Joseph Dirand. Le premier vol avec des passagers est prévu pour la fin de l'année. Coût du voyage : 170 000 € par personne. Avoir la tête dans les nuages n'a pas de prix. ■

LES VOYAGES

COPENHAGUE, ESCAPADE DANS LA CAPITALE DANOISE

> DU 12 AU 15 SEPTEMBRE 2024

OFFRE PREMIERS INSCRITS*
-160€/PERSONNE

VOYAGE ACCOMPAGNÉ
4 JOURS / 3 NUITS
3 090 €*
au lieu de 3 250 €

« Hygge », cyclisme et design ? Vous l'aurez deviné, cet automne, Le Figaro vous entraîne à la découverte de Copenhague, la capitale des amateurs d'architecture, de peinture et de design ! Adresses sélectionnées avec soin, excursions inédites et visites à thème composent la promesse d'un week-end mémorable aux portes de la Scandinavie !

RENSEIGNEMENTS ET INFORMATIONS 01 57 08 70 02 / lesvoyagesf.fr
Personnalisez ce voyage en individuel pour vous et vos proches

* Le tarif premiers inscrits varie en fonction des disponibilités et peut être modifié sans préavis, tarif par personne sur la base d'une chambre double à partager. Crédit photo : AdobeStock.



Vincent Farret d'Astiès
et Joseph Dirand. ZEPHALTO

« Marco Polo », un ballet pour l'explorateur

Ariane Bavelier

Sur Le Figaro TV, le spectacle du niçois Éric Vu-An, inspiré du roman « Les Villes invisibles » d'Italo Calvino, danse avec les terres lointaines.

Éric Vu-An, directeur du Ballet Nice Méditerranée, a longtemps entretenu une relation particulière avec Marco Polo. Parce qu'il est lui-même l'homme des voyages, ayant mené une carrière d'étoile internationale aux quatre coins de la planète. Parce que cette dernière l'a aussi mené à rencontrer Luciano Cannito, qui créa ce ballet pour lui dans les années 1990. Vu-An, qui a quitté l'Opéra de Paris en 1986, après avoir été nommé étoile par Maurice Béjart en même temps que Manuel Legris - nomination défaite par Rudolf Noureiev -, a beaucoup travaillé en Italie. Fascinant jusqu'au réalisateur Bernardo Bertolucci, qui lui confia le rôle d'un jeune chef touareg dans *Un thé au Sahara*. Déjà un voyageur...

À la création du ballet de Cannito, Vu-An dansait le rôle de Marco Polo. Pour sa reprise filmée en 2013 à l'Opéra de Nice, il interprète celui de Kubilai Khan. Pour parachever ce voyage, la pièce était ensuite allée au French May, en Chine, et un reportage y avait été effectué. La

captation du ballet s'ouvre sur le spectacle de jongues filant sur la mer de Chine. Ce Marco Polo s'inspire des *Villes invisibles*, d'Italo Calvino. Dans ce récit placé sous le signe de la magie des ailleurs, quatre derviches tournoient superbement. Le héros arrive à la cour de Kubilai Khan. Puissant, celui-ci pèse sur le sol de toute son autorité, tranche l'espace de ses bras : il ne doute pas de régner sur le monde même s'il ne quitte jamais son palais. Marco Polo se dessine à l'inverse. Il bondit, embrasse l'espace, léger et ample.

Divertissements sur pointes et récits rêvés

Point de caravane, juste un sac en bandoulière. Chaque objet qu'il en tire évoque une ville de son voyage. Il le présente au Khan, qui fait ainsi connaissance son royaume et de la vie réelle : désir, passé, théâtre et autres atours du monde, jusqu'à devenir lui aussi jaloux de la distance. Le dialogue entre les deux hommes est passionnant. Marco Polo, homme de tous les ailleurs cherche à se



MMANVIL CONCEPTS & COUNTERSCOPMEZZO

Marco Polo est servi par un casting parfait.

faire reconnaître par le Khan, figure éminemment paternelle et puissante pour celui qui a traversé le monde depuis Venise comme du vif-argent. Le Kahn, magnifiquement incarné par Vu-An, semble tour à tour perdu dans ses pensées et jaloux de tout ce qui lui a échappé. Les tentatives de lui plaire sont vaines. La musique signée Marco Schiavoni s'inspire largement de partitions de Francis Poulenc. Exotisme, percussions, fugues d'orgue, airs de danse, chansons, le compositeur fait feu de tous les genres pour servir le déroulé d'une chorégraphie en deux actes.

Le premier joue l'envoûtement : celui réciproque entre Marco Polo et Kubilai Khan, qui donnent lieu à des divertissements sur pointes. La seconde partie, qui ressert la relation complexe entre les deux protagonistes, captive davantage. La pièce a tous les ingrédients d'une réussite qui n'est pourtant pas totalement au rendez-vous : qui n'a pas lu l'argument peine à comprendre ce qui se joue sous ses yeux, parce qu'au lieu de rester sur le premier degré du voyage et de la lutte entre les deux hommes s'ajoute une dimension philosophique que la danse peine à faire comprendre.

De plus, si les costumes de Jean-Pierre Laporte sont magnifiques, son décor

manque d'opulence. Sans doute fallait-il se résoudre à une totale sobriété pour sauver la mise. La soirée reste belle cependant, parce que la compagnie est d'un excellent niveau, la danse, accomplie, et le casting, parfait. À commencer par Alessio Passaquindici, ancien footballeur devenu danseur, dont le Marco Polo a des grâces de fougueux poulain. Et Éric Vu-An en Kubilai Khan, dont la morgue superbement vacille sous les attraits du monde. ■

Ballet : « Marco Polo »
À 21 heures, sur Le Figaro TV
Île-de-France
Notre avis : ●●●○

« Acapulco » : bons baisers du Mexique

Constance Jamet

Cette saison 3 lève enfin le voile de l'ascension fulgurante du héros, ex-garçon de plage devenu millionnaire. Une série tendre et optimiste.

Depuis son arrivée sur les écrans d'Apple TV+ en 2021, la comédie *Acapulco* titille ses spectateurs avec une question existentielle : comment son protagoniste, Maximo Gallardo Ramos, est-il passé de garçon de plage maladroit dans le Mexique des années 1980 à multimillionnaire tapotant sur son iPhone dans sa villa à Malibu ? Prompt à régaler son neveu Hugo d'anecdotes sur les quatre cents coups qu'il a effectués dans les coursives de Las Colinas, complexe hôtelier huppé rose bonbon, le gaillard est moins loquace sur les circonstances de son ascension, qui l'ont amené à perdre de vue son amour de jeunesse Julia et à franchir la frontière. Le temps des réponses presse.

La patience d'Hugo s'amenuise. L'avion qui le transportait lui et Maximo a atterri à Acapulco. Dans la dernière scène de la seconde saison, sous prétexte de l'emmener voir une vieille connaissance, son oncle frappait à la porte d'une certaine Paloma... La fille cachée de Maximo. Un coup de théâtre sur lequel embrayent immédiatement ces dix nouveaux épisodes. Bâtie sur les flash-back, *Acapulco* fait enfin, avec cette saison, dialoguer passé et présent. Et met le beau parleur Maximo face à son destin !

Univers pop et fluo

Obligé de se dévoiler, ce héros attendrissant se mue en une Shérizade écartelée entre ses souvenirs de jeunesse embellis par une pointe d'orgueil et l'in-

trospection d'un homme qui, au mitan de sa vie, analyse avec lucidité ses choix et erreurs d'aiguillage.

« Maximo est un personnage haut en couleur, une diva, une drama queen à l'imaginaire débordant. C'est un conteur qui aime exagérer et épicer ses aventures. Chez lui, la gentillesse le dispute à la quête du succès. Cette ambition lui fait parfois tourner la tête : il prend tout ce qui lui arrive personnellement », s'amuse son interprète et cocréateur de la série, Eugenio Derbez. Le comédien sexagénaire est ravi de camper un narrateur aussi facétieux et fantasiste. Un héros qui prenait son rôle d'adjoint du directeur des opérations très au sérieux, trop peut-être. Puisqu'il collecte dans son « livre des secrets », sorte d'inventaire à la Prévert, les habitudes

des clients, de leurs mets favoris à leurs liaisons extraconjugales.

Plus jeune, ce personnage était également déterminé à être le petit ami parfait. Au point d'ajouter au stress de Julia alors que celle-ci lançait sa première collection de prêt-à-porter. L'enfer est pavé de bonnes intentions... Nous revivons leur dîner romantique qui tourne au mauvais vaudeville. Entre Maximo, père absent, et Paloma, biologiste, c'est l'amour vache. *Acapulco* bascule dans le registre de la sitcom. De quoi déplacer le curseur de la série, qui déborde de loufoquerie, va de l'humour vers la tendresse.

Dans l'univers pop et fluo de Las Colinas qu'on croirait sorti du *Barbie* de Greta Gerwig, les excentricités, les coupes mulet, les justaucorps à paillettes et les qui-

proques ne manquent pas. « J'ai eu envie d'une série familiale comme *Acapulco* car j'étais fatigué de voir les JT évoquer le Mexique seulement à travers la problématique de la violence. Je voulais montrer mon pays autrement que sous l'angle des gangs et du narcotrafic. Rappeler qu'il y a de la beauté et de la joie, explique Eugenio Derbez. C'est d'autant plus important que la ville d'Acapulco a été frappée durement par l'ouragan Otis fin 2023. Il faut que la région se relève. Si je peux y apporter ma petite contribution... » ■

« Acapulco », saison 3
Dix épisodes de 30 minutes,
sur Apple TV+
Notre avis : ●●●○

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

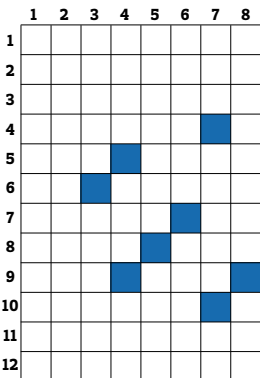
PROBLÈME N° 6613

HORIZONTALEMENT

1. Disques d'or pour les valeureux légionnaires. - 2. Grand terrier. - 3. Passai une nouvelle alliance. - 4. Représentants de l'ordre. - 5. Fournisseur pour des surfeurs. Voix du Québec. - 6. Du moment. Pierre qui a plu sur Pompéi. - 7. Tête dure. Faible écoulement. - 8. Formule. Douceur bretonne. - 9. Ne fit que passer. Classement général. - 10. Malgreur extrême. - 11. Marche au pas. - 12. Épouses de Pierre ou Paul, mais pas n'importe qui.

VERTICALEMENT

1. Au plus haut degré. - 2. Vieux ermites espagnols. - 3. Saint breton qui fut le conseiller du roi Childebert. Secouer la tête en bas. - 4. Seigneur infortuné chez Shakespeare. Cas de nullité. Voyage en bande. - 5. En haut de page chez nos grands-mères. Canari de cartoon. - 6. Fruit d'une rafle. Auto-stoppeur. - 7. Un roi assassiné avec toute sa famille. Teignis en jaune. Sasse. - 8. Pour positionner des pièces à usiner. - 9. Il avait un certain nombre de pages. Se jetter dans la partie.



SOLUTION DU PROBLÈME N° 6612

HORIZONTALEMENT 1. Carassin. - 2. Omanaïse. - 3. Mégisler. - 4. Pressera. - 5. Rîsée. Ac. - 6. Oc. Trin. - 7. Mastoc. - 8. Ententes. - 9. Tir. Tuto. - 10. Tsar. Sal. - 11. Résas. Ne. - 12. Essuyage.

VERTICALEMENT 1. Compromettre. - 2. Americanises. - 3. Rages. Strass. - 4. Anisette. RAUJ. - 5. Sasseront. Sy. - 6. Sise. Ictus. - 7. Iseran. Étang. - 8. Nérac. Isolée.

LE FIGARO Jeux

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION

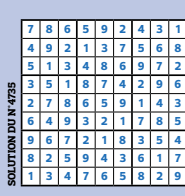
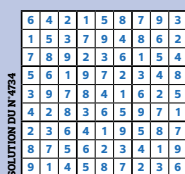
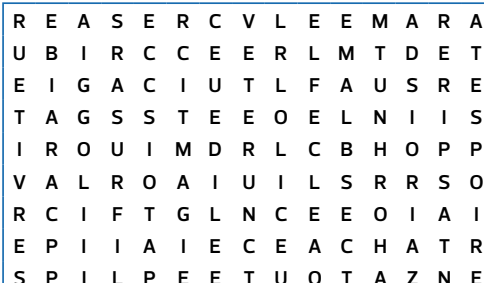


MOTS MÉLANGÉS

RCI JEUX

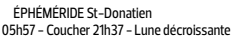
Barrez dans la grille tous les mots proposés. Cherchez-les horizontalement, verticalement ou diagonalement. Il ne vous restera alors que les lettres formant le mot mystérieux.

ACHAT	CRIB	IOTA	PILULE	SURFIL
ASPIRER	DUCAT	LLANOS	PISTE	TEE-SHIRT
ATOUT	DULCINÉE	LOGGIA	RAMÉE	ZAÏROIS
CARAÏBE	ÉCUELLE	MAGIE	SAIE	
CÉLÉBRITÉ	ÉDILE	OPIUM	SCIERIE	
CORPS	ELFE	ORTIE	SERVITEUR	
COTER	ESPOIR	PIFOMÈTRE	SPIRITUEL	



SOLUTION DU MOTS À MOT

Les mots sont :
BAJOUÉ - ACTEUR - BARÈME

[illegible]

Nos dix tartes aux fraises préférées dans la capitale

Alice Bosio et François Blanc

Les adresses du moment pour déguster le fruit rouge star du printemps, agrémenté de crème chantilly, pâtissière, herbes aromatiques,

Ritz Paris Le Comptoir (1^{er}).

Quel meilleur moyen pour apprécier le fruit rouge annonciateur des beaux jours que de le savourer dans une tartelette croustillante et parfumée ? Voici nos dix options favorites pour le découvrir.

La plus gourmande Ritz Paris Le Comptoir

PRIX : à partir de 16 € (individuelle).
38, rue Cambon (1^{er}).
Tél. : 01 43 16 30 26.
TJj sf dim. de 8 h à 19 h.

LE LIEU. Depuis bientôt deux ans, les gourmets du monde entier se délectent de l'ouverture de cette boutique chic qui démocratise - un peu - les créations du génial chef pâtissier du palace de la place Vendôme. François Perret y rend hommage aux classiques de la pâtisserie tricolore (millefeuille, marbré, madeleine, croissant...), qu'il réinterprète dans des versions graphiques, jolies et toujours très gourmandes.

LA TARTE. Son aspect délicat attire l'œil grâce à sa quenelle de crème de Bresse (la région natale de Perret), qui donne instantanément envie d'y tremper les belles fraises Ciflorette pleine terre entières nappées de jus de fraises, dont les queues vertes ont été recrées en pâte à cigarette au basilic. Le tout sur une pâte sucrée croustillante, garnie de crème d'aman­de moelleuse. L'équilibre entre l'onctuosité de la crème montée peu sucrée, la sucrosité de la fraise et la douceur de l'aman­de frôle la perfection, évoquant les fraises à la crème de l'enfance.

La plus voyageuse Maison Aleph

PRIX : à partir de 8,90 € (individuelle).
20, rue de la Verrerie (4^e).
Tél. : 09 83 03 42 02.
TJj de 11 h (10 h le WE) à 20 h.
2^{de} adresse dans le 18^e.

LE LIEU. Depuis 2017, Myriam Sabet réussit un petit exploit : croiser les souvenirs de son enfance en Syrie et la pâtisserie française, au sein de sa charmante microboutique du Marais, doublée plus récemment d'une deuxième au pied de la butte Montmartre. Une double culture qui se prête à toutes les fusions, au gré des saisons et des classiques revisités.

LA TARTE. La tarte aux fraises de Maison Aleph, c'est d'abord cette pâte

exceptionnelle, empilement de feuilles de pâte filo beurrée et caramélisée, qui crée un croustillant du genre inoubliable. Elle y loge une crème de pistache aux éclats bien croquants, qui donne à cette base un air de baklava désucré. On y trouve aussi pêche-mêlée un confit de fraises acidulé, des fraises fraîches bien choisies et une ganache montée à la fleur d'oranger aérienne. Singulier et rassurant à la fois.

La plus japonisante KL Pâtisserie

PRIX : à partir de 16 € (pour 2).
78, avenue de Villiers (17^e).
Tél. : 01 45 71 64 84.
TJj sf lun. de 10 h à 19 h (13 h le dim.).

LE LIEU. Après une carrière dans les belles maisons (L'Ambroisie, Hugo & Victor, La Table du Kilimandjaro...), Kevin Lacote s'est installé à son compte dans cette boutique-salon de thé cosy au calme du quartier Wagram, où il cultive la qualité du sourcing dans des créations saisonnières et inspirées.

LA TARTE. À l'image de sa tarte Soleil Levant, petit jardin sauvage de fraises fraîches « du verger » coupées en deux (sucrées et parfumées) et parsemées de zestes de citron confit. La pâte sucrée croustillante, recouverte de crème d'aman­de pour le moelleux, est garnie de confit de fraises au yuzu, citron star de la cuisine nipponne, dont la légère amertume fait voyager. La couche de crème mascarpone vanillée joue les liants en faisant un écho régressif au yaourt à la fraise.

La plus croustillante Bontemps

PRIX : à partir de 22 € (2-3 personnes).
57, rue de Bretagne (3^e).
Tél. : 01 42 74 11 55.
TJj sf lun. et mar. de 11 h (10 h 30 le WE) à 19 h (17 h 30 le dim.).
2^{de} adresse dans le 17^e.

LE LIEU. Nombreuses sont les pâtisseries modernes qui mettent les fruits au second plan : moins vendeurs que le chocolat ou le praliné, ils tiennent de surcroît moins longtemps en vitrine. Pourtant, chez Bontemps, la chef Fiona et sa famille les ont toujours placés au cœur de leur travail, dans leur pâtisserie-salon de thé (3^e et 17^e) où la pâte sablée est reine. Si vous cherchez une tarte aux fruits, c'est ici qu'il faut foncer !

LA TARTE. À chaque printemps, l'Al-légresse revient, annonciatrice des beaux jours. Une tarte construite sur l'épaisse pâte sablée signature, légèrement salée et croustillante comme nulle autre. Le reste de la composition est simple : une chantilly vanillée évanescence et une armée de demi-fraises pointant vers le haut comme les épines d'un hérisson fruité. Faire aussi léger et gourmand à la fois, cela tient du miracle.

Myriam Sabet, Maison Aleph (4^e).Bontemps (3^e).Délicatissier (9^e).

La plus fleurie Délicatissier

PRIX : 8 € (individuelle).
Au Printemps du Goût (9^e) et aux Halles Biltoki à Issy-les-Moulineaux (92). TJ.
Commande en ligne
sur delicatissier.com

LE LIEU. On l'a vue partout après son titre (mérité) de meilleure pâtissière mondiale, décerné l'an dernier par la Confédération internationale des boulangers et des pâtis­siers. Si Nina Métayer continue de développer son projet de pâtisserie digitale sans boutique qui produit à la demande, pour éviter le gaspillage, ses créations sont aussi disponibles au Printemps du Goût et aux Halles Biltoki à Issy-les-Moulineaux.

LA TARTE. Coquette, décorée de petites fleurs, elle joue dans le registre classique, réveillée par un confit de fraises peu sucré et parfumé aux baies de Batak et à la verveine, apportant fraîcheur et exotisme. Si les fraises fraîches françaises en fines tranches manquent un poil de sucre, la pâte sucrée recouverte de crème d'aman­de est bien beurrée et croquante ; la crème pâtissière vanillée, onctueuse et légère. De la belle ouvrage.

La plus texturée Utopie

PRIX : 6 € (individuelle).
20, rue Jean-Pierre-Timbaud (11^e).
Tél. : 09 82 50 74 48.
TJj sf lun. de 7 h à 20 h.

LE LIEU. Certains l'ont découverte il y a quelques semaines, à la faveur de son élection à la première place du concours de la meilleure baguette de Paris organisé par la mairie de Paris. Mais la boulangerie-pâtisserie fondée en 2012 par Erwan Blanche et Sébastien Bruno était déjà bien connue des gourmets du quartier Oberkampf et au-delà, preuve en est la file d'attente qui s'allonge chaque week-end pour ses pains, viennoiseries et gâteaux.

LA TARTE. Mystérieuse et élégante, avec son voile en gelée de fraises, la tartelette dissimule un festival de textures : pâte sucrée croustillante et bien beurrée, recouverte de crème d'aman­des, garnie de délicieuse compotée de fraises, mousse de fraises aérienne et morceaux de fraises fraîches. Un travail bien fait, qui a l'avantage d'être facturé à prix doux (la moins onéreuse de notre sélection).

La plus hybride Des Gâteaux et du Pain

PRIX : à partir de 8 € (individuelle).
63, boulevard Pasteur (15^e).
TJj sf mar. et sam. de 9 h à 19 h 30
(19 h le dim.). 2^{de} adresse dans le 7^e.

LE LIEU. Dans ses deux fiefs des 15^e et 7^e, l'enseigne de Claire Damon est un pilier sucré pour qui veut se repaître d'une pâtisserie exigeante, délicate et raisonnée. Chaque année, la chef attend avec impatience le coup de départ annoncé par ses producteurs d'une saison des fraises qu'elle met si bien en valeur, du baba à la tarte. Elle ne travaille qu'avec des fruits de plein champs français et commence souvent la saison plus tard que les autres.

LA TARTE. Plutôt fraisier ou tarte aux fraises ? Le dilemme en devient insoluble ? Claire Damon a la solution avec sa si jolie tarte Jardin Fraise, reconnaissable à son disque de pâte d'aman­de cannelée en guise de chapeau - vous pouvez d'ailleurs choisir la version vert pâle ou rose bonbon. Voilà un croisement subtil entre les deux gâteaux, où les fruits frais cachent un biscuit cuillé, une pointe de compotée de fraises et une généreuse crème mousseline bien vanillée. Un trésor.

La plus régressive Sébastien Gaudard

PRIX : 6,90 € (individuelle).
22, rue des Martyrs (9^e).
Tél. : 01 71 18 24 70.
TJj de 10 h (9 h le WE) à 20 h (19 h le dim.).
Deux autres adresses dans le 1^{er} et le 9^e.

LE LIEU. Dans son adresse originelle des Martyrs, comme dans celle des Tuileries ou dans son récent Grand Café proche des grands boulevards, le pâtissier d'origine lorraine, passé par Fauchon et le Délicatier, s'amuse avec les codes rétro, dans le design des boutiques autant que dans l'offre de pâtisserie et de confiserie qui fait la part belle aux classiques (baba, paris-brest, mous­spoutain...).

LA TARTE. Sa barquette aux fraises a la bonne idée d'adopter un format rare et régressif, qu'il réalise en une pâte brisée friable et rustique. Elle est garnie de trois belles fraises Dream françaises, plantées sur un lit de crème vanillée légère, le tout recouvert d'une pluie de sucre glace. Un petit délice auquel on ne fait qu'un seul reproche, celui de ne s'avaler qu'en trois bouchées !

Amalthée, retour gagnant de l'Ouest parisien

Emmanuel Rubin

À Boulogne-Billancourt, une nouvelle table dynamique de l'autre côté du périph.

D'ouvertures asthéniques en additions enflées, on ne va pas, une fois encore, dresser la liste de ces embarras qui épuisent l'envie d'un resto à Paris. Saison rare, en effet, où l'on aura vu les proches environs de la grande ville lui piquer son trafic.

Dernière en date, à deux volées de Roland-Garros dont elle pourrait bien devenir l'une des neuves cantines, cette Amalthée qui monte au filet avec ce décor « sarahlavoïnien » où l'imprimé des banquettes rassure les petits pulls pastel de la génération X. Les nourritures dans le même tennis, diablement efficaces à lâcher classiques de fond de court (escargots, filet poivre, magret laqué à l'orange) et sympathiques volées d'air du temps (saumon en ceviche, végan curry).

Ça joue propre, bien dans le carré, sérieux en double (bar entier en croûte de sel) et surtout sans que l'addition ne se

sente obligée d'envoyer de ces gros bouillards désormais déplacés. Les mauvais coucheurs de la capitale vous diront que « BB » est ringarde, que Billancourt désespère, que Boulogne a deux mètres et une pavlova de retard, si ce n'est qu'une adresse est réussie aussi grâce à la qualité du public. Celui-là pas mal du tout, déjà dans ses marques, partageant sa banquette et sa bonne humeur.

Encore plus réjouissant, les chefs sont, ici, en cuisine tandis que l'on retrouve l'accueil devenu rare d'un M. le Taulier, la main tendue, le mot facile, content de vous recevoir. Il s'appelle Alex Chapon, vingt ans à allumer quelques-uns des meilleurs spots du Marais, en pleine forme en se re-

trouvant à Boulogne pendant que Paris ramasse ses tables comme, en fin de match, on ramasse les balles.

AVEC QUI ? Un(e) échappé(e) de Roland-Garros.

UNE, DEUX, TROIS ASSIETTES... Daurade en carpaccio, œufs de tobiko yuzu, condiments : voilà un beau disque ! La



ROMAIN RICARD

milanaise de « Chez André » : aussi longue que large. Baba au rhum : opulent.

DANS LE VERRE ? Tiré d'une carte très bourgogne-bordeaux, un très sûr mercurey Les Bois de Lallier, Philippe Le

Hardi, 2021.

SERVICE : courez jeunesse !

L'ATTENTION : l'éclat du sorbet fraise turbiné maison, le service voiturier.

ZUT ! Pourquoi pas une formule au déjeuner ?

L'ADDITION : à prestation égale, deux fois moins lourde qu'à Paris ! Entre 40 € et 50 €.

QUELLE TABLE ? Le carré banquettes en terrasse, la 41 en salle.



HACHÉ MENU
PAR EMMANUEL RUBIN

CHEZ LIONEL, PEUR DU NAUFRAGE ET CŒUR À L'OUVRAGE

C'est le menu dont on se serait bien passé, celui que l'on redoutait tout en sachant qu'il allait finir par s'imposer et que l'on aurait bien du mal à l'éviter. Ne le cherchez pas trop dans l'assiette, il ne se dit pas en recette et s'il a le mérite de la saisonnalité, sa saison est cruelle. C'est un menu qui raconte une profession à la renverse, les rideaux bien-tôt baissés, les faillites précipitées, les PGE impossibles à honorer et le personnel qui a déserté sans intention d'y revenir. Un menu gâté par l'inflation, cramé par les crises énergétiques, désaccordé entre le pouvoir d'achat qui n'y est plus et les charges qui y restent. Sans trop verser dans le politique, une sauce Bercy qui n'est pas celle du grand Escoffier. Ce menu pourrait s'appeler *Retour au réel ou Cuisine en tension*. On s'est bien demandé s'il fallait en parler mais arrive l'instant où la serviette n'est pas un bâillon. Voici une autre vérité de bistrot parisien que la critique feint d'ignorer et que l'on a surtout aimé pour sa façon d'y mettre encore du cœur.

Cire Montparnos La nostalgie est parfois comme la vengeance. Un plat qui se mange froid. Difficile, entre ces murs-là, de ne pas se rappeler Le Caméléon, monstre de repaire Montparnos qu'une chroniqueuse américaine avait décidé, un beau jour, d'estampiller « meilleur bistrot du monde » (on écrit parfois l'importance quo) et que des décennies de bonne gueule et de sacrés patrons avaient encaustiqué dans une cire que l'on croyait éternelle. Si une fresque incongrue s'y balade aujourd'hui (on dessine parfois n'importe comment), la salle a su garder ses larges épaules et son beau front de comptoir. Le patron s'appelle Lionel, costaud du métier qui colle son prénom à l'enseigne mais se retrouve seul en cuisine.

Assiette de compensation En salle, à peine mieux. Ça sent la pénurie, la profession partie voir ailleurs si elle n'y est pas. Une désinvolture de grande gamine s'y retrouve à se demander pourquoi. Demain matin, elle sera peut-être sur un banc de fac, en trip à Ibiza, dans un premier film français à Cannes ou, au fond de son lit, à se faire les ongles (bleus). En attendant, elle empile les assiettes comme elle enfle les pertes, dépassée par les événements sans en être désolée, proposant les cafés, oubliant les desserts. À voir la restauration ainsi s'enfoncer, on la remercia bientôt d'être pourtant là, charmante mais nulle, bravounette à passer les plats de Lionel, qui lui se démène, héroïque à tenir les fourneaux et ses classiques, généreux à doubler les portions comme s'il fallait compenser dans l'assiette ce qu'il manque en salle. On doit bien compter douze asperges (blanches, vertes) pour écumer une mousseline bien soufflée, le saumon fumé (vraiment) maison se croit au réveil et le rognon compte triple dans sa sauce crème pour laquelle on demanderait bien une paille. Voilà ce qui s'appelle ne pas baisser les plats.

MAIS ENCORE...

LE SERVICE. On vient de tout dire. **LE PUBLIC.** La rive gauche encore fidèle à la cause.

EST-CE CHER ? Vu les portions pas bégueules, ça passe. Menu-carte à 55 €.

FAUT-IL Y ALLER ? Mérite d'être épaulé.

6, rue de Chevreuse (6^e).

Tél. : 01 43 27 43 27.

Tlj sf sam. (dég.) et dim.

Métro : Vavin.

rhubarbe ou agrumes.



Des Gâteaux et du Pain (15°).

La plus printanière Pâtisserie du Panthéon

PRIX : à partir de 7 € (individuelle).
200, rue Saint-Jacques (5^e).
Tél. : 01 43 07 77 59. Tlj sf lun. et mar.
de 9 h à 20 h (18h le dim.).

LE LIEU. Sébastien Dégardin est loin des projecteurs et du jeu médiatique pâtissier, mais sa boutique charmante, ouverte en 2013, ne désemplit jamais, dans les ruelles si typiquement parisiennes du quartier du Luxembourg. Il faut dire que sa pâtisserie est d'une impeccable constance, lui qui peut se vanter d'un parcours d'exception, ancien chef pâtissier très précoce de la maison Troisgros ou du restaurant Pierre Gagnaire.

LA TARTE. On s'éloigne de la tarte aux fraises classique dans ce petit hommage au printemps qui combine deux de ses totems, la fraise et la rhubarbe. Sur un impeccable fond de tarte à l'amande se cache une crème onctueuse et gourmande, un confit de fruits acidulé vert rhubarbe, des fraises couchées la pèle-mêle et quelques cubes de pâte de fruits à la rhubarbe. L'accord fraise et rhubarbe n'a plus à faire ses preuves et fonctionne ici à plein régime.

La plus sudiste L'Épicerie du Bristol

PRIX : 15 € (individuelle).
114, rue du Faubourg-Saint-Honoré (8^e).
Tél. : 01 53 43 43 74.
Tlj sf lun. et mar. de 10 h à 19 h.

LE LIEU. Le mythique palace du faubourg Saint-Honoré a toujours eu le bec sucré. On se souvient du regretté Laurent Jeannin, du champion du monde Julien Alvarez ou même de la création d'une chocolaterie interne en 2019. L'ouverture de L'Épicerie, jouxtant l'entrée principale des lieux, fut idéale pour s'offrir à moindre coût un bout de Bristol et l'emporter chez soi, découvrant ainsi les talents du jeune et discret chef pâtissier actuel, Yu Tanaka.

LA TARTE. Ici, c'est toute la base de la tarte qui vient transgresser les classiques. Point de fond de tarte, mais carrément un gâteau basque croustillant, garni d'un confit de fruits rouges et de crème d'amandes. Il confère à cette tarte un côté bonbon, régressif et enfantin, contrebalancé par une épante crème vanille évanescence et l'abondance de fruits frais légèrement lustrés au jus de fraise. ■

BADOIT
BULLES DE JOIE

FRIGES NOUVEAU



Au milieu des plantes
de Robert Combas.

Balade à vélo sur la voie verte
au bord de l'étang de Thau.



L'archipel de Thau invite l'art au bord de sa lagune

Sophie de Santis Envoyée spéciale dans l'archipel de Thau (Hérault)

En suivant le nouvel itinéraire artistique, les BAM, on découvre autour de l'étang les villages qui sont autant de perles du patrimoine.

L'étang de Thau est un vaste bassin à perte de vue. Si l'on n'apercevait pas le banc de sable au loin, on le confondrait avec la grande bleue. Ses 7500 hectares font de cette lagune un réservoir unique pour les pêcheurs, les ostréiculteurs et même les baigneurs, qui apprécient la pureté et la douceur de cette eau ultra-salée. De Sète, le point de départ, on rayonne pour découvrir les quatorze communes et villages qui jalonnent le pourtour du bassin. Entre littoral et vignes, ces villages construits en circulaire (ronds) témoignent de l'art de vivre paisible et gourmand de l'archipel méditerranéen singulier par sa géographie, son histoire et son dynamisme touristique. Tandis que Sète est la vitrine culturelle de la région - avec le Miam, le Crac et le Musée Paul-Valéry -, les villes voisines accueillent dès cet été les BAM (Balades artistiques en Méditerranée). Ou comment découvrir une vingtaine d'œuvres contemporaines - réalisées majoritairement par des artistes de la région - qui s'inscrivent progressivement, d'ici à la fin de l'année, dans les paysages foisonnants d'Occitanie : de Mèze à Bouzigues, de Villeveyrac à Loupian et à Poussan. Suivez notre parcours sur les rivages de Thau, en admirant aussi le patrimoine historique et la richesse des produits marins.

■ archipel-thau.com

Visites

1. Robert Combas à Villeveyrac

Les artistes en liberté ont imaginé des œuvres in situ, intégrées le plus possible au patrimoine local. À Villeveyrac, le chef de file de la figuration libre, Robert Combas, qui vit et travaille à Sète, a souhaité « rendre hommage au caractère agricole du pays » en réalisant une fresque saturée de couleurs en céramique sur un mur situé entre la bibliothèque municipale et la rue des Horts-Viels. Le village médiéval est à visiter absolument.

■ Entre les rues des Amandiers et des Horts-Viels, à Villeveyrac (34560).

2. François Liguori à Loupian

Artiste et designer sétois, Liguori transforme le métal et les émaux dans des formes végétales. Il a choisi de poser son installation - un bosquet d'arbres de métal coloré, en bordure de piste cyclable à Loupian. Ce magnifi-

que village aux vieilles pierres vaut le détour. Ainsi que les mosaïques polychromes incroyablement conservées d'une villa gallo-romaine découverte sur le lieu. Ne manquez pas son musée dédié (patrimoine.agglopol.fr).

■ Au carrefour du chemin menant à la Villa gallo-romaine. Loupian (34140).

3. André Cervera à Poussan

C'est un personnage local qui fait connaître son travail et son territoire dans le monde entier, à la faveur d'expositions personnelles. Dans son village de Poussan, il a eu carte blanche pour réaliser cinq sculptures en acier Corten des personnages et bestiaires ancrés dans la culture vernaculaire. Il faut lever le nez pour débusquer ces pièces proches de l'art pariétal. Et profiter du charme des ruelles pavées.

■ Dans le village de Poussan (34213).

4. Jean Denant à Gigan

Jean Denant est un plasticien majeur de la scène internationale, présent dans les plus grandes collections, comme la Fondation Carmignac. Dans son atelier de Sète, il fabrique un imaginaire composé de miroirs destinés à s'inscrire dans le paysage et refléter ses plus beaux atours. Tel que ce paravent de 8 x 3 m en inox poli qu'il installe sur le massif de la Gardiole près de l'abbaye Saint-Félix-de-Montceau (*lire ci-après*). Spectaculaire.

■ Gigan (34770).

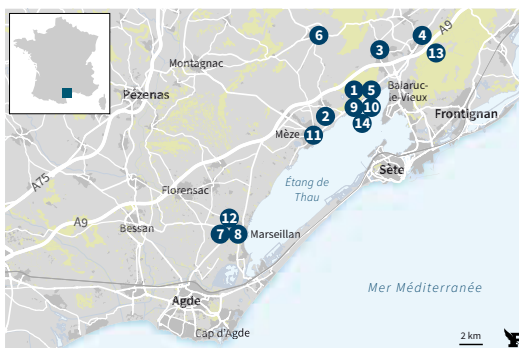
5. Richard Di Rosa à Bouzigues

À la pointe du ponton face au Musée de l'étang de Thau : c'est ici que Richard Di Rosa a élu domicile pour sa double sculpture de 4 m de haut, figurant deux tiges de métal tordillé avec à leur sommet le Soleil et la Lune. Un dialogue poétique cher à ce grand artiste, autre membre fondateur de la figuration libre puisant ses inspirations dans la culture populaire. On en profite pour visiter le musée (patrimoine.agglopol.fr), dont le parcours très pédagogique raconte merveilleusement l'histoire de l'élevage conchylicole et du folklore local.

■ Bouzigues (34140).

Et aussi

On retrouve à Sète les œuvres de Francoise Pétrivitch (aux abords du pont



de la Gare), Fabrice Hyber (place A.-Briand) ou encore Johan Creten (sur le site Saint-Pierre).

Où dormir ?

6. À la Voile Blanche

Avec sa vue imprenable sur le charmant port de plaisance de Bouzigues, la carte postale est presque parfaite pour ce petit hôtel de huit chambres étroites mais confortables. Le seul bémol ? Le gazon synthétique sur la terrasse individuelle, dommage ! La double avec terrasse 145 €, petit déjeuner 13 €.

■ 1, quai Louis-Tudesq, 34140 Bouzigues. Tél. : 04 67 78 35 77. alavoileblanche@wanadoo.fr

7. Demeure Terrisse

Au cœur du centre-ville de Marseillan, le bel édifice se détache avec sa façade néoclassique rouge orangé à colonnades. L'escalier (pas d'ascenseur) conduit aux dix appartements sous une belle charpente de bois et pierres apparentes. Pour chaque suite très chic bohème, équipée d'électroménager élégant, Sandrine et son frère Guillaume Terrisse (propriétaires et pharmaciens) ont pioché chaises et commodes anciennes dans le garde-meubles de la famille. Les plus ? Le Jacuzzi extérieur, la terrasse, le grand salon, mais pas de petit déjeuner. Alors on descend soit au Mamamita, le grand café mitoyen pour un petit déjeuner (classique, 8 €).

Ou mieux, à deux pas, à la terrasse de la Fabrique à Gout-Thé, où tous les goûteux sont faits maison (1, rue Achille-Maffre-de-Baugé).

Du studio pour 2 pers. (89 €) au 3-pièces pour 6 pers. (250 €).

■ 2, rue du Général-de-Gaulle, 34340 Marseillan. Tél. : 04 67 21 07 02. demeureterrisse.com

Où prendre l'apéro ?

8. La Bouteille à la mer

Des tonneaux en guise de tables dans la rue pavée piétonne devant la jolie façade rose rouge arrondie, vieilles pierres, bois et métal à l'intérieur, ce bar à vin tient ses promesses de convivialité et de qualité des breuvages. James, le jeune serveur, explique le choix des vins de la région, des fameux vignobles et picpoul au vermentino, des blancs goûteux (3,50 € le verre). Parmi les grignotages, on recommande vivement les tartines de pain de seigle au tartare de tomates et anchois frais (7,50 €).

■ 5, rue Achille-Maffre-de-Baugé, Marseillan. Tél. : 06 31 92 17 80.

9. Gourmandises Étangourmand

Il ne faut pas manquer ce petit glacier sur le port de Bouzigues, ouvert depuis une saison seulement. Charmante terrasse et succulents sorbets et glaces aux couleurs de l'été font le succès de l'enseigne. Brigitte Guyader - ancienne prof de SVT retournée aux études pour passer son CAP en pâtisserie,



L'abbaye
Saint-Félix-de-Montceau.



Croisière Escondida
sur le « Pilgrim ».



Bosquet d'arbres de métal colorés de François Liguori.

ROBERT COMBAS OT THAU ESCONDIDA CROISIÈRES

Nos 5 adresses coups de cœur en bord d'étang

Elisa Nguyen Phung

Direction Bouzigues, Loupian et Marseillan, pour déguster les pieds dans l'eau huîtres, brasucade et tielles sétoises.

Aux paillotes surpeuplées bordant la Méditerranée, les Héraultais préfèrent les tables jouxtant les mas ostréicoles du bassin de Thau, plus dépayssantes et souvent meilleur marché.

La meilleure Les Demoiselles Dupuy

CARTE : 25-35 €. Chemin de la Catonnière-Ouest (Bouzigues). Tél. : 04 67 43 87 34. Tj au déj, sf le mar. D'avril à octobre.

LE LIEU. Près de quinze ans que Romain et Olivia Dupuy proposent leurs coquillages à la dégustation, en direct de leur mas ostréicole d'inspiration architecturale mauresque. Une fois dévalés les escaliers en pierre depuis lesquels on devine déjà les parcs à huîtres, se dévoile une grande terrasse ombragée, pavée de parasols frangés tantôt rayés, tantôt fleuris et de tables dépareillées, elles-mêmes parées d'assiettes à huîtres en barbotine d'un autre temps.

L'ASSIETTE. Pour accompagner le picpoul-de-pinot local, il faut commencer par un plateau de fruits de mer et une paire de tielles sétoises, ces tourtes garnies de poulpe et de sauce tomate épicée. Si les poissons grillés (sardines, daurade, espadon) et le maquereau en escabeche ont de quoi convaincre, la brasucade, préparée devant le client, séduit encore plus. Typique de la région, la montagne de moules cuites sur des braises de ceps de vigne s'accommode ici d'excellentes frites de pommes de terre cultivées en biohydramie. En dessert, esquimaux et petits pots de l'atelier du Flamant Rose, parmi les meilleurs artisans glaciers sétois.

BRAVO. Le service sans chiqué.
DOMMAGE. Pas de formule déjeuner.

La plus chic Le St Barth Tarbouriech

CARTE : 35-50 €. Lieu-dit Montpenedre (Marseillan). Tél. : 04 99 43 97 58. Du mer. au lun. (déj), ven. et sam. (dîn).

LE LIEU. C'est là, au bout d'un chemin de terre peu engageant, que se trouve l'un des hauts lieux de la conchyliculture héraultaise. En 2006, la famille Tarbouriech fit breveter une invention censée recréer le phénomène des marées, donnant naissance à l'huître Spéciale Tarbouriech, désormais servie sur de nombreuses tables étoilées (L'Auberge du Vieux Puits, Le Jardin des Sens...), mais aussi dans les cinq établissements montés par la troisième génération familiale. Dont le St Barth, havre de paix aux allures de cabane modernisée, où les assises blanches contemporaines tranchent avec les tables en bois patiné.

L'ASSIETTE. Priorité ici à la dégustation de ladite huître, proposée en trois calibres aux côtés de la classique version bouzigaude. Tête d'affiche d'un menu comptant bien sûr d'autres vedettes (les savoureux escargots de la lagune au court-bouillon, la piste de moules à la sétoise), la première éclipsé la seconde du fait de sa texture croquante et de son goût de noisette, plus délicat encore. À piocher parmi d'autres mollusques et crustacés (palourdes, moules et crevettes...), tous d'une fraîcheur extrême.

BRAVO. La jolie carte de vins de la région.
DOMMAGE. Le service pressé.

Le petit Mas (Loupian).



CAVALIERES DUJER SERVICE DE PRESSE LES DEMOISELLES DUPUY

Le Mas Soula (Mèze).



Le St Barth Tarbouriech (Marseillan).



Les Demoiselles Dupuy (Bouzigues).

duits de la mer. Ainsi de la soupe de poissons, de la brandade de morue et de la bouille, sorte de bouillabaisse simplifiée mêlant beaux morceaux de lotte, saint-pierre, turbot, crevettes, rouget et pommes de terre bouillies, sous bonne escorte de rouille et croûtons dorés. Pour finir, chèvre et brebis d'un village voisin (Villevyrac), riz au lait aux fruits rouges et ananas rôti.

BRAVO. La justesse des assaisonnements.
DOMMAGE. L'atmosphère frisquette.

La plus guinguette Le Petit Mas

MENU : 35 €. Lieu-dit La Croix Neuve (Loupian). Tél. : 06 98 72 78 53. Déj, ven. à dim. (mai à octobre), dîn. mar. à sam. (juillet et août).

LE LIEU. Ombragé par des canisses à midi et éclairé de guirlandes lumineuses le soir, Le Petit Mas a des airs de bout du monde à toute heure de la journée. Un ailleurs à la fois paisible et convivial, que les nappes en toile cirée vichy, les serviettes en papier et les chaises pliantes rendent particulièrement familier ; on se croirait dans son jardin. Chapeaux de paille à l'effigie de la maison sur la tête, les habitués dégustent tous au même rythme (un seul horaire de réservation), un menu unique en cinq temps pour 35 euros tout ronds.

L'ASSIETTE. Après un quart de tielle destiné à mettre en appétit, des huîtres crues sont servies à discrétion. De quoi prendre une bonne dose d'iode avant de s'en délecter à nouveau en version gratinée, garnies de tapenade, d'émmental et de Noilly Prat. Avant la fin (des glaces artisanales), le fin du fin : demander un saladier de rab. Soit une platée de moules revenues au feu de bois, à chair tendre et saveurs fumées.

BRAVO. Les tables installées jusque sur les pontons.
DOMMAGE. La part de tielle un peu chiche.

La plus conviviale Le Mas Soula

CARTE : 25-40 €. Port départemental (Mèze). Tél. : 06 80 10 03 93. Du mar. au dim. au déj. et du jeu. au sam. au dîn.

LE LIEU. Après les palettes en bois et cagettes en plastique de la pièce de stockage des coquillages, se profile une immense salle à manger tout en bois, meublée de chaises d'écoliers et de bistrot, miroirs en rotin et dames-jeannes garnies de fleurs séchées. Un bon goût cultivé jusque sur la terrasse, ornée de tonneaux en chêne tenant lieu de tables hautes.

L'ASSIETTE. Au menu, autant de froid (tapenade de moules, rillettes d'huîtres) que de chaud (couteaux et palourdes en persillade, mollusques en beignets). Plus que les autres adresses du coin, la maison s'autorise quelques expérimentations : ces étonnantes moules « gasconnes » farcies au chorizo, ces géniales huîtres gratinées au pecorino truffé ou ce carpaccio d'huîtres et purée de mangue et graines de grenade.

BRAVO. La playlist délassante.
DOMMAGE. La main lourde sur l'oignon.

Et on savoure au passage les coquillages des mas.

chocolaterie et glacerie - met un soin particulier à combiner des saveurs sans colorants ni conservateurs : cactus-passion, rhubarbe-amandes... (1 boule : 3,30 € ; 2 boules : 5,30 €).

■ 17 ter, av. Louis-Tudesq, Bouzigues. Tél. : 07 56 81 36 39

10. Les Toqués du bocal

Dans le village de Bouzigues, le bouche-à-oreille a fait la réputation de cette nouvelle conserverie artisanale. Deux ex-Parisiens trentenaires ayant fait carrière dans les palaces ont eu un coup de foudre pour le village et les produits locaux qu'ils cuisinent pour en faire des bocaux : poulpe à la sétoise (pour 2 pers., 25 €), sauté de cochon d'Occitanie au romarin (15,90 €), tapenade d'olives au thym (3,90 €).

■ 8, rue de la République, Bouzigues. Tél. : 09 50 30 94 02.

Expériences

11. Atelier du Sirop

Encore un couple qui a changé d'horizon. À Mèze, Loïc (ex-ingénieur) et Cassandra (ex-commerçiale) ont repris il y a cinq ans cette fabrique de sirops traditionnels. Ni conservateurs, ni colorants, les élixirs artisanaux, déclinés dans plus 40 saveurs (violette, thym, fleur de sureau... et même mimosa) sont très allégés en sucre et mis en bouteilles de verre. Pour partager son savoir-faire, le duo propose un atelier de la cuisson à la dégustation, le samedi 25 mai de 10 heures à 12 heures (15 € par personne). Sirops en vente (0,25 l, 6,90 €) au Fin Comptoir (6 bis, rue Paul-Entéric, Mèze).

■ 12, av. de Villeveyrac, 34140 Mèze. atelierdusirof.fr

12. Céramique de Thau

François Thirion, formé à Biot, appartient à une lignée de céramistes, et transmet avec une grande pédagogie son savoir-faire dans son atelier de Marseillan. Petits et grands se retrouvent autour d'un tour pour façonner bols et vases. Samedi 10 heures-12 heures et 15 heures-17 heures, 48 €.

■ 3, rue Henri-Maffre, Marseillan. Tél. 06 11 05 57 99. ceramiquedethau.com

Excursions

13. L'abbaye Saint-Félix-de-Montceau à Gigan

C'est le départ idéal d'une belle randonnée sur le massif de la Gardiole et un point de vue unique, entre littoral et vignobles. L'occasion aussi de découvrir ce que les bénévoles sauvent des ruines depuis 1970 : un patrimoine remarquable datant des XI^e et XIII^e siècles, sur le chemin de Compostelle. Des balades à dos d'âne sont proposées aux enfants pour grimper jusqu'à l'abbatiale gothique et visiter ses jardins.

■ Gigan (34770). thau-mediterranee.com

Le tour de l'étang à vélo électrique

Les récentes pistes cyclables qui longent le bassin sont un formidable moyen pour respirer le grand air et découvrir en douceur les richesses de l'étang. On peut suivre notamment la route de l'huître de Bouzigues et s'arrêter pour la déguster dans les mas alentour (lire ci-contre).

■ archipel-thau.com

14. À bord du «Pilgrim»

Là aussi, il s'agit d'une histoire de reconversion. Un changement de vie qui a conduit Anne-Françoise et Olivier Faure à embrasser une nouvelle vie sur le Pilgrim. Après avoir voyagé dans le monde entier, le couple s'est posé au bord de la lagune. Du port de Bouzigues, la croisière Escondida permet de voguer pendant deux heures sur l'étang, puis au retour, de dîner et dormir à bord. Sur le bateau hollandais de 11,50 m x 4 m, les deux cabines doubles confortables sont équipées chacune de douche et toilettes. Sur le pont, à la lumière des étoiles, on savoure un menu cuisiné avec soin : muge fumé, huîtres du mas Alicia Roques, dorade du jour, sorbet chocolat et fruits du jour. Le couple très « couteau suisse » propose également des massages. Formule croisière-dîner : 99 € par pers. Formule 2 jours : 485 € par pers. (navigation, 3 repas, massage...). Service de navette pour la gare inclus.

■ Port de Bouzigues. Tél. : 06 79 84 96 56. escondida-croisieres.com

LOEWE FOUNDATION CRAFT PRIZE



15 mai - 9 juin
Palais de Tokyo, Paris
Exposition gratuite



Discover the digital exhibition
Découvrez l'exposition numérique